

EN IRAN

- Vingt-deux journaux sont interdits
- Un journaliste français est expulsé

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,80 Dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, 5,00 \$; Congo-Kinshasa, 100 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 30 pes.; Grèce, 30 dr.; Irlande, 30 sh.; Italie, 300 L.; Liban, 150 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Roumanie, 100 F CFA; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 02  
C. C. P. 4307-23 Paris  
Tél. Paris 63 60 32  
Tél. : 246-72-23

## LA POLITIQUE FRANÇAISE ET LE BILAN DE TROIS ANNÉES DE « PLAN BARRE »

### Complaisances

Les « bavures » ne sont pas l'apanage de la police : elles peuvent aussi affecter la diplomatie. Après l'affaire Young, M. Carter en sait quelque chose. Apparemment, M. Giscard d'Estaing n'en sait rien : ou alors il ne veut rien en savoir, confiant qu'il est dans le dévouement des Français pour les affaires internationales.

C'est, une fois de plus, en Afrique que sont enregistrées les plus grosses « bavures » de notre diplomatie. La France, en effet, n'est pas sortie grande de l'affaire du massacre des écoliers de Bangui, révélée en mai dernier et systématiquement minimisée par nos dirigeants. Ce n'est que grâce à l'insistance du président Senghor que le rapport des cinq « sages » africains, déposés dans l'Empire Central africain pour enquête sur les ténés, a été finalement publié.

Ses conclusions, accablantes pour Bokassa I<sup>er</sup>, étaient pourtant connues à Paris depuis la mi-juillet, mais on se gardait bien d'en souffler mot, comme si l'on cherchait encore à protéger un bourgeois. Ce n'est finalement que du bout des lèvres que le gouvernement français a émis le verdict des magistrats enquêteurs : un communiqué de quelques lignes du ministère de la coopération précisant bien que la responsabilité de ses auteurs. De condamnation politique de Bokassa I<sup>er</sup>, point. Comme si l'incident était clos.

Le renversement au début du mois d'un des plus sanguinaires dictateurs africains, Francisco Macias, a attiré l'attention sur une autre étrange complaisance de la France : alors qu'on savait tout, et depuis longtemps, à Paris sur la folie criminelle de l'ancien président de Guinée-Equatoriale, nos dirigeants se sont tenus précieusement en retrait des meilleures relations avec lui. La France, ces dernières années, était le seul pays occidental à conserver une ambassade à Malabo, comme si de rien n'était. Il est vrai que Soviétiques et Chinois, pour une fois d'accord, faisaient de même.

Les relations douteuses de Paris ne se cantonnent pas qu'à l'Afrique. La chute d'un autre dictateur, Anastasio Somoza, a attiré l'attention sur le comportement de notre ambassadeur à Managua, qui entretenait de bonnes relations privées avec un tyran qui avait érigé l'assassinat en méthode de gouvernement. Conséquence : la France n'est toujours pas représentée à un haut niveau auprès du nouveau régime.

Ce ne sont que quelques exemples. On pourrait en citer d'autres pour montrer combien cette complaisance française est « tous azimuts ». Elle concerne par exemple le Cambodge, où, pour n'indisposer ni Moscou, ni Hanoï, ni Pékin, Paris se refuse à toute initiative en faveur de la seule solution qui pourrait encore sauver ce qui reste du peuple khmer : un soutien ferme et résolu aux efforts de Norodom Sihanouk.

Nos gouvernements, lorsqu'ils sont interrogés sur cet aspect inquiétant de notre diplomatie, invoquent régulièrement le réalisme. Ce qui importerait, selon eux, c'est d'entretenir de bons rapports bilatéraux avec tous les pays du monde et surtout de faire de bonnes affaires, y compris s'il ne s'agit que de vendre des armes. Jamais, ajoutent-ils, la morale n'a fait bon ménage avec la grande diplomatie. Le problème, c'est que la prétendue politique « réaliste » menée par la France ne brille pas par l'excellence de ses résultats. On sont les « dividendes » de nos amitiés douteuses avec Somoza ? Pourquoi, d'ailleurs, les nouveaux dirigeants de Guinée-Equatoriale privilégieraient-ils Paris alors que ce sont finalement les Espagnols qui se sont décidés à faire tomber Macias ? L'union centriste prendra-t-elle toujours le chemin de la France, alors que Bokassa I<sup>er</sup> peut être tenté de se tourner vers de nouveaux appuis « progressistes » à Moscou et à Tripoli ? La complaisance est parfois proche de la complicité et, qui plus est, elle ne rapporte le plus fréquemment rien du tout.

Il y aura trois ans le 25 août, M. Raymond Barre était appelé par le président de la République à remplacer M. Chirac, démissionnaire, à l'hôtel Matignon. Ce décal est précisément celui que le premier ministre a souvent indiqué en privé comme nécessaire au succès de son action ; en-deçà le temps était trop court, disait-il, pour cueillir les fruits d'une politique aux ambitions structurelles, s'opposant, par bien des aspects, aux comportements nationaux habituels. Au terme de ces quelques mille cent jours, les résultats sont-ils à la hauteur des objectifs ? Et le plan de M. Barre

### Pourquoi avoir échoué dans tant de domaines ?

par GILBERT MATHIEU

Par un de ces hasards dont l'histoire est familière, le cap de trois ans dit par M. Barre apparaît particulièrement opportun. Car c'est juste au-delà que l'économie mondiale — donc française aussi — va connaître les tribulations nouvelles provoquées par le renchérissement pétrolier décidé à Genève le 28 juin dernier. Vu les délais de transport de l'air noir, la facture supplémentaire de « brut » perturbera, en effet, les prix, le commerce, la production et la consommation des pays acheteurs à partir de septembre, essentiellement. Jusque-là, l'exercice pétrolier ne pourra pas être pris au sérieux. Pas plus qu'on ne pourra, en 1979-1980, rendre l'O.P.E.P. responsable de l'augmentation foudroyante d'une inflation, que le triplement du « brut » l'année suivante devait seulement contribuer à aggraver (1).

Avant donc la deuxième vague des hausses pétrolières, quel bilan dresser de trois années de « plan Barre » ? L'objectif majeur du premier ministre, explicité le 22 septembre 1976 et réaffirmé à des dizaines de reprises depuis, était de « lutter contre l'inflation », ce mal réputé générateur des troubles divers de l'économie française : le déficit commercial, l'atavisme de l'investissement, la dégradation du franc, le chômage. C'est donc à ce but majeur qu'il faut d'abord comparer le résultat. L'échec est là des plus nets. En trois ans, la hausse des prix à la consommation a été de 32,4 %, soit une moyenne cumulée de 9,8 % l'an. Or dans l'année qui avait précédé l'arrivée de M. Barre au pouvoir (août 1975 à août 1976), la hausse n'avait été que de 9,5 %. Jugera-t-on trop longue cette comparaison par rapport à

(1) Selon les calculs de l'O.C.D.E., la hausse du pétrole consécutive à la guerre du Kippour n'a contribué, en 1974, que pour un quart en moyenne à l'augmentation des prix de la plupart des pays d'Europe et du Japon.

l'année précédente ? Celle que l'on peut faire sur six mois n'est pas plus favorable à M. Barre : durant les six derniers mois aujourd'hui connus, la hausse des prix a atteint le rythme annuel de 11,2 %, alors que dans les six derniers mois du règne de M. Chirac elle n'avait pas dépassé 9,4 % l'an.

Fait tout aussi significatif : sur les 32 % de hausse constatés en trois ans, l'essence et le fuel n'ont représenté que 2,7 % ; essentiellement, la hausse a été portée par les autres produits, dont le plus important, les hydrocarbures, étaient comptés comme la moyenne des prix, la hausse générale en trois ans n'aurait pas dépassé 31 %. Voilà qui est clair.

Une autre objection est parfois avancée dans les cercles gouvernementaux : l'indice des prix n'est pas tout à fait représentatif de l'inflation, puisque le pouvoir peut baisser des tarifs ou des taxes, ou, à l'inverse, les majorer, au gré de sa politique fiscale ou de ses pressions sur l'industrie. Effectivement, M. Barre a d'ailleurs fait successivement l'un et l'autre, en 1978-1979, puis en 1979-1980. Élargissons donc les comparaisons aux autres données de base, par exemple la santé monétaire. En trois ans, la masse monétaire a augmenté de 44 % (14 % l'an), en moyenne cumulée (contre 19 % auparavant) ; les salaires horaires, qu'il s'agissait de freiner, de 42,2 % (14 % l'an) ; le loyer de l'argent est redevenu aussi élevé qu'il l'était en 1976, ce qui n'est pas sans conséquence sur le déficit budgétaire de l'Etat. Il est en train de dépasser 40 milliards l'an (1,9 % du produit intérieur brut, contre 1,7 % seulement en 1976 (1,1 % du P.I.B.). La signification de chacun de ces indices peut être contestée, non celle de leur conjonction.

(Lire la suite page 5.)

a en grande partie échoué — au point que le premier ministre entreprend aujourd'hui de définir une politique beaucoup plus restrictive — à quoi attribuer cet échec ? Nous entreprenons de répondre à ces questions dans le dossier que nous publions ci-dessous.

M. François Mitterrand est, pour sa part, catégorique. La situation actuelle constitue, selon lui, « le plus grave échec de la politique française de l'après-guerre ». Pour le premier secrétaire du parti socialiste, « l'échec retentissant à Matignon, voilà l'étiquette qui prétend conduire la France ».

### Le P.S. cherche à élargir la base sociale de la gauche

Le président de la République est, plus que le gouvernement, la cible principale du P.S. Ce choix procède d'une conviction et répond à un objectif précis.

M. François Mitterrand est convaincu que la crise atteint une ampleur telle que l'opinion publique se retourne contre la majorité et le gouvernement. Les conditions de la rentrée offrent donc l'occasion à la gauche de se liquer à nouveau contre celui qui représente « une classe sociale oppressive », c'est-à-dire contre le chef de l'Etat.

Cette dénonciation correspond aussi à un objectif défini dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981. Il s'agit de tenir l'image du seul candidat connu, même s'il n'est pas officiellement déclaré. Ainsi se trouve écarté le spectre d'une éventuelle compromission avec un président qui est toujours suspect de vouloir rallier tout ou partie des socialistes à sa majorité. Et tombe du même coup l'accusation répétée par le P.C.F. d'un « virage à droite » du P.S.

Tant en ce qui concerne l'attitude à l'égard du pouvoir qu'en matière de relations avec les communistes, M. Mitterrand a donc éclairé à l'angle, la stratégie élaborée par le P.S. pour les deux années qui viennent. Aussi les communistes accusés de l'humanité sur ses déclarations ne sont-ils pas de nature à entamer sa conviction et sa détermination. « Tenir bon », tel était déjà le mot d'ordre de la motion présentée par M. Mitterrand à Metz et adoptée par le congrès du parti ; tel est toujours l'axe de la politique des socialistes fondée sur le postulat : hors de l'union de la gauche, point de salut !

Le danger de cette attitude est de réduire le parti socialiste à explorer les mille et un recours de la prose et du verbe communistes afin d'y déceler une lueur d'espoir. C'est

précisément pour éviter cet écueil que M. Mitterrand a choisi de prendre l'initiative d'un renouveau par petits bouts de l'union de la gauche, à défaut de pouvoir organiser des retrouvailles générales qui restent du domaine de la chimère.

En fait, les socialistes veulent faire en sorte que le P.C. apparaisse, aux yeux de l'opinion publique, comme le parti refusant d'ouvrir une perspective politique au « peuple de la gauche ». C'est pourquoi M. Mitterrand a mis le P.C. au pied du mur en plaçant lui aussi pour « l'union à la base » si en demandant au P.S. de « développer la conscience collective qui rendra de plus en plus difficiles les refus de l'unité d'action ».

Les socialistes cherchent donc à créer dans l'opinion une pression telle que le mécontentement suscité par la politique du gouvernement aide les dirigeants communistes à se libérer de la contrainte de la « meilleure » des solutions unitaires. Comme ils n'attendent pas un résultat immédiat, ils se donnent pour objectif « d'avancer pas à pas ». Ce réalisme ou cette lenteur qui passe, selon M. Mitterrand, non par des rencontres « multilatérales » entre partis et syndicats de gauche, mais par des contacts « bilatéraux » entre le P.S. et chacune des organisations intéressées, s'explique par le fait que le P.S. dispose de deux ans pour parvenir à ses fins. « La partie de bras de fer » engagée entre les deux partis de gauche, selon l'expression de M. Jean Popere, vise certes, à savoir « quelles conceptions de l'union l'emportent au P.S. d'éviter que son candidat de 1981 ne soit victime de l'attitude du P.C. entre les deux tours de l'élection présidentielle ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)

### La libération des prix ne sera probablement pas généralisée

Les prix des fruits et des légumes continuent de susciter une vive polémique entre organisations professionnelles, mouvements de consommateurs, syndicats ouvriers et pouvoirs publics. Il semble que, dans bien des cas, les cours de gros des fruits et légumes ne soient pas plus élevés que l'année dernière à la même époque. En revanche, la forte hausse des prix du pain et des services en général incitera probablement les pouvoirs publics à ne pas étendre la libération des prix.

Les prix des fruits et des légumes continuent d'occuper l'actualité. M. René Monory en a parlé lundi soir 20 août à Europe 1, assurant que les hausses enregistrées étaient un « phénomène normal », ajoutant que « certains produits augmentent tandis que d'autres baissent ». A l'inverse, les syndicats ouvriers dénoncent la spéculation, l'absence de concurrence et de contrôle. M. Bergeron (F.O.) parle de « comportements scandaleux des intermédiaires et de pratiques mercantiles de certains commerçants ». Tandis que le C.G.P.F. réclame une réforme des circuits de distribution critiquant le « libéralisme économique » qui permet de tels excès.

Les professionnels, eux, se défendent en multipliant les arguments, dont certains ne manquent pas de réalisme. La Fédération des producteurs de fruits et de légumes déclare par exemple que « ce qui est scandaleux n'est pas que les prix augmentent de 150 %, mais qu'ils aient pu descendre si bas et qu'on se base sur de tels niveaux pour mesurer les hausses ». Les grossistes assurent, de leur côté, que les cours se situent souvent au même niveau que l'an dernier, voire au-dessous. Enfin, les détaillants mettent en cause « la désorganisation des circuits commerciaux en période d'importants mouvements de population ».

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 20.)

## Un voyage vers l'Asie Bangkok : dernier tango sur un volcan

par J.-C. GUILLEBAUD

Bangkok (Thaïlande). — Pas besoin de flâner longtemps ! Les bicoques puantes de Klong Toi, éparpillées sous les grues du port, remplies de gosses affamés et de truands ; les bars stériles de Patpong Road, avec ces petites filles des déesses du Siam qui tapinent en jupe fendue ; les terrasses acidentées de l'Oriental Hotel, où des régiments de touristes venus en chertiers s'offrent une tranche d'exotisme, massages et frissons épiques, inclus dans le forfait-vacances ; les quartiers chinois de Yawarat Road, rendez-vous des trafiquants, leurs appointés et « correspondants

honorables » du grand Lao Su, roi de l'héroïne, patron intouchable des caravanes armées et des raffineries clandestines des montagnes de Chiang-Mai ; les insulaires pirates plaqués sous de fausses raisons sociales, où triment des esclaves de treize ans vendus par leur famille... Quoi encore ?

A peine arrivé, on patage déjà dans le sexe, le meurtre, l'arnaque et la corruption. Une vraie caricature. C'est une Asie façon Lucien Bodard : racoleuse, décadente, pute jus qu'au bout des ongles carminés

de ces danseuses de Ramvong ; c'est le Shanghai d'avant Mao, le Saigon-Cholon des temps fâsés et des partouzes du « nouveau monde ». Une seule différence avec cette extrême Asie-là, vénérable et « fascnante », on vous la livre désolée, mais sous cellophane, désinfectée, spécialement préparée pour la consommation de masse des petits Européens en vacances. Planches à voile et topless à Pattaya-Paradise...

Par où commencer ? Le plus énorme, c'est de filer avant minuit à la Grace's Cafeteria, symbole tout vivant du Bangkok-79. Les voluptés d'Extrême-Orient, si l'on veut, mais en gros bataillon ; soldes pour 100 baths (1) dans la suzer et la fumée d'un marché à bestiaux. Imaginez un « dancing » géant, sans hurlante, et deux cents touristes de sexe mâle, congestionnés. Autour d'eux, sur les épaules, les genoux, autour du cou, quatre cents Thaïlandaises, maquillées jusqu'aux oreilles, butinent le client avec l'acidité douce d'asiatique qui plaisait tant aux sous-lieutenants de Can-Bang.

(Lire la suite page 2.)

(1. Un bath vaut environ 0,25 F.

### Solitude du coureur de fond

M. Jimmy Carter, qui se promène en bateau sur le Mississippi pour regagner les faveurs de l'Amérique, impertune, paraît-il, ses compagnons de croisière en faisant de la course à pied tous les matins sur le pont du navire.

Il faut, pourtant, que le président des Etats-Unis entretienne sa condition physique. Et puis, de même que les

grands philosophes en marchant, M. Carter réfléchit sans doute en courant. Les sujets ne lui manquent pas, mais on souhaite qu'il trouve le temps de méditer sur les honneurs d'Etat qui se présentent eux-mêmes et qui deviennent, comme le disait Nietzsche, « les singes de leur idéal ».

FRANÇOIS BOTT.

### Le gouvernement à la recherche d'un style français

#### Désir d'architecture

Améliorer la qualité de l'architecture française, former des professionnels compétents, alimenter le débat public sur cet art, sont un des objectifs fixés au gouvernement par le président de la République. Mais les initiatives suivent avec lenteur.

La création d'un Institut français d'architecture, annoncée en février dernier, sera évoquée lors du conseil des ministres du jeudi 23 août. Il y a six mois, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, avait dit qu'il annoncerait, dans le délai d'un mois, un décret à la tête de ce nouvel organisme, qui doit fonctionner à la rentrée 1980, notamment à l'intention des jeunes architectes de talent. Cela n'a pas été fait.

Une communication sur l'enseignement de l'architecture (bilan de l'application de la réforme et résultats de la sélection appliquée cette année) sera, d'autre part, présentée par M. d'Ornano.

Ce sera l'occasion de reporter de la campagne des « mille jours pour l'architecture », lancée le 28 mai par le gouvernement afin de donner au public « envie d'architecture » et d'élever le niveau de ses exigences.

Autant les besoins de calme, d'air pur et d'eau propre — et la peur du nucléaire — sont ressentis par l'ensemble de la population et facilitent la diffusion des mots d'ordre écologiques, même simplistes, autant le « désir d'architecture » est étouffé et ignoré par le système éducatif. Autant il est facile à un ministre dit de l'environnement d'organiser une « journée de l'arbre », autant il est périlleux de lancer, sans lui précéder, « mille jours pour l'architecture ».

Un vague malaise, une insatisfaction latente, habitent les observateurs les plus sensibles de notre environnement bâti. Avec la certitude confuse qu'« autrefois c'était différent », que l'architecture ne cesse de se dévaluer, de se galvauder, le public — tous les publics — se retranche dans une recherche

MICHELLE CHAMPENOIS.

(Lire la suite page 20.)



Le Monde

ISLAM

# Les musulmans et la communauté internationale

par MICHEL LELONG (\*)

Il est assez rare que des ouvrages ayant demandé des années d'investigation, de lecture et de réflexion soient, au moment même où ils paraissent, d'une brillante actualité. C'est pourtant ce qui vient d'arriver à la volumineuse étude que M. Marcel Boissard vient de consacrer à l'islamisme de l'islam.

Alors que l'Europe s'étonne et s'inquiète du réveil islamique dans lequel beaucoup d'Occidentaux ne voient guère que « fanatisme » et « régression », Marcel Boissard pense, au contraire, que l'évolution actuelle des sociétés musulmanes constitue une des réalités capitales de notre temps, une question posée à l'Occident et un espoir pour l'avenir. Une telle approche, à laquelle l'opinion publique occidentale est de nos jours peu préparée, mérite d'attirer plus de notre attention qu'elle émane d'un homme d'action qui, pendant plus de douze ans, a travaillé dans les pays musulmans, notamment comme délégué du Comité international de la Croix-Rouge et qui est actuellement codirecteur des programmes de formation diplomatique à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève.

Pour Marcel Boissard, la coopération internationale, exigence majeure de notre temps, ne saurait se réaliser autrement que si l'organisation en place s'ouvre plus largement aux influences nouvelles. Dans cette perspective, l'islam n'est pas seulement une civilisation du passé, il est en train de devenir — ou plutôt de redevenir — une des grandes forces politiques et spirituelles du monde.

L'usage que font parfois du message coranique certains hommes ou groupes politiques ne contribue guère, il est vrai, à améliorer l'image de l'islam dans une opinion publique habituée encore par le souvenir des

(\*) Père blanc.

(Suite de la première page.)

«Père-moi un Coca, darling, tu seras mon one». Transportés, confus, les Allemands, Français ou Koweïtiens en goguette se cherchant une contenance en se disant — sacrébleu ! — qu'ils vivent — comme je vous le dis ! — les folles débauches d'Emmanuelle Arsan. Mais que tous les messages de Suriwong Road, plus rentables que les hôtesses vénales du Honey Night Club, c'est l'érotisme sans chichis, ni fioritures, le commerce en gros, la braderie du frisson exotique.

On a reconstruit, en Thaïlande, tout ce qui reconfortait, hier, les G.I. du Vietnam venus en permission de détente. A Sin City, vaste complexe érotico-militaire des années 60, où s'évaporaient la soldes des sergents-chefs, c'est la désolation et la mort-saison. Mais Bangkok tout entière paraît avoir pris le relais, remplaçant les «marines» cafardiers par des milliers de «monsieur Blot», renseignés par ouï-dire. Cela donne une sorte de prostitution exagérée, institutionnalisée. Derrière estimation officielle : dix cent mille prostituées dans l'ensemble du pays.

L'ami qui m'accompagne, ce soir, dans tous les frémissements de la Grace's Cafeteria, malgré en me parlant sans arrêt de révolution imminente. «Eccœurant, dit-il, 80 % des

## La «vie nocturne» sur Patpong

Traduisons la page 49, consacrée à la «vie nocturne» sur Patpong. «Si vous désirez (dans un bar) bien traiter la dame de votre choix — et il y en a beaucoup à choisir — son drink vous coûtera environ 25 bahts. De nombreuses filles sont disposées à continuer les relations après l'heure de fermeture, mais, dans ce cas, vous devez trouver avec elle un arrangement financier acceptable. Faites attention ! Ne choisissez pas trop de filles sur les trottoirs de Patpong, ce sont souvent des travestis. «Style inimitable ! Sa Majesté Bhumirol a-t-elle bien lu cette année le «Visitors Guide to Thailand» ?

Séduits par d'auspici officielles prévenances, propulsés au septième ciel dès la salle de transit, les jobards accourent d'Europe s'imaginer pas une seconde, bien sûr, l'envers gluant de cet éblouissant pour séducteurs flaps. Que, par exemple, la gamine aux poignets menus qui, plongée dans

# DU CHIISME ORIENTAL AU SOUFISME OCCIDENTAL

par JEAN ARNAUD (\*)

L'ACTUALITÉ a mis en vedette l'ayatollah Khomeiny, opposant à la fragilité physique d'un vieillard mystique et l'exceptionnel impact populaire, politique, économique, stratégique, de ses messages. A cette occasion, on a multiplié les informations concernant le chiisme.

Mais a-t-on pris conscience que l'ébranlement provoqué dans le versant chiite essentiellement oriental, du Dar-el-Islam (littéralement : «Maison de l'islam»), aura forcément de très profonds prolongements dans le reste du monde musulman, et en particulier dans le Maghreb, plus pauvre de nous ?

Il existe, en effet, depuis les origines de l'islamisation maghrébine, une puissante «couverture de transmission» entre le chiisme oriental et le sunnisme occidental : c'est la permanence d'un mouvement mystique, le soufisme, qui recoupe les deux grandes «options» de l'islam et pourrait constituer un porte-voix inattendu pour l'ayatollah. On a sans doute beaucoup trop minimisé l'importance de cette force dans les débats sociaux, politiques, et même de l'Afrique noire ouest-tropicale.

L'introduction de l'islam, comme d'ailleurs de toute religion révélate, en milieu de tradition animiste provoque déjà une mutation fondamentale du comportement : à la disparité et à l'insécurité de l'homme, elle substitue le sentiment d'appartenance à une communauté vaste et forte, l'écclésiologie des chrétiens ou l'oumma des musulmans, et la conviction d'une protection d'un Dieu unique plus séduisante que celle des forces spirituelles imprécises du contexte animiste. Selon les religions ou les écoles, cette protection s'appuie davantage sur la méditation, comme on le fait, que l'islam est judicieux pur, dénué d'affectivité.

L'expression arabe «Ahl el Kithab», désignant les «gens du Livre», a été utilisée par l'Évangile, de l'Anabata zoroas-

trienne ou du Coran, rend bien cette conception communautaire qui reprend en la transcendant la vieille institution humaine de la tribu traditionnelle. En islam, d'autre part, l'absence de hiérarchie religieuse de type sacerdotal contribue à renforcer le sentiment d'appartenance à l'oumma.

Cependant, l'islamisation pas plus que la christianisation en d'autres lieux n'ont pu effacer les divergences régionales, et les vastes entreprises politiques fondées sur la seule communauté de religion n'ont

## Le sens caché du Livre

Chacun de ces groupes proposait une interprétation politique du Coran ; mais tous les musulmans, comme tous les «Ahl el Kithab», se trouvent affrontés à un problème commun : «Le phénomène du Livre Saint, règle de vie en ce monde et guide au-delà de ce monde. La tâche première et dernière est de comprendre le «sens vrai» de ce Livre. Mais le mode de comprendre est conditionné par le mode d'être de celui qui comprend : réciproquement, tout le comportement intérieur du croyant dérive de son mode de comprendre. (1) Ce «sens vrai», la «haqiqat», peut être littéral, clair, extérieur en quelque sorte, c'est le Zahir, et pour certains (Ahl el Zahir), c'est la seule vérité. Par contre, pour d'autres, le Coran et les Hadith (2) ont, au-delà de la lettre, un sens spirituel, un sens caché, intérieur, le Batin (littéralement «enveloppé»), dont la connaissance conduit à la totalité de la haqiqat. Les «Ahl el Batin» y constituent donc un groupe de privilégiés susceptibles d'atteindre par la méditation, comme par certaines pratiques, cette signification cachée et totale. Ainsi s'est développé en islam un mouvement de recherche de la «haqiqat» et de la «sunnat».

(\*) Docteur en géographie, professeur de lycée, ancien résident en Mauritanie et en Algérie.

guère plus de durée dans le monde musulman que dans le monde chrétien.

Aussi verra-t-on rapidement la contestation politique se développer au sein des grands États théocratiques, en s'appuyant sur des interprétations différentes du Livre de la Révélation. En islam, l'écclésiologie se situe à la fin de la période khalifale (632-656), dont il marque d'ailleurs l'échec institutionnel : de l'affrontement entre Ali et Muawiyah devait naître le courant sunnite, chiite et kharijite (ce dernier n'existant plus aujourd'hui que sous forme de communautés résiduelles).

C'est évidemment au sein du chiisme, en Orient, donc, que se développe ce courant dont les emprunts aux traditions persanes et indiennes sont patents. Pour les chites, la primauté d'Ali et de ses descendants tient non seulement à sa parenté prophétique (il est cousin et gendre du Prophète) mais à son caractère de «Wali», de «saint» : il aurait reçu du Prophète la révélation du sens secret du Livre et la mission de conduire les croyants vers l'interiorisation ; le concept de l'imam chite est donc beaucoup plus riche — que celui de l'imam sunnite — simple chef de prière. C'est pour atteindre à une sorte de communion avec l'imam invisible que le chite reconnaît le «calife» d'entre les chites, le «calife» qui est clos, mais elle s'est développée en une mystique de l'imam : sans conteste l'absence de magistère en islam, le chiisme développe la nécessité du guide.

Le sunnisme évidemment ré-

cause ce prolongement prophétique de l'imamat, mais le soufisme en a conservé les thèmes et les formes : en fait, «la prophétologie, dans la théologie du soufisme, apparaît comme un transfert à la seule personne du Prophète, des thèmes fondés en propre par l'imamat, celle-ci ayant été éliminée avec tout ce qui pouvait troubler le sentiment sunnite (3)». Le soufisme sunnite se rattache donc bien au chiisme, d'une part parce que, dans la recherche de la haqiqat, à côté du ta'wil (exégèse littérale du Coran), il reconnaît le ta'wil (interprétation ésotérique) et même le ta'lim (interprétation transcendante) ; d'autre part, parce qu'il emprunte au chiisme son caractère initiatique et certains rites et modes de vie religieux : enfin parce que le chite soufiste fonde sa connaissance sur la transmission héréditaire ou autoritaire du Batin, depuis Ali et le Prophète jusqu'à lui-même.

Mais le soufisme n'est pas un «4». Pour atteindre au Batin, les procédés, les voies (tawarruq, sing, tariqa) sont multiples à travers le monde musulman.

Ainsi se sont développées plusieurs «confréries» (tariqa de tawarruq) dont l'implantation est plus ou moins accentuée selon les particularismes des groupes d'accueil, auxquels d'ailleurs les «chakhs» et «mouqaddim» (hiérarches du chite) ont su adapter leur enseignement, divergeant parfois de celui du «calife» dont ils se réclament (4).

(1) Dans l'histoire de la philosophie islamique, d'Arnold Gehlen, tome I, p. 14, M.A.R.P. 1964.

(2) Ces deux termes «sources» et «oumma» désignent «les dits du Prophète» dont l'authenticité, fondée théoriquement sur une «chaîne» de «saints» («siddiqs») est difficile à établir, et donc sujet à controverses.

(3) Corbin, op. cit., p. 42.

(4) Cf., par exemple, Jean Arnaud, Lignes de forces du peuplement de l'Espagne musulmane, in IFAN, tome XXXV, série B, n° 2, Dakar 1972.

# Un voyage vers l'Asie

touristes en Thaïlande viennent maintenant pour le sexe ou le bacchus. La Thaïlande, pourtant le vieux royaume du Siam, n'était pas naturellement portée sur la «permissivité». C'était même le contraire. Tout, dans la culture et la poésie locales, parle encore de pudeurs délicates et de transports romantiques. On dévalait à peine les chevilles des femmes, dans les films thaïlandais, et la plus chaste des nudités est toujours proscrite des magazines. C'est donc bien de dévoiement artificiel qu'il s'agit. On a tort de ce pays contre lui-même pour qu'il charme les touristes au prix fort, après avoir stratégiquement souligné les humeurs viriles de l'armée américaine. Le régime militaire, qui lève exagérément le menton face au danger communiste — le roi, la religion, la patrie ! — s'est jusqu'à de cette gangrène ?

Je n'ai pas l'impression, à lire le guide touristique officiel de juillet 1979, distribué par la compagnie aérienne nationale, avec la bénédiction du roi Bhumibol Adulyadej, de traverser de Bangkok dans l'aspérité des embouteillages, la corbe des avenues que bordent des palissades pudiques dissimulant aux regards occidentaux les poulitères misérables alignées sur les «king-roads» (canaux). De loin en loin, les dizaines de palais touristiques, qui ont poussé comme des champignons, ont l'air de châteaux forts provocants : Siam International, Sheraton, Hyatt Rama, Dusit Thani. Le Dusit Thani, justement, consomme à lui tout seul autant d'électricité que la ville de Chiang-Mai. Tout cet afflux de dollars, de touristes, d'investisseurs étrangers, attirés par les bas salaires et les privilèges fiscaux, ont fait de Bangkok un caparotum invivable. Record du monde de la criminalité, 1 000 crimes banalisés par jour, pour 1 000 habitants, le taux de délinquance est en concurrence par la portée de ses voitures, au feu rouge, et embraye tranquillement quand le feu passe au vert. Record du monde de la concussion, des combines et des trafics en tout genre. Le désastre est si criant que Thaksin Kraivichien, éphe-mère premier ministre en 1978, avait stigmatisé tout cela crûment avant d'être remercié par les militaires.

A Klong Toy, où j'arrive désabusé, un nouveau fleau vient d'augmenter les reporters du quotidien «The Nation». Le grand marché de l'heroina, plus prospère que le marché de l'heroina, on arrive à intégrer dans ses mille et un circuits des gosses de huit à dix ans. Comme petits revendeurs, mais aussi comme junkies irrécupérables. L'un expliquant l'autre. Sur l'ensemble des taudis de Klong Toy — et dans ce seul quartier, — on pense qu'il y a cinq cents petits revendeurs, qui peuvent gagner 200 bahts en une journée, six bons mois de revenus d'une famille paysanne moyenne. Selon un journaliste du «Nation», 85 % d'entre eux ont moins de quatorze ans. Ce sont les petits cousins asiatiques des gamins de six ans, qui peuplent les rues de Bogota, et se «shootent» en aspirant les vapeurs d'essence au réservoir des automobiles. A Klong Toy, ce nouveau «milieu» en culotte

courte, aussi sauvage et impitoyable que celui des «grands», s'est investi dans le commerce des règles et tout un argot. Les doses d'heroina, par exemple, qu'ils mélangent parfois à du Coca-Cola, vont de la plus minuscule, le «Tua», qui vaut 5 bahts pour quelques milligrammes, au «Sig» — à 150 bahts.

On revient de Klong Toy avec des idées noires. Ça vous étonne ? On a beau être au cou-

## Le bond incroyable des drogues dures

Dans l'après-midi, j'ai obtenu un rendez-vous avec un sacré cow-boy, qui me reçoit incognito. C'est un «correspondant» local de l'un des nombreux «Narcotics Bureau» occidentaux, dépeché à Bangkok comme Gene Hackman l'était à Marseille dans le film «French Connection». Est-ce du mimétisme ? Mais de Gene Hackman, il a d'ailleurs la dégaine : épaules carrées et conversation abrupte. On l'imagine tout à fait bousculant la concupiscence des flics thaïlandais, P. 38 sous le complet-veston, ou tendant une mémorable embuscade à un «big boss» du quartier chinois. Pas d'interview, bien sûr, nous bavardons, «off the record», dans un décor de téléphones et de dossiers archi-confidentiels. Rien qu'à recopier ce qu'il raconte, on écrit le plus extravagant scénario de thriller. Lâchons quelques bribes.

La consommation locale de «cheval» (drogues dures) a fait un bond incroyable en deux ans : trois cent mille drogues en 1977, cinq cent mille aujourd'hui. Les junkies thaïlandais dépensent 10 000 millions de bahts chaque année pour acheter leur drogue. Comment trouver ces fortunes, sinon en devenant «dealer» (revendeur) à son tour ? Le trafic extérieur a donc suivi la courbe, même si le trafic proche-oriental (Iran, Afghanistan, Liban) reprend depuis peu de l'importance comme pourvoyeur des pays occidentaux. Les tarifs en vigueur ont naturellement progressé selon la demande.

Une gramme d'heroina pure s'achète aujourd'hui 8 dollars

américains à Bangkok et se revende — fortement — allongé de glucose — dans les 30 dollars à Pigalle et 250 dollars à Stockholm. Pour chaque gramme passé, un trafiquant multiplie donc par deux ou trois cents sa «mise» initiale. Avec 100 grammes convoqués de Thaïlande en Europe, du cow-boy, un passeur est déjà largement payé de sa peine. Que l'on sache seulement qu'il n'est pas rare, pour les brigades de stupéfiants réussissant un gros «coup» en Haïti, de saisir 200 kilos d'heroina pure en une seule fois. Calculez ! Une toute petite trafiquante européenne, arrêtée récemment avec 300 grammes dans ses bagages, s'appropriait à gagner un bon million de francs en un seul voyage. Elle a avoué en être à son douzième du même style. Joli bénéfice ! Pas stannant, ce prix-là, si le «milieu» sino-thaïlandais, qui règne sur l'heroina, le fait avec une brutalité impitoyable.

Le moindre parole superflue suffit, ici, pour qu'un passeur imprudent se retrouve illico baignant dans un klong, la gorge tranchée. Quant aux combines utilisées, et qu'ennuie sur un ton blasé mon interlocuteur, elles mériteraient d'être décrites par le menu. Exemples : la malheureuse call-girl, qui on fait le coup du grand amour et du voyage de noces en Europe en lui raillant, sans qu'elle le sache, une valise bourrée d'heroina. A elle, tous les risques. Qu'elle se fasse prendre, et elle seule finira sa vie en prison. Les huit ou dix passeurs, à qui l'on confie séparément une «mission» sur le

même vol vers l'Europe, avant d'en dégonfler froidement deux à la police, pour que les six autres passent la douane sans problème. Exemples encore : mille. Au regard de ces innombrables scénarios, elle paraît bien minable la combine du «routard» naïf qui s'envoie s grammes d'heroina à sa propre adresse en Europe, entre deux cartes postales collées de à dos. De ces cartes-là, lettres dans le «sac» d'heroina, mon cow-boy en a plein ses tiroirs. Avec les adresses. S'il voulait être un peu méchant...

Ajouter à cela le commerce accessoire du bacch qui lui, part ordinairement en bateau par tonnes entières. La Thaïlande, avec 3 000 tonnes par an, en est le plus gros producteur mondial. «Quand sur l'heroina la concurrence du Proche-Orient devient trop forte, murmure le sosie de Gene Hackman, la Thaïlande se rabat sur le haschisch. C'est plus lourd à passer peut-être, mais c'est là son avenir.

Nous passons en revue, dans la foule, quelques-uns des meilleurs coups réussis à Bangkok sous l'impulsion des policiers occidentaux. Tous croquent à se faire des dents sur les services thaïlandais «coopèrent» avec moins d'interêt que jadis. Sauf... Sauf, bien sûr, quand, remontant une filière, on tombe, par inadvertance, sur le nom d'un colonel en exercice ou même d'un général de l'état-major thaïlandais. C'est utile de protéger l'Europe et l'Amérique du grand fleau de l'heroina, mais, tout de même, irait-on compromettre, affaiblir, en faisant trop d'histoires, ce bastion extrême-oriental de l'Occident face au péril communiste ? Je regarde, par en dessous, mon interlocuteur : son visage est resté de marbre, rigoureusement immobile. Une vraie tête de sphinx tout d'un coup !

Quelle journée ! Je cours vers un autre rendez-vous, en pestant méchamment contre les braves familles de «vacanciers» qui, tout émus par la la Thaïlande, pays du sourire, font du shopping dans les boutiques à soie de Silom Road. Est-ce ma faute, après tout, si moi qui ai sans doute l'esprit chagrin, je ne cesse pas de penser à Ho-Chi-Minh-Ville du temps où elle s'appelait encore Saigon.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(A suivre.)

(Lire le Monde depuis le 3 août 1979.)

Le Monde

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION

La répression s'étend à l'ensemble du

Des colonnes blindées se dirigent

De notre envoyé spécial

Le 12 août 1979, à 10 heures, les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville.

Le 12 août 1979, à 10 heures, les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville.

Le 12 août 1979, à 10 heures, les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville.

Le 12 août 1979, à 10 heures, les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville.

Le 12 août 1979, à 10 heures, les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville.

Le 12 août 1979, à 10 heures, les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville.

Le 12 août 1979, à 10 heures, les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville.

Le 12 août 1979, à 10 heures, les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville. Les troupes de l'Armée populaire ont commencé à entrer dans la ville de Hanoi. Les colonnes blindées se dirigent vers le centre de la ville.



Le Monde

# étranger

## L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN IRAN

- La répression s'étend à toutes les formations laïques
- Des colonnes blindées se dirigent vers le Kurdistan

Tandis qu'un communiqué gouvernemental annonçait, lundi soir 20 août, que « le calme est revenu dans l'ensemble du Kurdistan », on apprenait de sources officielles que plusieurs colonnes de blindés se dirigeaient vers la province rebelle. Les autorités auraient l'intention, entre autres, de reprendre le contrôle de la base militaire à Mahabbad, tenue par les insurgés. La lutte du peuple kurde d'Iran, a déclaré le chef religieux Cheikh Khomeini, se poursuivra, même si elle doit durer encore cinquante ans.

Quatorze combattants ou militants kurdes ont été tués, ce mardi matin 21 août, à la suite de bombardements prononcés par l'aviation iranienne, qui vient d'être nommée procureur

général de la province. Deux collaborateurs de l'ancien régime ont été, d'autre part, exécutés à Khorramshahr, dans le sud du pays.

Le procureur de Téhéran a invité toutes les organisations politiques à rendre, dans les plus brefs délais, les armes qu'elles détiennent. La répression n'épargne désormais aucune formation laïque.

Mardi matin, le siège du parti communiste Tudeh a été occupé par les miliciens islamiques avant d'être placé sous scellés. Le secrétaire général du parti, M. Kianouri, avait déclaré, lundi, à l'A.F.P., qu'il s'absenterait pour quelques jours de la capitale.

### De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le procureur général des tribunaux islamiques, l'ayatollah Asad-Gholi, continue à sévir. Il a rendu public, lundi, une nouvelle liste de vingt-deux publications quotidiennes et périodiques, qui devront cesser de paraître dans les quarante-huit heures. En tête figure le quotidien du parti communiste Tudeh. Mardom qui, pourtant, appelle les principales options économiques, politiques et sociales du régime. Viennent ensuite les organes des organisations marxistes, comme Shour, hebdomadaire des fedayin du peuple; Toofan (maoïste) et Khatol (parti socialiste ouvrier trotskiste). Trois nouveaux journaux humoristiques : Bohoul, Hafi Baba et Mash Hassan, cessent également de paraître, partageant ainsi le sort de l'Ahangar, le Canard enchaîné iranien qui, chaque semaine, faisait rire aux dépens des gouvernants de Téhéran et de Qom. L'Ahangar, qui compte vingt journalistes licenciés du Khatol et l'Azadi, hebdomadaire du Front démocratique national, figurent aussi sur cette liste ainsi que deux revues satiriques en langue turque : Yildash et Azerbaydjan. Certaines de ces publications avaient déjà été hachées du censeur. C'est le cas de l'hebdomadaire de Téhéran, Mousavver, l'illustré dont le dernier numéro paraissait en première page la caricature d'un géant fruste brandissant d'une main un journaliste tremblant et de l'autre lui fermant la bouche.

### Une hystérie anti-Kurdes

L'ayatollah Asad-Gholi a précisé aux journalistes que ces mesures avaient été prises parce que « l'imam a dit que ces publications sont contre la voie de l'islam et de la nation » et qu'il « propageait de fausses informations ». Une fois de plus, la nouvelle loi sur la presse mise au point par le ministre de l'Information nationale pour balayer les journaux n'a pas été invoquée. Pour qu'il n'y ait pas de confusion possible à ce sujet, le sous-secrétaire de ce ministère, le Mahdi Momen a indiqué qu'il n'avait pas été tenu au courant de ces mesures qui, a-t-il souligné, ont été prises indépendamment de la loi sur la presse par le procureur général islamique.

La mesure qui frappe Mardom est la plus surprenante. L'organe du parti communiste Tudeh avait applaudi des deux mains la fermeture de l'Ahangar qu'il avait qualifié de « journal gauchiste et provocateur », reprenant à son compte l'accusation officielle selon laquelle ce dernier était « financé par les Israéliens et l'ancien régime ». Elle pourrait cependant être considérée comme un récent communiqué du parti communiste éritannique, implicitement les mesures prises contre les Kurdes en demandant « une solution pacifique de la crise du Kurdistan dans le cadre de la défense de la révolution iranienne et la garantie des droits nationaux du peuple kurde ».

La radio et la télévision, qui ont toujours prôné la mise au pas de la presse non conformiste, n'accordent que peu de place à ces décisions. Elles consacrent en revanche une bonne part de leurs émissions à échauffer les esprits au sujet de la situation au Kurdistan. A longueur de journée, les militaires défilent devant les micros et les caméras pour expliquer comment ils vont venir à bout des rebelles. Lundi, la télévision a montré la cérémonie qui a précédé le départ d'une compagnie de l'armée du Kurdistan, fanfare en tête. Au cours de la matinée le Bazar avait fermé, en signe de protestation contre le comportement des dirigeants kurdes. En même temps, quelques milliers de jeunes suivaient le cortège funéraire de plusieurs Fajars tués à Faveh qui ont été enterrés en grande pompe au cimetière de Behchek Zahra, aux cris de « Enchaînez Chassemeim, cheikh Ezzeddine Hassani, et Mehdi Dajfari ».

L'imam Khomeini a, pour sa part, lancé un appel aux Kurdes leur demandant d'arrêter les dirigeants « sataniques », « agents de l'impérialisme américain et du stalinisme », du Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.I.). Ceux qui continuent

ront à leur arrestation — a-t-il dit — « recevront les bénédictions de Dieu et du Prophète ». Après l'annonce de cette décision, les troubles à Faveh et qui, en fait, n'auraient rien à voir avec ces événements (selon certains sources kurdes et Téhéran, il s'agit de simples instituteurs), l'imam Khomeini a envoyé au Kurdistan le redoutable ayatollah Khatol en tant que procureur général des tribunaux islamiques.

Le climat d'hystérie qui règne dans les milieux politiques à propos du Kurdistan ne contribue pas à jeter la lumière sur la véritable situation sur le terrain, et rend particulièrement malaisée la tâche des journalistes. C'est ainsi que, dimanche, la radio avait brusquement interrompu ses émissions en début d'après-midi pour diffuser un appel de l'imam Khomeini ordonnant une mobilisation pour « sauver la garnison de Sanandaj submergée par les démons du P.D.K.I. (1) et les femmes de cette ville prises en otage ». Cet ordre précisait que les renforts devaient être déployés d'urgence sur les lieux, et que les responsables de ces retards seraient châtiés sévèrement.

En réalité, le calme règne à Sanandaj, ainsi que l'a affirmé lundi le gouverneur général du Kurdistan, Mohamed Khakiba, qui a déclaré à la presse qu'il ne comprenait pas les raisons de ces mesures. « Je ne suis pas sûr, a-t-il dit, que l'imam Khomeini ait eu connaissance de ces événements ». Il a ajouté que « l'imam Khomeini a dit que les journalistes qui ne sont pas sûrs, c'est qu'on lui a raconté des mensonges ». Entre temps les ordres de l'imam avaient été suivis à la lettre et des centaines de Fajars s'étaient abîmés devant les grilles de la caserne d'Ehrabad, demandant de partir pour Sanandaj. Des voitures, des camions et des autobus ont compris un autobus urbain à double étage — avaient été réquisitionnés dans les rues et leurs conducteurs avertis avaient reçu l'ordre de se diriger d'urgence vers Sanandaj.

### « Seuls les religieux sont compétents »

Qui donc a pu fournir à l'imam les fausses informations au sujet de la situation à Sanandaj ? La réponse à cette question est d'autant plus importante que nombreux sont les ceux qui affirment que la gravité de la situation à Faveh a été délibérément grossie vendredi dernier par certains conseillers de l'imam pour l'inciter à prendre des mesures extrêmes contre les Kurdes. Parmi les « fausses informations », les « mensonges » du gouvernement, l'armée et les différentes factions de l'opposition laïque, libérale ou de gauche.

## POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LA RÉVOLUTION

### Un journaliste français est expulsé

Téhéran (A.F.P., Reuters). — Pour la première fois depuis la révolution en Iran, un journaliste français est expulsé du pays : Jérôme Dumoulin, envoyé spécial de l'hebdomadaire l'Express, arrivé le dimanche 19 août à Téhéran.

Jérôme Dumoulin a précisé à la presse que cette mesure lui avait été signifiée mardi matin 21 août, au ministère de l'Information nationale (information) pour solliciter les accreditations nécessaires, afin de travailler en Iran.

Le haut fonctionnaire chargé de la presse étrangère, a expliqué qu'une telle décision avait été prise à la suite de la publication récente par l'Express d'un article jugé « insultant pour la révolution et le peuple iranien ».

Les autorités ont demandé à M. Dumoulin de repartir pour Paris dès que possible. En attendant, il n'est pas autorisé à exercer sa profession, mais reste

toutefois libre de se déplacer à Téhéran. On apprendra, mardi en début d'après-midi que le correspondant permanent du Financial Times, M. Andrew Whitley, avait également reçu un ordre d'expulsion.

(1) Capitale administrative du Kurdistan, Sanandaj est l'une des zones kurdes où le P.D.K.I. n'est pratiquement pas représenté.

## A LA VEILLE DU DÉBAT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

### La politique américaine à l'égard des Palestiniens demeure confuse

M. Robert Strauss est rentré, lundi 20 août, à Washington, sans avoir réussi à convaincre ses interlocuteurs du Caire et de Jérusalem d'appuyer un projet de résolution américaine reprenant en les élargissant les termes de la résolution 242. La séance du Conseil de sécurité, auquel était destiné ce projet, reste fixée au jeudi 23 août. Le refus conjoint d'Israël et de l'Égypte de soutenir la démarche américaine, motivé par des raisons différentes, constitue un développement politique important, a déclaré le premier ministre israélien.

M. Menahem Begin, devant le groupe parlementaire du Likoud.

D'autre part, le président Sadat avancera son arrivée à Haïfa d'un jour et y fera sa visite officielle à partir du 4 septembre, annonce-t-on de source autorisée proche de la présidence du conseil israélien. Le chef de l'État égyptien séjournera, cette fois, trois jours en Israël.

Il sera accompagné du vice-premier ministre, M. Hassan Tounissi, et du ministre de la défense, le général Kamal Hassan Ali, ainsi que de membres de sa famille.

Washington. — La politique américaine au Proche-Orient a décliné du mal à sortir de la confusion. M. Andy Young reste encore, pour quelque temps, le représentant des États-Unis à l'ONU, ce qui n'empêche pas de juger « ridicule » la politique adoptée par son gouvernement à l'égard de l'O.L.P. En outre, une polémique quasi quotidienne l'oppose au département d'État au sujet de sa rencontre du 28 juillet avec M. Terzi, l'observateur de la centrale palestinienne. On ne sait toujours pas à quel a révisé un rapport sur cette rencontre, onze jours avant que M. Young avoue son « péché » à ses supérieurs, qui, au département d'État, à la sa ce rapport, qui espionne les ambassades arabes à New-York, à qui vont les renseignements ainsi obtenus, etc.

M. Robert Strauss, l'envoyé spécial de M. Carter au Proche-Orient, ne paraît pas avoir fait preuve lui non plus d'une discipline exemplaire. Après avoir échoué dans sa tentative de rallier Israël et l'Égypte à un projet de résolution américaine sur la question palestinienne, M. Strauss a fait à peine mention de son hostilité à cette entreprise. Il est à peu près clair, à travers ses déclarations publiques, qu'il recommandera à MM. Vance et Brzezinski de renoncer à toute initiative américaine lors de la prochaine réunion du Conseil de sécurité. Là encore, le département d'État a dû ordonner que l'idée d'une telle initiative n'ait donné lieu à aucun « tirage » entre les divers conseillers du président, et que ceux-ci aient été d'unanimes au moment de la décision finale : « autrement dit, ils ne l'étaient pas jusqu'à là, et M. Strauss était probablement dans l'opposition. Si l'initiative n'est pas probable, à rallier M. Carter à ses vues, toute l'affaire aura été un pas de clerc pour les États-Unis, et une nouvelle victoire pour Israël.

### Sortir du tête-à-tête

Valait-il la peine de déclencher un nouvel affrontement avec Jérusalem pour l'exercice éminemment formel qu'est l'adoption d'une nouvelle résolution de l'ONU ? Les partisans de cette entreprise avancent plusieurs arguments. Le texte proposé, disent-ils, aurait repris les formules-clés de la résolution 242 favorables à l'existence d'Israël, en incorporant certains éléments « pro-palestiniens » des accords de Camp David de l'an dernier (ceux-ci appellent à reconnaître « les droits légitimes et les justes demandes du peuple palestinien », notamment sa capacité à « participer à la détermination de son avenir ». Il n'y avait donc pas là de quoi offenser quiconque. Mais surtout Washington cherchait un moyen d'arriver à la rencontre des « Arabes modérés », sans avoir à opposer son veto à un texte proposé par eux-mêmes. C'est à quoi s'est employé M. Young avec un certain succès puisque, selon lui, le projet de résolution patronné par le Koweït ne contraindrait même plus la mention du droit des Palestiniens à un État : il ne serait plus question que d'« autodétermination ».

Sur un plan général, les conseil-

De notre correspondant

lors de M. Carter voyaient dans ce débat de l'ONU une occasion de sortir du bilatéralisme israélo-égyptien un peu trop exclusif dans lequel s'est enfoncé le processus de paix de Camp David, d'y attirer les Palestiniens modérés, peut-être aussi de s'acquitter d'une dette envers l'Arabie Saoudite et d'encourager l'O.L.P. dans ses ouvertures. Après tout, l'adoption par les Arabes, avec la bénédiction ouverte de la centrale palestinienne, d'un texte faisant référence à la résolution 242 aura été un pas vers la reconnaissance de l'État juif. En l'occurrence, la résistance est venue non seulement d'Israël, mais aussi de l'Égypte, qui n'a guère de raison de faire des gestes envers le camp arabe et craint de voir Jérusalem suspendre l'application du traité de paix.

L'O.L.P. n'en a pas moins marqué quelques points. Son représentant à l'ONU, M. Terzi, a reçu lundi 20 août à New-York, une importante délégation de la Conférence des leaders chrétiens du Sud (S.C.L.C.), l'organisation noire fondée par Martin Luther King et M. Andy Young, venue tenir un « dialogue ». C'était la première fois que la centrale palestinienne faisait l'objet d'une

### Israël

### La politique d'implantation « rampante » se poursuit en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors qu'une nouvelle phase des négociations israélo-égyptiennes sur l'autonomie se déroulait à Alexandrie au niveau des experts, quelque cent cinquante membres de l'implantation israélienne de Kdoumim entre Naplouse et Raikilya, en Cisjordanie, ont été chassés manu militari, lundi 20 août, d'un terrain qu'ils avaient occupé illégalement dans le but d'agrandir leur agglomération devenue trop exigüe. A l'aide de grues, l'armée a remplacé à l'intérieur du périmètre de la localité les caravanes des colons du Goush Emounim. (Bloc de la foi)

Cette occupation était destinée à porter à la connaissance du public l'impossibilité dans laquelle se trouvent actuellement les villages juifs de Cisjordanie de développer en raison de l'absence de terres disponibles. L'une des contradictions de la politique israélienne dans les territoires administrés réside dans le fait que le gouvernement a encouragé la création d'implantation sans avoir mis à leur disposition des terres adéquates suffisantes. Pour cela, il faut l'adoption d'une loi permettant de réquisitionner des terres sans que la population autochtone puisse faire appel à la Haute Cour de justice. Les représentants de l'implantation de Kdoumim devaient être reçus ce mardi 21 août par le premier ministre.

### Liban

### A Beyrouth-Est, l'explosion d'une voiture piégée fait sept morts et cinq blessés

De notre correspondant

Beyrouth. — La journée du 20 août a été fertile en incidents meurtriers au Liban. Une voiture piégée a explosé à Achrafieh, dans le secteur chrétien de Beyrouth. Les quatre occupants ont été décapités et les trois passagers d'une voiture qui suivait ont été également tués. On déplore, d'autre part, cinq blessés parmi les passants et les cinq véhicules ont été endommagés. 150 mètres à la ronde. Les morts n'ont pas été identifiés, mais les indices disponibles, fort rares en raison de l'état du véhicule, donnent à penser que les auteurs de l'attentat en ont été les premières victimes. Le déclenchement prématuré de la charge explosive installée dans un des deux véhicules, les sans doute surpris alors qu'ils étaient en route pour déposer la voiture piégée près de l'objectif visé. De multiples hypothèses peuvent être formulées : règlement de comptes personnel ou politique à l'intérieur du camp chrétien, tentative ratée de la part des Zghoriot, toujours désireux de venger l'assassinat de Tony Frangie, provocation de l'un ou l'autre des nombreux services secrets actifs au Liban.

Parallèlement, à Beyrouth-Ouest (secteur palestinien-progrèsiste), un attentat à la dynamite a endommagé un nouveau cinéma, le Monte-Carlo, qui s'apprêtait à passer le film Le Prophète. On suppose que ses auteurs sont des musulmans intégristes qui considèrent comme sacrilège le fait que la vie de Mahomet soit portée à l'écran. Cette œuvre a pourtant déjà été projetée dans la plupart des pays arabes.

Quant au Liban-Sud, il a connu son lot, devenu quotidien, d'abus (vingt-quatre villages ont été atteints) et de bombes (deux maisons ont été détruites, des vergers incendiés) de la part d'Israël et de ses alliés, les milices chré-

### La « bataille du stade »

Par ailleurs, à Jérusalem, les « gardiens de la cité » du quartier Méha-Chearim semblent avoir gagné la « bataille du stade ». A la demande du premier ministre, M. Menahem Begin, le maire de la ville, M. Teddy Kollek, a accepté d'interrompre pendant deux mois les travaux de construction d'un stade olympique dans le quartier nord de Chofat (le Monde du 17 août). A la suite de violentes manifestations de juifs ultra-orthodoxes, qui se sont poursuivies pendant une dizaine de jours dans le quartier de Méha-Chearim et à la demande des représentants des conseillers municipaux du parti religieux Agoudat-Israël, M. Kollek a décidé d'envisager la construction du stade dans un secteur non peuplé de la banlieue sud de Jérusalem, à proximité du monastère Mar-Elias, sur la route de Bethléem. Toutefois, le maire a précisé que, si les plans du stade sur son nouvel emplacement ne sont pas terminés dans deux mois, les travaux reprendront à Chofat.

(Indéfini.)











Le Monde

# politique

## LE BILAN DE TROIS ANNÉES

### Pourquoi avoir échoué

(Suite de la première page.)

La persistance d'une forte inflation explique que le franc — auquel M. Barre consacrait tous ses soins — n'ait lui-même pas totalement tenu le choc. En trois ans, notre monnaie a perdu 15 % de sa valeur par rapport au deutsche-mark — coté 2,337 F aujourd'hui, contre 1,978 F le 25 août 1976, 13 % par rapport au franc belge et

même 7,4 % par rapport à la livre, que l'arrivée de Mme Thatcher au pouvoir a fait remonter. C'est seulement par rapport aux « enfants malades » du système monétaire, que le franc s'est apprécié : le dollar (+ 17 %) et la lire (+ 14 %). A l'inverse, notre monnaie a perdu 22 % sur le franc suisse. Par rapport à l'or, terme de comparaison beaucoup plus contestable, le franc a perdu

en trois ans entre 45 et 60 % de sa valeur (selon qu'il s'agit du prix du naphtalène ou de celui de la barre). Ce palmarès est éloquent : quel que soit l'élément de mesure retenu, l'enseignement est le même : le plan Barre n'a pas enrayer l'inflation. Cet objectif principal, auquel le premier ministre acceptait par avance de sacrifier, bien des valeurs — en particulier l'emploi — n'a pas été atteint.

Une analyse plus fine de l'évolution des prix permet de percevoir l'une des causes de l'échec. En trois ans, les tarifs des services ont progressé de 35 % environ, tandis qu'ils ont pour un bon nombre à l'évolution des salaires. Mais, comme dans le même temps, les prix des produits manufacturés ont augmenté de plus de 20 %, la déflation de la production, au freinage des salaires et au reflux, jusqu'à une date récente, des cours de certains matières premières — est resté en ne peut plus modéré. La hausse des tarifs publics, différée pendant six mois — pour ne pas gêner le démarrage du plan, —

puis restée faible dans l'attente des élections de 1978, a permis, depuis un an, de décharger le budget ; mais elle pousse fortement l'indice à la hausse : + 12 % d'augmentation des tarifs dans les derniers trimestres de 1978, + 15 % sans doute cette année. Enfin, la politique de libération des prix, menée hardiment par M. Monory, a chargé la balance dans de nombreux domaines, sans même parler du pain (+ 22 % en un an) ; textiles, petit équipement ménager, produits d'entretien. Ce qui amplifie les gonflements de marges constatés dans de nombreux secteurs commerciaux du gros (viandes, légumes) ou du détail (restauration, garages...). A l'évidence, l'effet de choc qu'aurait pu provoquer le ministre de l'économie — pour qui l'objectif de la déflation est un objectif à court terme — ne s'est pas produit : en dépit de l'atonie du marché, les ententes implicites ou expresses ont trop souvent fait valoir le droit de grève, la moindre agressivité des producteurs étrangers. Et ce n'est pas le démantèlement en cours des services de contrôle des prix qui freinera cette tendance.

En revanche, l'investissement a subi de plein fouet les effets du ralentissement économique. Il a pratiquement stagné dans les entreprises, en dépit des encouragements vers (fiscaux ou de crédit) accordés par les pouvoirs publics. Si les commandes d'équipement ont progressé (grâce essentiellement au secteur public : + 28 % en trois ans pour les grandes entreprises nationales), le secteur du bâtiment et des travaux publics s'est, lui, effondré (- 11 % de mises en chantier de moins entre 1976 et 1979).

Encore doit-on formuler deux nuances : certaines branches en bon essor (nucléaire, automobile)

ont accru presque normalement leurs investissements ; de même, certains secteurs en restructuration ou en reconversion ont multiplié les dépenses d'équipement. De sorte que la stagnation moyenne s'est traduite, ailleurs, par un recul notable de l'investissement, presque exclusivement consacré à l'amélioration de la productivité (aux dépens de l'extension des capacités). Par rapport à ses principaux concurrents, l'industrie française a ainsi subi un sérieux retard d'équipement ou de modernisation, qui pourrait être dramatique le jour où la concurrence internationale se ferait plus intense ou lorsque l'expansion reprendrait.

#### Haussse des profits et de l'autofinancement

L'une des conséquences paradoxales de cette situation, acquiescée à été le redressement des trésoreries des entreprises. Investissant peu, alors que leur chiffre d'affaires continuait, dans l'ensemble à progresser, les firmes ont pu améliorer leur situation financière et se désendetter. Et cela d'autant plus rapidement que leurs profits, entamés après 1974, se sont sérieusement redressés en particulier depuis 1978. — sous l'effet de trois facteurs : une hausse de leurs prix de vente (stimulée par la liberté de tarifs rendus à la plupart des entreprises par M. Monory), allant de pair avec un ralentissement inverse de la progression des salaires (voir plus loin) ; les rajustements plus importants de bénéfices réalisés à l'étranger ; la décaissement de l'impôt sur les bénéfices en 1978.

L'excédent brut d'exploitation des sociétés a ainsi remonté à 24,4 % de leur valeur ajoutée en 1978 (contre 19,7 % en 1976, moins qu'en 1973-1974), alors qu'il avait

baissé en 1976 : à l'inverse la part des salaires est tombée à 49,5 % de la valeur ajoutée, contre 50,8 % deux ans plus tôt. Ce gonflement des profits, allant de pair avec une stagnation des investissements, a fort logiquement entraîné un redressement des taux d'autofinancement : ceux-ci ont atteint l'an dernier 74,6 % en moyenne dans le secteur privé, contre 68,4 % deux ans plus tôt. Les quelques prévisions disponibles pour 1979 donnent à penser que ce mouvement a continué cette année.

M. Barre a donc atteint l'objectif qu'il s'était fixé pour assurer une reprise des investissements : redonner à l'industrie française, malgré la concurrence internationale, pour les rendre plus sûres d'elles-mêmes, plus confiantes. Mais le but visé par le premier ministre a été atteint au prix d'un sacrifice : les entreprises, découragées par la mollesse du marché, n'ont pas, en moyenne, accru leurs dépenses d'équipement.

#### Retour au déficit commercial

Du moins cette meilleure situation financière leur a-t-elle permis de faire bonne figure à l'exportation et de s'y montrer plus agressives. En trois ans, les ventes françaises à l'étranger ont progressé de 50 % en valeur et de 25 % en volume (toute l'année, la hausse des prix dévaluées). Comme les importations ont augmenté un peu moins vite (seulement 20 % en valeur), l'équilibre qui avait été perdu au second semestre de 1976, a pu être retrouvé. Au moins jusqu'en avril (voir le graphique ci-contre).

Car, depuis les nouvelles hausses du pétrole, « sauvages » en juin, les échanges ont été les décisions de l'OPEP du 28 juin) creusent de nouveau un trou dans notre balance commerciale. Le taux de couverture des achats par les ventes est retombé à 96 % (89 % en août 1978) et va se dégrader sensiblement d'ici la fin de l'année. Près de 2 milliards de francs de déficit ont été enregistrés pendant le second trimestre et l'on s'attend à un déséquilibre de l'ordre de 10 milliards.

#### Essouffissement de la production et restructuration industrielle

Déjà l'activité s'est essouffie du fait de la crise, il y a cinq ans. S'agissant des biens de consommation, « tirés » par la demande, l'activité a progressé modérément : + 11 % en trois ans, mais dans les secteurs de l'équipement ou des biens inter-

médiaires, elle a été plus vigoureuse. A un niveau guère supérieur à celui d'avant la crise, il y a cinq ans. S'agissant des biens de consommation, « tirés » par la demande, l'activité a progressé modérément : + 11 % en trois ans, mais dans les secteurs de l'équipement ou des biens inter-

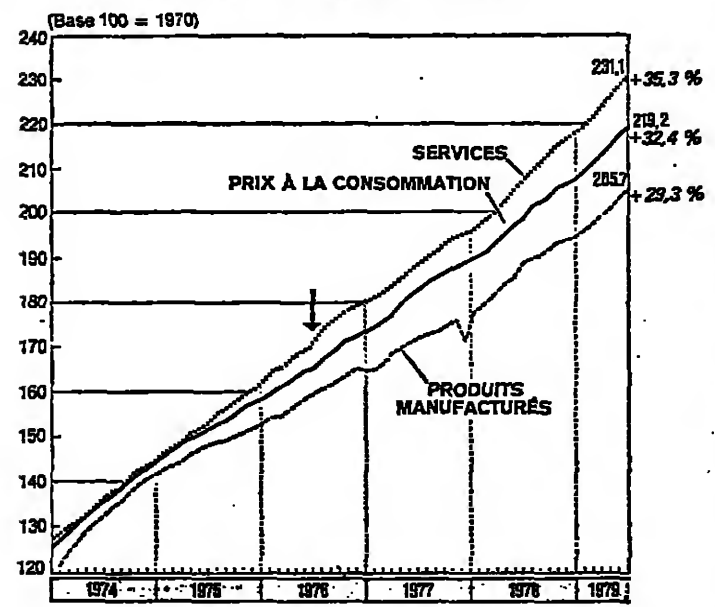
#### RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE (\*) (Evolution des comptes nationaux depuis 1976)

RESSOURCES DE LA NATION	1976	1977	1978	1979**	1980 Estimation
Produit intérieur brut marchand	4,7	3,5	3,2	3	2
Importations	15,5	1	5,5	5,5	2
Ventes définitives, nettes des consommations intermédiaires des branches non marchandes des administrations	5,8	1,9	5	5	2
TOTAL	7,2	2,8	3,7	3,9	2
EMPLOI DE CES RESSOURCES					
Consommation finale	5,2	2,5	4	3,1	1,7
Formation brute de capital fixe	2,9	1,3	4,7	2,8	1,6
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	6	1,2	1,5	2,8	2,5
Ménages (hors entreprises individuelles)	2,4	1,3	0,3	0,1	—
Administrations, institutions de crédit, entreprises d'assurances	6,6	4,8	0,8	4,7	3
Exportations	8,2	7,9	1,1	8	4
TOTAL	7,2	2,8	3,7	3,9	2

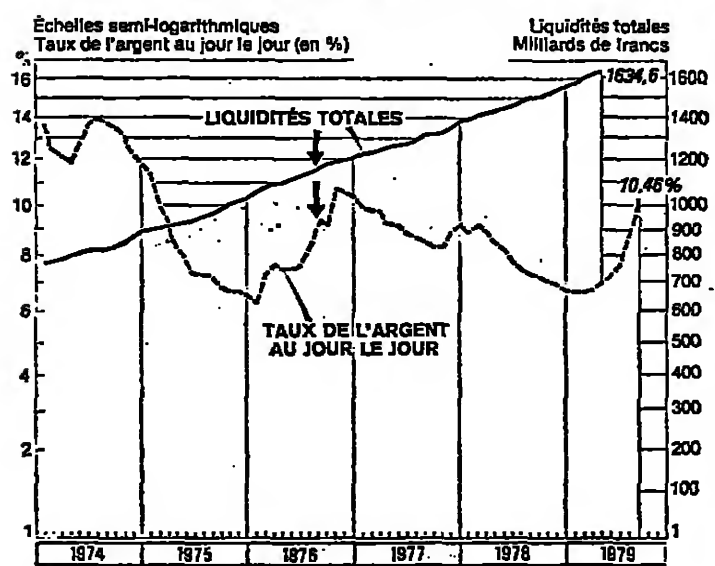
(\*) L'absence de signe devant les chiffres correspond à une augmentation.

(\*\*) Estimation de l'O.C.D.E. avant l'annonce des hausses pétrolières du 28 juin. Depuis l'O.C.D.E. a estimé que la croissance française serait du fait de ces hausses, ralentie de 0,75 % pendant l'année allant de juillet 1978 à juin 1979 et que la balance des paiements serait détériorée de quelque 11 milliards de francs dans le même temps. Cela conduirait à ramener à 2 % environ la croissance de l'ensemble de l'année 1979, donc à diminuer légèrement les consommations (2 %) et les investissements (2 %) de cette même année.

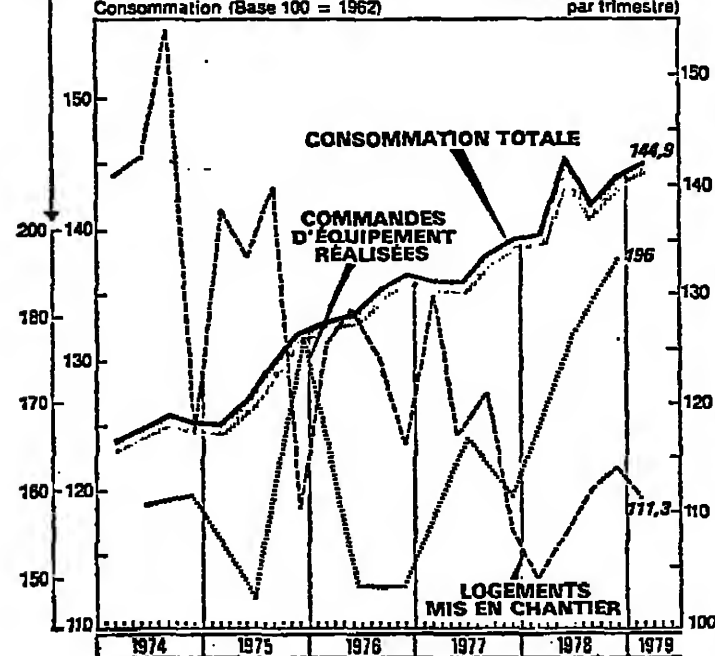
#### PRIX = 32,4 % DE HAUSSE



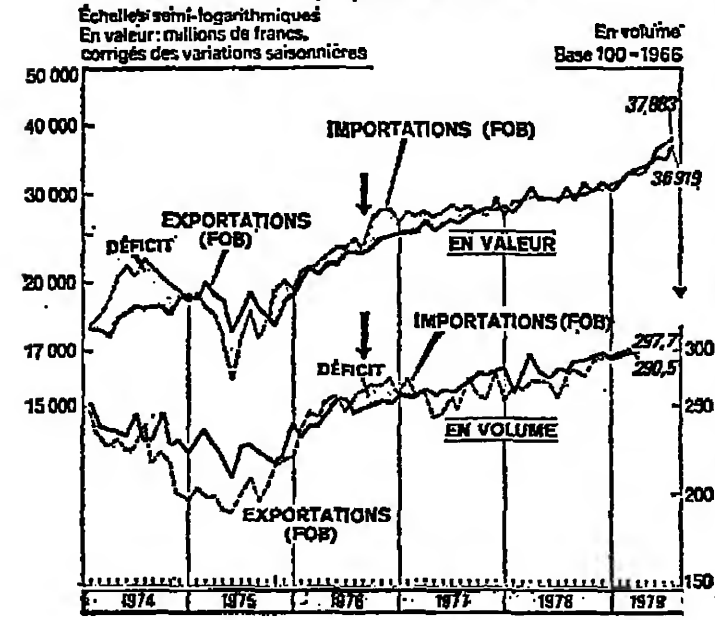
#### MONNAIE = GONFLEMENT DES LIQUIDITÉS, RETOUR À L'ARGENT CHER



#### COMMANDES D'EQUIPEMENT REALISEES



#### COMMERCE EXTERIEUR = EQUILIBRE PRECAIRE



#### Expansion monétaire...

Dans un domaine au moins, cependant, le gouvernement entendait ne pas se départir de ses responsabilités : celle de la monnaie et du crédit. Le néo-classicisme de M. Barre l'incitait à surveiller de près les opérations auxquelles les cambistes internationaux sont particulièrement attentifs. Or, là aussi, le glissement s'est produit. Malgré l'annonce de la production de billets prévus d'accroissement du crédit ont souvent été dépassés, au prix de subterfuges variés (mise hors encadrement de crédits croissants pour les exportations, les restructurations, les P.M.E.), ou parfois même douteux (2).

Le pointage en cours d'année — qui permet d'écrire les manipulations statistiques — montre qu'en trois ans le volume des liquidités monétaires a progressé de 49 % (64 % pour l'ensemble monétaire proprement dit). Ces ordres de grandeur sont comparables à ceux de la croissance de

#### ...et déficit budgétaire

89 milliards. Cette année, on prévoit un déficit de quelque 40 milliards (1,9 % du PIB), au lieu des 15 milliards indiqués initialement au Parlement, somme qui est impossible de couvrir complètement par l'épargne, d'où le recours à la création monétaire.

Pourtant, l'appel à l'impôt n'a pas été mince pendant cette période, en dépit des promesses de « gel » inscrites dans le « programme de 1976 » : en trois ans, les recettes fiscales de l'Etat se sont accrues de quelque 50 %, portant le poids de la fiscalité de l'Etat à 16,6 % du PIB. L'impôt sur le revenu, progressé pendant cette période, plus vite que la T.V.A., cependant que le produit des taxes sur les produits pétroliers a été le plus important des dépenses budgétaires ont grimpé plus vite encore : + 57 % en trois ans, pierre d'angle de l'opération publique fixée en septembre 1976. Les impôts sur la fortune (droits de timbre et d'enregistrement) ont, eux, enregistré une baisse (5,7 % des recettes fiscales, 1,3 % du produit national), les évocations générales de taxation du capital n'ont pas été le plus souvent qu'à la création de commissions d'études ou à la préparation de projets sans effet réel.

#### Expansion réduite de moitié

On aurait tort, toutefois, de s'en tenir à ces données monétaires ou fiscales pour mesurer l'effet du plan Barre. Ce serait prendre les moyens pour la fin. Le but du premier ministre était, en effet, au-delà d'une lutte prioritaire contre l'inflation, d'assurer au pays une croissance mieux adaptée aux conditions nouvelles de la compétition internationale et marquée par « la recherche d'une plus grande justice ». Qu'en a-t-il été de ce grand dessein, pour l'accomplissement duquel il faut que l'investissement soit d'un temps qu'avait rarement eu ses prédécesseurs.

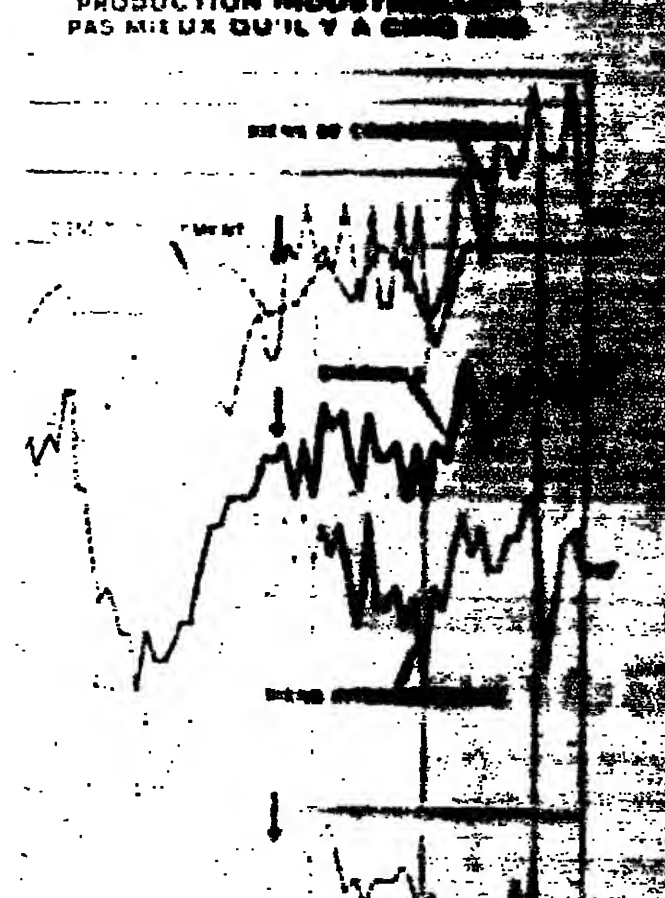
Voilà la croissance, d'abord. Elle n'a cessé de se ralentir, comme le montre le tableau ci-contre, où sont résumés quatre années de comptes nationaux. De 4,7 % en 1976, la croissance du produit intérieur est tombée cette année à quelque 2,8 % (se-

lon les dernières évaluations des experts de l'O.C.D.E.). Et tout donne à penser que, sauf coup de fouet gouvernemental bien entendu, l'année 1980 sera encore moins bon : de l'ordre de 2 % seulement.

Ce n'est pas la consommation qui a fait les frais principaux de ce coup de frein : elle a moins augmenté certes (+ 3 % cette année pour l'ensemble des ménages, contre 5,2 % il y a trois ans), mais elle a tout de même continué à progresser. Cela apparaît d'ailleurs clairement dans le graphique ci-contre, établi par l'INSEE en totalisant les achats de produits industriels, de denrées alimentaires, de produits énergétiques et de services. De 1976 à 1979, le progrès a été de 9 % (après déflation des hausses de prix). Depuis le dernier printemps, toutefois, la tendance est au ralentissement, en raison du préjudice qu'opèrent sur le pouvoir d'achat des consommateurs les hausses de prix et le relèvement des cotisations sociales ; déjà sensible sur l'équipement ménager et l'habillement, le mouvement pourrait s'étendre à l'automobile et à certains services : d'où l'estimation particulièrement prudente pour l'an prochain (1) : 2,2 % seulement pour l'ensemble des Français.

## DE PLAN BARRE dans tant de

Le plan Barre a été un échec. L'inflation n'a pas été maîtrisée, le franc a perdu de la valeur, et le déficit budgétaire s'est accru. Le gouvernement a dû recourir à des mesures d'urgence pour éviter une crise de confiance.



La situation économique est préoccupante. Le gouvernement doit prendre des mesures urgentes pour relancer la croissance et stabiliser la monnaie. Les élections de 1980 seront cruciales.



AN DE TROIS ANNEES  
moi avoir échoué

## DE « PLAN BARRE »

# dans tant de domaines ?

médianes, la stagnation a été à peu près totale. Pour le bâtiment et les travaux publics, c'est de net recul qu'il faut parler : - 4 % environ en trois ans. Les perspectives immédiates ne sont pas meilleures. Si l'on signale un léger mieux dans le bâtiment et les travaux publics (du à la passation accélérée des commandes de l'Etat et aux achats spéculatifs de logements provoqués par la crainte de l'inflation), la production de biens de consommation semble devoir baisser ce semestre, les stocks des commerçants atteignant un niveau record. L'activité des secteurs de l'équipement restera faible, et celle des industries de biens intermédiaires sera moins animée au second semestre qu'au premier, vu le ralentissement général de l'économie.

Cette évolution a entraîné trois types de conséquences : la disparition d'un nombre accru d'entreprises ; la restructuration de nombreux secteurs industriels ; l'aggravation massive du chômage. Disparition d'entreprises : le nombre des faillites, régressions judiciaires ou liquidations de biens, est passé en trois ans de 1 000 par mois environ à quelque 1 500 (alors qu'il était inférieur à 500 avant la crise). Depuis un an la situation s'aggrave dans la Lorraine.

donc accélérée : le cas de Bousac, repris par les frères Willois, est exemplaire à cet égard ; mais on pourrait en citer beaucoup d'autres dans le textile, la chimie, la métallurgie, la construction navale, la tannerie, le commerce et bien entendu le bâtiment et les travaux publics.

Dans les secteurs très concentrés où la disparition d'entreprises était inévitable, la restructuration a pris d'autres formes : rachat d'une firme en déclin par une entreprise plus prospère sans diminution immédiate d'emplois (Peugeot rachetant successivement Citroën et Chrysler-France) ou au contraire avec compression de personnel (Saviem repris par le département poids lourds de Renault) ; restructuration du secteur public (chantiers navals, messageries maritimes) ou directement par l'Etat, prenant à cette occasion le contrôle du secteur (sidérurgie).

Ce réajustement industriel, humainement douloureux parce qu'entreprises généralement trop tard, opérées trop vite et le plus souvent sans concertation réelle avec les intéressés (syndicats et élus locaux (3)), a souvent sanctionné des erreurs graves de gestion et un laxisme public peu justifié (il est souvent plus dom-

D'où la progression du chômage, en dépit d'une baisse régulière de la durée du travail (- 2,4 % en trois ans, et même 3 % dans le bâtiment), qui fait d'aujourd'hui 52 % des salariés du commerce et de l'industrie ne travaillent plus que quarante heures par semaine ou même moins.

Inégalités modifiées mais persistantes

La dégradation de l'emploi était inscrite en filigrane dans le plan Barre. Mais le premier ministre ne pensait probablement pas qu'elle atteindrait ce degré de gravité. Le dernier grand objectif du « plan Barre » était d'organiser le cheminement de l'économie française vers « plus de justice ». Peut-on dire aujourd'hui que cet objectif a été atteint ?

La chose n'est pas évidente, même si l'on s'en tient aux seuls salaires bruts. En trois ans, le SMIC horaire a augmenté de 41,8 %, soit, en pouvoir d'achat, d'environ 17 %. Dans le même temps le salaire horaire ouvrier moyen a progressé de 43,6 %, soit, en pouvoir d'achat, de 19 %, et de 9 %. Le « smicard », loin de

rattraper l'ouvrier moyen, s'est donc fait que peu distancer par lui. Les chiffres ci-dessus doivent d'ailleurs être abaissés pour les deux types de salariés, puisque le nombre d'heures rémunérées a diminué en moyenne de 2,4 % en trois ans. Le pouvoir d'achat effectif (hebdomadaire) brut a donc progressé respectivement de près de 4,5 % et 7 % en trois ans.

C'est sensiblement moins qu'avant le « plan Barre » (+ 7 % en moyenne en deux ans), et cela illustre le ralentissement de la progression des salaires que voulait opérer le premier ministre pour lutter contre l'inflation (en freinant tout à la fois la hausse des coûts des entreprises et la demande des salariés).

rale, par exemple). La cherté des prix français a de nombreuses causes, parmi lesquelles l'insuffisante productivité, l'archaïsme de certaines structures de production, le poids des salaires des cadres (plus élevés qu'à l'étranger), l'inégalité plus forte que chez nos voisins (en faveur notamment des hauts revenus non salariaux) et qui stimule les revendications de tous ordres, la faible concurrence entre producteurs, la volonté très répandue dans les milieux politiques d'une protection sociale toujours améliorée, le climat de gaspillage et de consommation ostentatoire entretenu par les vendeurs.

De même, si les investissements étaient trop faibles, ce n'était pas seulement — et même pas d'abord — parce que les trésoreries des entreprises étaient trop serrées ; l'expérience montre que l'industriel qui sait pouvoir vendre davantage n'hésite pas à s'endetter pour produire, mais qu'à l'inverse le chef d'entreprise en mal de clients diffère les investissements qui lui permettraient de fabriquer davantage. Or, depuis des années, la capacité de production de l'industrie française dépasse de quelque 10 à 20 % (selon la façon de compter) ses débouchés.

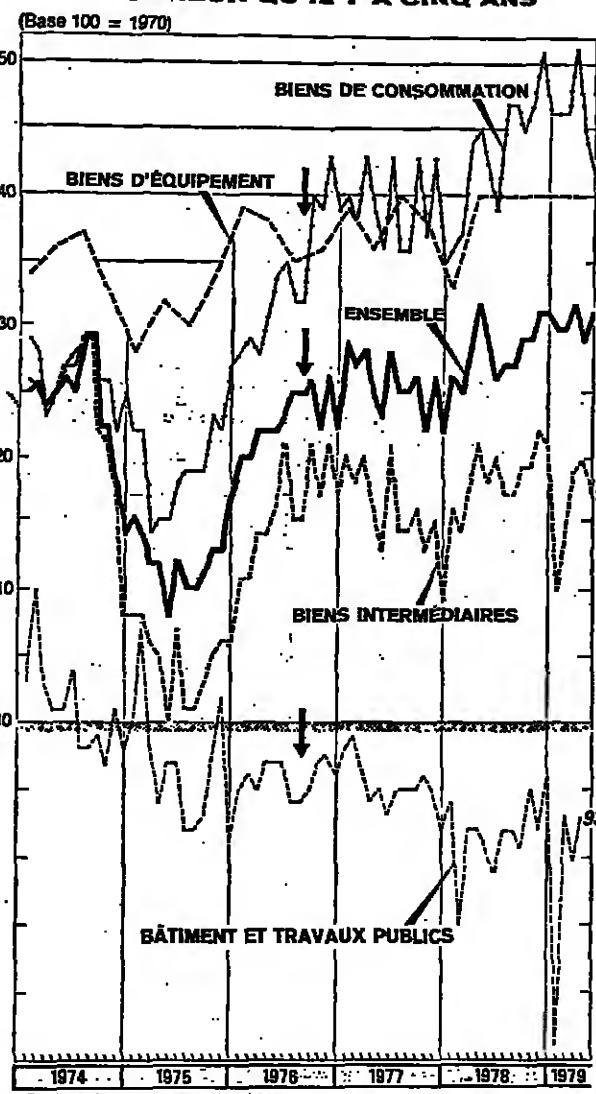
Erreur de diagnostic encore que celle qui consiste à penser que l'on n'aurait pas à faire face rapidement à de nouvelles hausses de pétrole et de matières premières. Le redressement commercial indispensable impliquait des économies sévères d'importations — donc une inflexion du type de croissance et de la structure des productions — et non pas seulement une course aux exportations supplémentaires qui, en faisant dépendre de plus en plus l'économie française de l'environnement international, la fragilisait davantage.

### ...et de thérapeutique

des entreprises, mais il a simultanément mis en panne la production, puisque celle-ci n'était plus suffisamment tirée par son principal moteur, la consommation.

(Lire la suite page 8.)

### PRODUCTION INDUSTRIELLE - PAS MIEUX QU'IL Y A CINQ ANS



L'Alsace, le Limousin, la Picardie, le Centre, le Poitou-Charente, la Bretagne et même l'île-de-France. Ailleurs, elle tend à s'atténuer. Ces morts de firmes ont souvent permis aux entreprises survivantes de récupérer à bas prix la partie récupérable de leurs dépouilles. La restructuration industrielle — longtemps différée par le pouvoir dans l'attente des élections successives, pour éviter le risque de pertes de voix qu'imposait localement toute fermeture d'usine ou d'atelier — s'est

magée pour l'emploi de trancher tardivement le cas d'une entreprise maintenue artificiellement à l'aide de ballons d'oxygène. Cela a, en tout cas, contribué aux gains importants de productivité qui ont caractérisé la dernière période : 20 % en trois ans dans l'industrie, contre 8 % pendant les trois années 1973 à 1975. Mais ces mêmes gains, entretenus par une réduction du personnel employé, sont allés de pair avec une aggravation massive du chômage.

### Aggravation massive du chômage

En trois, le nombre de demandes d'emploi s'est accru de 53 % (+ 480 000), tandis que celui des offres baissait de 33 % (- 43 000). Et cela malgré l'application de deux « pactes pour l'emploi des jeunes », qui ont permis à plus de deux cent cinquante mille stagiaires de trouver un travail temporaire, partie en entreprise, partie en centre de formation professionnelle. Malgré aussi une aide substantielle accordée aux entreprises par l'Etat, qui a payé à leur place toute une partie des charges sociales pour quelques quatre cent cinquante mille jeunes embauchés. Malgré enfin une aide aux retours volontaires qui a facilité le départ de près de trente mille étrangers. Sans ces diverses actions des pouvoirs publics — relayées par le patronat, l'aggravation du chômage, sans précédent depuis la guerre, aurait été beaucoup plus forte encore.

Autres indices inquiétants : le nombre des licenciements pour motif économique se multiplie (32 000 par mois ces derniers temps, contre 20 000 autrefois) ; c'est notamment le cas des licen-

ciements consécutifs à une faillite. De plus, la durée moyenne d'attente avant de retrouver un emploi s'allonge (cent cinquante jours aujourd'hui, contre 80 en 1975). Les places de stage offertes aux jeunes au titre des « pactes » nouveaux sont moins nombreuses que celles des sorties de stage des « pactes » anciens. Enfin la modification des structures économiques contribue moins qu'autrefois à faire baisser le chômage, quand sont créés des emplois (4). Le chômage s'aggrave donc inexorablement.

Et cela d'autant plus stremement que la productivité globale augmente plus vite que la production nécessaire pour satisfaire la consommation solvable, l'investissement et les exportations. Chaque année, le nombre d'heures de travail « nécessaires » diminue. Et comme les chefs d'entreprise préfèrent pour la plupart, supprimer des emplois que réduire la durée du travail, le nombre des postes offerts est, d'année en année, inférieur à celui de la main-d'œuvre en quête d'emploi (+ 250 000 personnes par an), du « plan Barre », il semble qu'il

La réalité a été moins aimable encore puisque, dans le même temps, les cotisations sociales à la charge des salariés ont été relevées de l'équivalent de quelque 2,3 % des salaires (majoration des cotisations d'assurance-vieillesse, d'assurance-maladie et d'assurance-chômage). Le salaire net perçu par le « smicard » et l'ouvrier moyen a donc été réduit d'autant, ramenant le gain net en pouvoir d'achat en trois ans, à peine plus de 1,2 % pour le « smicard » et à quelque 0,5 % pour l'ouvrier moyen (5).

Si l'on ajoute que les salaires des cadres n'ont pas toujours suivi ceux des ouvriers, mais qu'à l'inverse le poids de l'impôt sur le revenu s'est accru spécialement sur eux, alors que les prestations familiales prenaient pour eux du poids, on n'est pas étonné de constater que le pouvoir d'achat d'un grand nombre de cadres a baissé en trois ans. Les statistiques officielles de l'INSEE et du ministère du travail le confirment, indiquant que relativement la situation est moins favorable s'il s'agit d'un cadre supérieur s'il s'agit d'un cadre inférieur (6). On pourrait admettre que ce rétrécissement de l'éventail ne correspond bien au but visé par M. Barre. Mais, outre qu'il ne concerne pas les travailleurs les moins favorisés de la société, l'ensemble de la population active non salariée. Faute de statistiques détaillées sur les revenus non-salariaux, on peut admettre que le pouvoir d'achat de la majorité des paysans ne s'est guère — ou pas — accru en trois ans, mais, que, en revanche celui des professions libérales et d'une bonne partie des entrepreneurs individuels s'est amélioré. Le redressement des profits de l'ensemble des entreprises, le gonflement des marges des grossistes et celui des

benefices de nombreux commerces de détail conduit logiquement à cette conclusion.

L'objectif de justice annoncé par le premier ministre ne peut donc être considéré comme atteint : les inégalités se sont modifiées, mais elles ont persisté. Les personnes âgées ont continué à un rythme pendant cette période leur pouvoir d'achat s'est sensiblement accru : de 22 % en trois ans pour les titulaires du minimum-vieillesse, de presque 40 % pour un grand nombre d'autres retraités. Le volume global des prestations de vieillesse a, en effet, augmenté de 60 % (22 % en pouvoir d'achat) en trois ans pour l'ensemble des régimes des salariés, ce qui correspond certes à une augmentation du nombre des retraités, mais aussi à une progression des cotisations sociales (d'avantage de retraités touchant leur retraite à taux plein, ayant cotisé les trente-sept ans et demi requis par la loi). Ce gonflement des prestations sociales (13 % de cotisations supplémentaires en trois ans pour les allocations-maladie) explique d'ailleurs que, en dépit de la forte dévalorisation des retraites, le revenu de l'augmentation des impôts sur le revenu, la consommation des Français ait, nous l'avons vu, progressé depuis le « plan Barre » (7). Le taux d'épargne de nos concitoyens, qui avait baissé en 1976 a repris les deux années suivantes — notamment en 1978, grâce à l'exonération fiscale accordée par M. Mitterrand aux acquéreurs d'actions dont ont profité plus d'un million de contribuables, pour moitié nouveaux actionnaires. Mais un mouvement inverse semble se dessiner cette année, en raison du lançage des revenus par le relèvement des cotisations sociales et de la hausse accélérée des prix.

### Les causes de l'échec :

Au terme de cette analyse de trois années de « plan Barre », la question se pose de savoir pourquoi l'écart est aussi grand entre l'objectif annoncé et le résultat. L'environnement international a certes joué, qui a entretenu un climat inflationniste et peu favorable à la croissance. Mais, pas plus que l'« excuse pétrolière » — qui n'a guère joué durant les trois années qui viennent de s'écouler — l'Union internationale ne saurait tout expliquer. On constate en effet que, pendant ces trois années, l'Allemagne, dont la croissance en valeur a été supérieure à la nôtre, a pu augmenter trois fois moins son chômage évoluer plus modérément. On note de même que les Etats-Unis ont eu, à la fois moins d'inflation que nous et beaucoup plus d'expansion industrielle. Ces deux pays avaient, il est vrai, subi la crise avant nous et réagi beaucoup plus vite, perdant alors sur la France un point de croissance par an, mais économisant par rapport à elle de 3 à 7 % de hausse des prix chaque année.

An demeurant, si les circonstances internationales expliquaient tout, on verrait mal l'intérêt d'une politique nationale. En réalité, celle-ci doit précisément avoir pour objet d'utiliser au mieux les possibilités qu'elle permet à chaque pays de développer ses potentialités, malgré les difficultés du reste du monde, et sans que cela se traduise nécessairement par une rupture des solidarités internationales. S'agissant du « plan Barre », il semble qu'il

### erreurs de diagnostic...

ait en grande partie échoué pour deux séries de raisons :

(1) Plusieurs erreurs initiales de diagnostic. Si l'inflation française était aussi forte en 1976, n'était pas d'abord parce que les salaires étaient trop élevés (ils étaient et restent largement inférieurs à ceux de l'Allemagne fédérale).

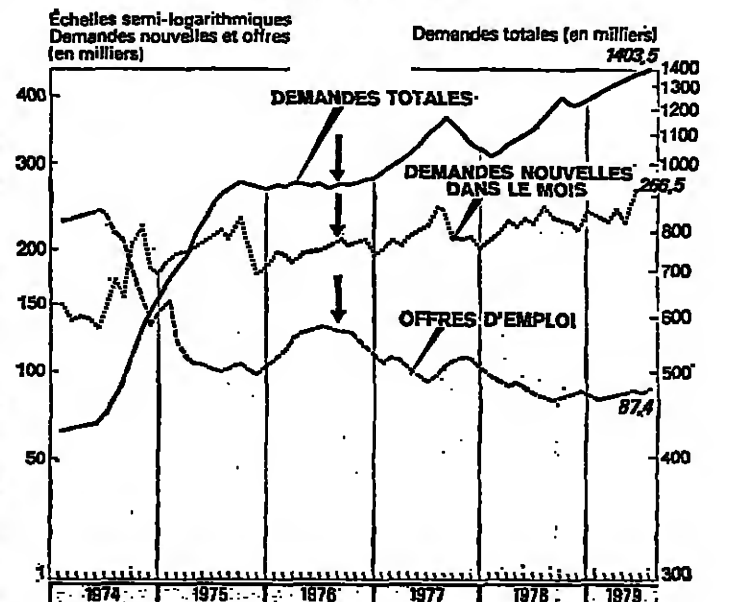
(2) L'Allemagne fédérale, qui est allée beaucoup plus loin que la France dans la restructuration industrielle, l'a fait sans grande gêne sociale, parce que les dirigeants des entreprises ont préparé les transferts sociaux nécessaires aux licenciés et qu'ils les ont étalés dans le temps.

(3) La création de cent emplois industriels abaisse le chômage de soixante-dix : la proportion n'est que de trente-cinq pour une même création d'emplois tertiaires (INSEE, « Situation de l'économie française en juillet 1979 », p. 42). Or, les créations d'emplois ont surtout lieu dans le secteur tertiaire, l'industrie n'étant plus, depuis des années, créatrice nette d'emplois.

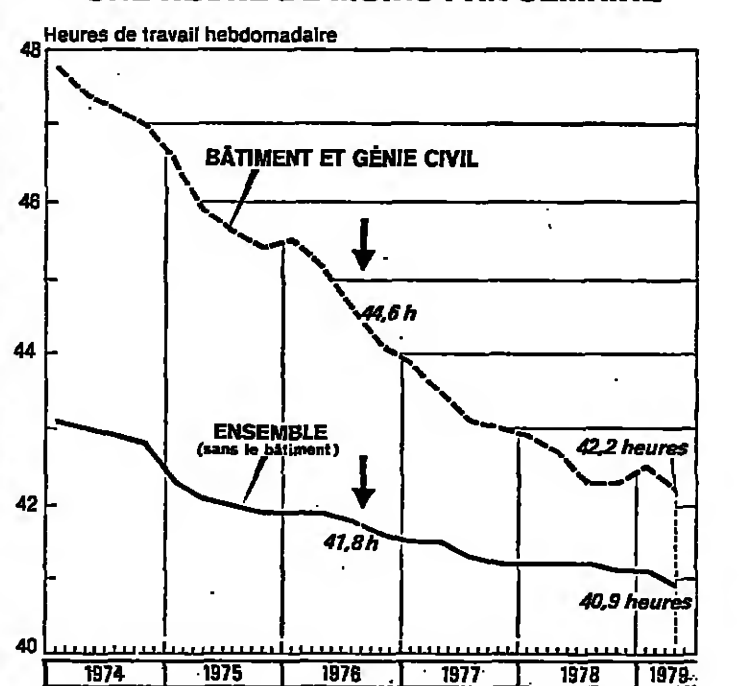
(4) Pour les deux dernières années, les Comptes de la nation ont les chiffres suivants : 1977 : + 1,3 % de salaire réel en moyenne par personne, mais + 4,7 % d'impôt réel ; 1978 : + 2,9 % de salaire réel, mais + 2,7 % d'impôt réel.

(5) Pour les deux dernières années, les Comptes de la nation ont les chiffres suivants : 1977 : + 6,8 % (en valeur réelle) en 1977 et de 12 % en 1978. Symétriquement, les cotisations sociales, qui représentaient 13,3 % du PIB en 1975, en constituaient 16,3 % en 1978.

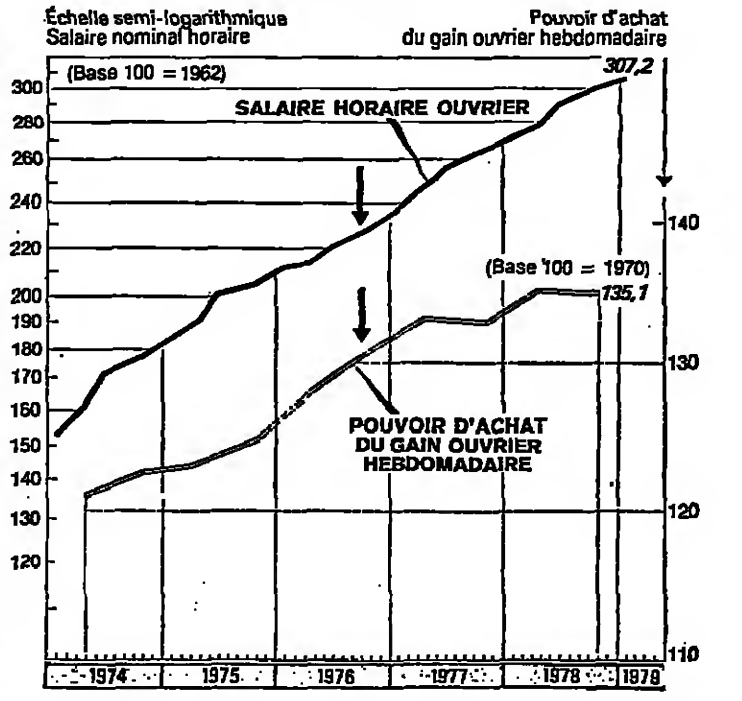
### CHÔMAGE = MOITIÉ PLUS DE DEMANDES D'EMPLOI



### DURÉE DU TRAVAIL - UNE HEURE DE MOINS PAR SEMAINE



### SALAIRES = COUP DE FREIN



OTC 107 KAP



(Suite de la page 7.)

« Ni le président Cisarac d'Estimote, ni le baron de Garmann ne pouvaient fêter le troisième anniversaire du plan Bar, écrit le quotidien allemand des milieux d'affaires la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « On ne peut pas, car il n'y a là rien de fêter. L'inflation s'est encore accrue. Le chômage a augmenté de 40 % et atteint un record historique avec 10 millions d'hommes sans emploi non satisfaits. La gauche est déçue et les syndicats triomphants. »

« Ce résultat positif de la politique française de stabilisation était jusqu'ici l'équilibre, obtenu petit à petit, de la balance commerciale, puis, le retour à l'équilibre des finances. Mais ces a été gommé par les nouvelles hausses des prix du pétrole. Dans l'ensemble, le pays se trouve aujourd'hui dans une situation économique encore pire qu'il l'était 1965... Après trois ans, les lauriers dont on avait parlé, M. Barre à l'époque se fanent. Les Français ont perdu leurs espoirs a priori favorables au gouvernement. » « A l'heure des bilans, on entend dire de tous côtés : « L'Allemagne est perdue », conclut le *Journal d'Allemagne*.

M. Guitard a été interrogé sur la situation du R.P.R. : « Je suis un ouvrier, a-t-il déclaré, qui soutiens et je suis persuadé que nous sommes très nombreux au R.P.R., que l'attitude que nous devons prendre pendant la législature sera la plus décontractée, moins agressive, peut-être plus ferme ou plus exigeante sur les vrais problèmes. Mais les vrais problèmes ne sont pas ceux que nous avons connus ou des problèmes de caractère électoral dans les jours qui viennent. » L'ancien ministre souhaite que le président de l'Assemblée nationale, M. Valéry Giscard d'Estaing, « fasse savoir au R.P.R. parées des instances dirigeantes du mouvement en avril 1978, retrouvant « leur véritable place, qu'il se trouve dans les instances de leur propre mouvement politique ».

## A quand le nouveau can ?

**GILBERT MATHIEU.**

M. Giscard d'Estaing. Il est vrai, n'est pas avare de compliments quand les usages ou la nécessité politique l'exigent. Ayant nommé M. Chirac à l'hôtel Matignon, en 1974, il l'avait présenté, lui aussi, comme « un excellent premier ministre » avant de le remercier, après son départ, pour son « exceptionnelle activité » et sa « loyauté » à son

Interrogé sur sa conception de l'hétérogénéité de l'exécutif, M. Barre déclare, en novembre dernier : « S'il n'y a pas une convergence sur les objectifs à poursuivre et les actions à mener, s'il n'y a pas la même conception des institutions et de leur fonctionnement, s'il n'y a pas la même conscience des objectifs fondamentaux à poursuivre, l'effort ne peut pas tenir longtemps. Je fais, par ailleurs, se souvenir qu'un premier ministre n'est pas seulement un simple exécutif, mais aussi un chef, et s'il n'évoque aucune personnalité. A l'accord intellectuel d'ensemble doit venir s'ajouter une relation personnelle, je veux dire par là le loyauté du premier ministre à l'égard du président de la République et la confiance du président de la République dans son premier ministre. »

Le 12 décembre 1976, le second premier ministre, d'un accord intellectuel d'ensemble « se traduit essentiellement par une identité de vues sur la tâche prioritaire — le redressement de l'économie française, qu'il conviendrait de poursuivre, — et sur les mesures à mettre en œuvre pour y parvenir, en dépit des inconvénients qu'elles suscitent lui ou à son gouvernement ».

unit les deux hommes se fonde sur-  
tout, semble-t-il, sur un respect  
réciproque, et une certaine estime,  
bien que M. Barre n'ait jamais été  
indugéant pour le laxisme économique  
de la gauche, et pour le gémisme  
à donc du ministère des finances  
de l'époque, M. Giscard d'Estaing.

Manifeste un attachement gau-  
llien aux institutions, ayant une haute  
conscience de son rôle et un sens  
très développé de la hiérarchie  
constitutionnelle, le successeur de  
M. Chirac s'accommode bien, en ou-  
tre, de toutes les conséquences de  
la présidentialisation du régime.

Un homme de sensibilité psycho-  
logique, le président de la Répu-  
blique et le premier ministre paraîs-  
sent se compléter. Tandis que  
M. Giscard d'Estaing paraît habile-  
ment l'art de l'anesthésie en  
s'employant à sécuriser et à décras-  
tifier, M. Barre se livre aux  
opérations chirurgicales sans dou-  
ceur en répliquant aux plaintes  
qu'il veut mieux avoir un peu mal  
aujourd'hui que très mal demain.

Entre deux, une certaine craie, et  
cette communauté d'esprit n'expli-  
quent pas totalement le fonctionne-  
ment harmonieux, depuis 1978, du  
tandem Elysée-Matignon. Entre les  
deux têtes de l'exécutif la coexis-  
tence pacifique résulte aussi des

présidentielles soient suivies à la lettre. Si les ministres adressent directement au président de la République des informations qu'ils jugent utiles à l'exercice de ses responsabilités, les décisions éventuelles de ce dernier leur sont transmises par le premier ministre.

[illegible]

## Figé dans l'isolement

Si, dans le domaine économique, l'échec de la médecine Barre contre l'inflation et le chômage, en partie imputable à l'isolement de la conjoncture internationale, se trouve tempéré par la tenue relative de la monnaie et le rétablissement, en 1978, de l'équilibre du commerce extérieur, dans le domaine politique, en revanche, M. Barre n'a donné aucune suite aux initiatives que le chef de l'Etat lui avait demandé de prendre, en 1976... « pour élargir, nettement, vers le centre gauche, la majorité présidentielle », puis, en 1978, pour « ouvrir la voie

A schematic diagram of a 1D lattice chain. A horizontal line represents the chain with several points marked by dots. Below the line, there are labels 'x' and 'x' at different positions, and a label 'F' with an arrow pointing upwards at a central position.

L'éditorialiste monarchiste incrimine la campagne électorale permanente dans laquelle a vécu le pays et qui, dit-il, « incitait guère le gouvernement à prendre de telles mesures énergiques et impopulaires ». Mais, ajoute-t-il, le budget, dans LE POINT, que « le rédacteur pour 1980 est le dernier acte par lequel le gouvernement peut espérer une sérieuse influence sur l'élection présidentielle de 1981 ». « En fait, la conjoncture économique, constitue « une autre excellente raison pour éviter de matraquer les contribuables ». « A Pas question, conclut-il, d'augmenter le taux sur les bénéfices des T.V. ». « Les échecs accrus dans ses achats, échec est déjà la plus cisele d'Europe et ce serait contribuer à la hausse des prix, explique-t-on. « On ne peut, finalement, de regarder une fois de plus, le poids de l'impôt sur le revenu. » Ceul-ci « deviendrait plus progressif pour ceux dont les revenus dépasseraient 15 000 francs mensuels ». « Mais, ajoute-t-il, il est conduit, « A Paris, à Paris ».

La crise «économique» persistant, M. Barre reste-t-il aux yeux du «choc» de l'Etat l'homme «le plus apte» à l'affronter? En arrivant à l'Hotel Matignon, le successeur de M. Chirac avait demandé trois ans pour redresser l'économie. Mais, ces choses étant ce qu'elles sont, il lui paraît maintenant que deux années de plus sont nécessaires pour surmonter le choc. Deux ans : c'est le temps, qui nous sépare de l'échéance présidentielle de 1981. Une échéance qu'il appellera, peut-être, un autre traitement politique.

## Dans la presse

3550 F  
4070 F  
4540 F

**co parlano**



# POLITIQUE

## M. Mitterrand appelle les militants socialistes à développer au maximum l'action à la base et souhaite une gauche de salut public

De notre envoyé spécial

Anglet. — M. François Mitterrand a entamé son exposé, prononcé devant les stagiaires du parti socialiste, par un inventaire des actions de formation du P.S. Il a précisé que la formation qu'il dirige sera bientôt dotée d'une école du socialisme, qui sera baptisée « Ecole André-Bourdieu », du nom de l'ancien parlementaire socialiste décédé accidentellement le 16 mars 1978, et qui fonctionnera de façon permanente. « Ainsi, a-t-il précisé, nous pourrions faire un bond en avant considérable. »

Le premier secrétaire du P.S. a ensuite dressé le bilan de l'action du gouvernement. Il a décrit « l'extraordinaire accélération de la crise subie par les travailleurs » avant d'ajouter : « Tout se produit en même temps, de telle sorte que nous sommes les Français qui pourrions donner qu'il s'agit du plus grand échec de la plus grave épreuve de la politique française de l'après-guerre. C'est la fuite en avant de la gauche de la majorité. Or, le premier de ceux qui ont bénéficié de cette durée, n'est-il pas M. Valéry Giscard d'Estaing ? Le député de la Nièvre, qui ne voit que « l'égérie à l'épave et à la mort », ajoutant : « Voilà l'attelage qui prétend conduire la France », a-t-il précisé, soulignant que le parti socialiste a été « présent partout où cela était nécessaire, chaque fois qu'il a fallu lutter contre l'effet de telle ou telle mesure dévastatrice. »

Après avoir évoqué tout à tour le chômage, la situation des producteurs agricoles, celle des cadres, M. Mitterrand a indiqué que s'ajoutent à ce bilan « des événements qui peuvent conduire l'opposition à comprendre qu'elle a été trompée : c'est l'affaire du France, ce sont les incendies de forêts pour lesquels

le président de la République a joué les dispensateurs de bonnes paroles, dont la principale était celle-ci : « Il faut que l'on s'organise ». De la part de quel'un qui appartient depuis si longtemps au gouvernement, c'est le langage de l'impuissance, sinon celui du cynisme ou tout simplement de la déstabilisation. »

Après avoir évoqué l'action de la France à l'étranger, M. Mitterrand a estimé que, en France, « le phénomène de la lutte des classes continue d'être tel qu'il faut garder à l'esprit qu'il existe une classe sociale soustraite d'imposer sa volonté à toutes les autres ». Face à l'immense désarroi créé, selon lui, par la politique insouvenante d'une classe sociale oppressante, M. Mitterrand a souligné qu'il n'est pas possible de répondre à cette « agression » par une simple « addition des mesures ». Il a précisé : « Face à une situation d'une telle gravité, est-il bien nécessaire de poursuivre, chacun là où il se trouve, le jeu de la tactique, des propositions et des luttes isolées, partielles ? A la gravité de la crise ne peut répondre qu'une solution politique. Nous considérons que la tâche du P.S. est d'appeler l'opposition à la seule solution politique capable de répondre aux questions posées, c'est-à-dire à l'union des forces populaires, au rassemblement des forces économiques et sociales, aujourd'hui dispersées, à l'élargissement de la base sociale des luttes au-delà de ce qu'il est traditionnel. Pour l'instant, cela ne porte qu'un nom : rétablir l'union de la gauche, l'union des forces sociales. Nous n'avons pas fait d'autres analyses. Nous n'avons pas d'autre objectif en 1981. Le congrès de Metz est donc dans la droite ligne de celui d'Epinal. »

Le premier secrétaire du P.S. a ensuite noté que « les masses sont unitaires ». Il a ajouté : « Cela est démontré par toutes les élections. En 1978, les Français ont été plus nombreux à se prononcer pour une gauche en prise au pouvoir et à la querelle qu'ils ne l'avaient été en 1974 pour une gauche dans l'harmonie. Les masses sont unitaires au point que ceux qui ne le sont pas prennent mille et une précautions de langage pour détruire l'unité là où il faudrait la défendre. »

### Avancer pas à pas

Après avoir rappelé que les partis communiste et socialiste professent deux philosophies et deux conceptions de l'homme différentes, le député de la Nièvre a souligné qu'il faut que « prime la lutte contre l'adversaire commun ». Après avoir regretté que « la volonté hostile d'un seul puisse faire obstacle à la reconstruction de l'union, il a déclaré : « Le P.S. entend créer et développer une conscience collective qui rendra de plus en plus difficile le refus de l'unité d'action. Certes les circonstances nous obligent à avancer pas à pas car le P.S. ne peut se substituer aux décisions des autres. Mais avancer pas à pas ce n'est ni plénier ni reculer. »

M. Mitterrand a ensuite qualifié de « discussion futile » l'opposition qui est faite entre les notions d'union à la base et d'union au sommet. Il a rappelé que dans la motion qu'il a soutenue lors du congrès socialiste de Metz figure « en toutes lettres » la primauté aux actions communes qui doivent être menées à la base. Il a appelé les socialistes à développer sans délai

ces actions à la base « avec tous ceux qui le voudront et tous ceux qui le pourraient ». Il a ajouté : « Aucune fédération ne pourra se trouver en défaut sur le plan des différentes actions à mener. » Parmi ces actions pour lesquelles le P.S. fera des propositions figurent notamment : la défense du pouvoir d'achat, de l'emploi, des « régions sacrifiées », de la Sécurité sociale, des libertés ainsi que les luttes pour les énergies nouvelles, pour le développement de la recherche et pour la réforme de la fiscalité.

Le premier secrétaire du P.S. a ensuite estimé que l'idée de rencontres au sommet entre partis et syndicats de gauche n'est pas d'une « réalité prochaine », mais il a aussitôt précisé : « Je ne propose donc pas une rencontre multilatérale politique et syndicale. Je me contente de dire que le P.S. y répondra toujours. Mais comme à nous faut avancer pas à pas, le P.S. prend l'initiative afin de rencontrer de façon bilatérale l'ensemble des formations qui occupent le terrain sur lequel nous évoluons, c'est-à-dire aussi bien des grands partis que les organisations ouvrières, les organisations d'enseignants et celles qui s'attachent à la consommation ou à la famille. » M. Mitterrand a ensuite évoqué l'habitude du parti communiste, en regrettant que ce dernier paraisse « renoncer à l'union » tant qu'il n'aura pas rééquilibré la gauche à son profit. Il a demandé : « Préférer-les et maintenant la victoire des forces populaires au service immédiat des intérêts particuliers ? Les socialistes, pour leur part, sont prêts à tout moment. Nous voulons préparer le moment où la solution politique s'imposera. C'est pourquoi nous élargirons nos contacts auprès des forces nouvelles qui s'ajoutent à celles qui se sont réunies au cours des dernières années. Si je devais résumer en une phrase notre objectif, je dirais : il faut à la France une gauche de salut public. »

### « Des combats d'arrière-garde »

Répondant ensuite aux questions des journalistes, M. Mitterrand a explicité une formule qu'il avait utilisée quelques instants auparavant, et par laquelle il dénonçait « les combats d'arrière-garde » auxquels certains se complaisent. Le député de la Nièvre a indiqué : « Je pense à toute une série d'opérations qui sont seulement des opérations de protestation, alors que les solutions politiques n'ont pas été préparées pour pouvoir infléchir la décision du gouvernement, et ce fait on donne le sentiment à la classe ouvrière que, d'échec en échec, de revendications non satisfaites, on se contente de faire le spectacle de la propagande politique, en fait on ne donne pas à la classe ouvrière l'instrument qui lui manque, c'est-à-dire l'union des travailleurs. »

M. Mitterrand s'est toutefois défendu de mettre en cause l'action des syndicats, notamment lorsqu'il s'agit de défendre « une grande société nationale », faisant ainsi allusion à l'ordre de grève lancé par la S.N.C.F.

Interrogé sur le point de savoir s'il se rendra le 24 août à la convocation du juge d'instruction consécutive aux émissions de Radio-Réponse, M. Mitterrand a répondu : « Je ne déteste pas élargir le cercle de mes connaissances (...). Je suis fier d'avoir

à défendre, à cette occasion, la liberté de la presse audiovisuelle. Le président de la République ayant placé des sentinelles partout où pourrait passer une information libre, ce sera le procès que nous engagerons contre l'appropriation par le président de la République d'un monopole public. »

Évoquant enfin la préparation du « projet socialiste », le premier secrétaire du P.S. a précisé qu'il sera « heureux » si les socialistes se prononcent « dans leur ensemble » en faveur de ce texte. Il a ajouté : « Cela implique qu'il y ait une discussion sérieuse et sans complaisance ; celle-ci doit permettre tout élargissement utile de la direction du parti (...). Ce projet n'est pas fait pour 1981, mais il sera un support très important. »

M. Mitterrand a conclu : « L'essentiel, pour les socialistes, est autour de leur candidat en 1981, sera d'obtenir l'adhésion la plus large pour représenter la gauche au second tour. » — J.-M. C.

## DÉFENSE

### « L'HUMANITÉ » JUGE DANGEREUSE LES OPTIONS DU GÉNÉRAL BUIS ET DE M. SANGUINETTI

A la suite des déclarations du général Buis et de M. Alexandre Sanguinetti, sur l'organisation de la défense de l'Europe passant par l'association de la France et de l'Allemagne dans le domaine de l'armement nucléaire, qui ont été publiées par le *Nouvel Observateur* (le 19 août 1979), Jean Le Lagarde écrit dans *L'Humanité* du 21 août, sous le titre « Dangereuses options » : « Sur cette question, il y a une nécessité d'abandonner l'indépendance de la France et d'accorder l'armement nucléaire à l'Allemagne de l'Ouest, alors que le traité de Paris en 1954, après le rejet de la Communauté européenne de défense en 1952, a formellement interdit une telle éventualité. » Il y a un certain irréalisme dans les positions qui résultent de cet entretien. Malheureusement, malgré l'incohérence des théories exprimées — et que le *Nouvel Observateur* s'efforce de complaisamment — on peut être certain que la souveraineté française déclinera depuis longtemps. » Il est impossible d'accorder les positions exprimées par le général Buis et Alexandre Sanguinetti avec le souci de l'indépendance et de la souveraineté nationales. Mais ce qui est sûr, c'est que des gens comme M. Le Canuet et d'autres partisans de l'abandon de l'indépendance nationale, les atlantistes à tout crin se réjouissent de tels propos. »

## Château de la Bégude

Ce vin a obtenu plusieurs fois une médaille d'or au Concours des vins de France et a été recommandé déjà dans tous les guides de Paris en 1977 et 1978. Restaurant où l'on peut le déguster sur la Provence : Beaumais, Bouillabaisse, Escargots (Cap-Martin) - Fraiches (Menton) - Squinade (Nice) - La Poularde (Nice) - Châtré - Le Marquis - Les Barmes (Aix) - Pic (Valence) - Le Lac Bleu (Reims) - Le Vieux Four (La Barben).



**FICHE TECHNIQUE**  
APPELLATION : Chateau de la Bégude  
PRODUCTION MOYENNE : 100.000 à 130.000 bouteilles annuelles  
**CARACTÉRISTIQUES :** exploitation : cépage de provenance contrôlée. **CONSERVATION :** 10 à 20 ans selon les millésimes.  
**TARIF ET DOCUMENTATION :** écriture : A. Lefebvre, propriétaire, Château de la Bégude, 13750 Roussas, France. Téléphone : 16 32 28-00-01. 17,50 F la bouteille T.T.C.

## Dans la presse parisienne

### L'HUMANITE, déclarations d'intention.

« Que reproche-t-on aux communistes ? Que reproche-t-on aussi à la C.G.T. ? De ne pas en rester aux éphémères victoires et aux déclarations platoniques. De ne pas se contenter de crier au loup, mais, sans négliger la valeur des mots, d'avoir surtout recours aux actes, de proposer aux travailleurs des objectifs de lutte et de les aider à organiser l'action. (...) »

« Si le parti avait gentiment attendu la rentrée de septembre, s'il n'avait formulé dès le 2 août une déclaration d'intention, nous n'aurions pas eu de déclaration d'intention. C'est la résonance de nos propositions dans la masse du peuple qui les inquiète. C'est l'écho, rencontré par les initiatives d'action de la C.G.T., qui leur fait perdre leur sang-froid. »

« Sans doute est-ce la preuve que les interventions concrètes contre la politique du pouvoir et ses effets peuvent faire écarter bien des choses. Rien en tout cas ne peut, pour l'efficacité, leur être comparé. Une action unitaire dans l'entreprise ou le quartier, la ville ou la région, vaut mieux que des déclarations d'intention. Celles exprimées hier par F. Mitterrand sont peu susceptibles de démentir cette réalité tenace. » (RAYMOND GELLEY.)

### LE FIGARO, contresens.

« La démarche de François Mitterrand se veut habile. Elle place en fait les socialistes dans le champ clos où les attendaient les communistes. La position est fort inconfortable sur le plan politique avec un électoral sans

voies racines ouvrières. Elle est encore davantage sur le plan tactique en ce qu'elle prétend engager certains syndicats. Malades de leur compromission avec la politique lors des législatures, ces derniers sont sur leurs gardes. Outre que l'on voit mal la C.G.T. — fort lettrée — la primauté aux actions communes qui doivent être menées à la base. Il s'agit de la droite ligne de celui d'Epinal. » (CHARLES REBOIS.)

« L'important pour Marchais, désormais, c'est qu'il devienne candidat socialiste au premier tour en 1981. Qu'il assure ainsi la victoire de Giscard au second est secondaire. La « volonté communiste » ne doit plus être épluchée par le P.S., le P.C. n'a pas d'autre souci. »

« Aussi Mitterrand peut-il faire des concessions pour la relance de l'union, protester de son engagement à gauche, assurer, le matin sur le cœur, que Giscard est l'homme à abattre, Marchais ne reculer pas d'un pouce. Tout au plus, le maître de Châteauneuf peut-il prendre à témoin l'opinion publique de la mauvaise volonté de ses ex-partenaires. Mais il y a longtemps que, place du Colonel-Fabien, on a l'habitude de trahir à contre-courant en attendant des jours meilleurs... » (GUY BARET.)

## Elargir la base sociale

(Suite de la première page.)

Car il ne fait aucun doute pour M. Mitterrand que la gauche doit être représentée au second tour par le candidat socialiste. « L'essentiel pour les socialistes, c'est d'être leur candidat, a-t-il précisé, sans oublier l'adhésion la plus large pour représenter la gauche au second tour. »

Obtenir l'adhésion la plus large nécessite un « élargissement de la base sociale des luttes », un effort d'unité interne et un travail de réflexion qui rende crédible le programme du candidat socialiste face à la crise.

En ce qui concerne la combativité des socialistes et leur présence sur le terrain, le premier secrétaire a souligné avec force qu'aucune

fédération ne pourra se trouver en défaut sur le plan des actions à mener. Il a lui-même énuméré une liste de domaines qui doivent être des actions unitaires : « la base »,

Déjà, chapitres, les fédérations socialistes sont également l'objet d'un effort d'uniformisation. L'appareil du parti est, en effet, en voie de réorganisation, afin que la direction dispose d'un instrument plus solide et plus efficace. Toutefois, la diversité qui fait aussi la richesse du P.S., peut en paraître et restreindre l'influence du parti.

En revanche la cohésion interne s'est trouvée confortée par les initiatives de M. Mitterrand : nul ne peut, en effet, trouver à redire lorsqu'il s'agit de rallier l'union de la gauche, sauf à paraître sacrilège. « L'élargissement de la base sociale

des luttes » et l'appel lancé au mouvement associatif ne peut que réjouir les amis de M. Michel Rocard qui ont livré cette bataille sur ce thème lors du congrès de Metz.

En tout état de cause, l'association d'un rapprochement entre la majorité et la minorité du parti existe : la commission chargée d'élaborer le « projet socialiste » avant que celui-ci ne soit soumis aux instances nationales se réunira mercredi 21 août. Sa élaboration doit permettre de mesurer la capacité des socialistes à répondre à la crise, ainsi que l'attention qu'ils portent à des catégories qu'ils estiment avoir négligées, telles les cadres, les agriculteurs ou les familles.

Le thème de l'élargissement à d'autres résonances politiques. L'utilisation de la notion de « salut public » confirme que la direction du P.S. tient un langage susceptible de séduire une fraction de l'électorat gauchiste ; c'est une idée chère au C.E.R.S. Est-ce à dire que le P.S. cherche, à travers son projet de programme, à retrouver l'unité autour de sa direction ? Celle-ci ne semble pas disposée à accueillir en son sein plus que le courant animé par le Mouvement et à condition qu'il accepte la ligne du congrès de Metz qui l'avait relégué au courant Rocard dans la minorité.

A tous égards la discussion qui s'engage sur le « projet socialiste » sera décisive pour la cohésion, l'image, et l'avenir du P.S.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

### «Le Figaro» : Hitler a tué au nom de la génétique

A l'occasion du proche anniversaire de la Seconde Guerre mondiale, M. Max Gluck écrit dans *Le Figaro* :

« La formidable machine de guerre mise sur pied en six ans par Hitler a largement dépassé le problème des conquêtes territoriales. Il s'agissait d'abord de détruire dans la réalité, par le fer et le sang, une théorie scientifique contestable fondée sur le mythe des races « supérieures » et « inférieures », la distinction entre le « surhomme » et le « sous-homme », la classification, au nom de la génétique, des théories ne sont que des mots et elles ne tirent pas de conséquence tant qu'on se contente d'en débiter dans les salons. Tout change quand on passe à l'acte, car alors les mots meurent. C'est ce qu'a fait Hitler et nous nous souvenons du droit d'en oublier les conséquences (...). »

« Ceux qui rêvent d'un « Etat fort » devraient garder en mémoire que l'Etat fort, presque toujours, devient un Etat policier, c'est-à-dire une dictature. »

« C'est pourquoi, dans ce journal, nous défendons et continuerons de défendre des positions dites « de droite », mais jusqu'à une limite très précise, celle qui tranche entre la dictature et le libéralisme. C'est pourquoi nous combattons toute idéologie, qu'elle se réclame de la droite ou de la gauche, dont le but ultime inéluctable serait de mettre en place un régime portant atteinte aux libertés. »

(N.D.L.R. : Ne peut-on voir dans cet éditorial le rejet des thèses génétiques de la nouvelle droite qui ont été plus d'une fois évoquées dans « Le Figaro magazine » ?)

(Publié)

**CÉLIBATAIRES FAUT-IL VOUS ADRESSER A UNE AGENCE MATRIMONIALE ?**

Lisez d'abord « La Source du bonheur », passionnante brochure illustrée gratuite. Il suffit d'envoyer vos nom, âge et adresse au Centre familial (N.E.), 43, rue Lafayette, 75009 Paris. Discret.

**Allo Libé bobo...**  
JE TE CHERCHERAI ! Jeune femme ravissante cherche pauvre type pour lui donner des claques... Editions CANDEAU

**BERTRAND**  
Spécialiste du meuble Anglais de décoration

**propose**

**10% CREDIT GRATUIT DE 9 MOIS**  
pour tout achat supérieur à 8000 F. jusqu'au 8/9/79 inclus après acceptation du dossier (organisme de crédit GENECEREDIT)

**20% DES PRIX D'IMPORTATION SANS INTERMEDIAIRE**

**BERTRAND**  
65, rue Guy Miquet / 75017 Paris  
tél. : 228.14.50 et 229.25.36.  
LIVRAISON DANS TOUTE LA FRANCE OUVERT DU MARDI AU SAMEDI

Bibliothèque 3 portes - 3 tiroirs  
L. 145 x H. 184 x P. 33 cm  
En Achat : 3580 F  
En R. : 4070 F  
Les bibliothèques existent en nombreuses versions : 2, 3 ou 4 portes.

Buffet 4 portes - 3 tiroirs L. 181 x H. 93 x P. 47 cm  
En Achat : 4040 F - En R. : 4530 F  
Table marbre dessus sur bois  
0 90, 100 ou 110 cm - 3 allonges.  
En Achat : 2690 F - En R. : 2960 F

**BERTRAND**  
Spécialiste du meuble Anglais de décoration

**propose**

**10% CREDIT GRATUIT DE 9 MOIS**  
pour tout achat supérieur à 8000 F. jusqu'au 8/9/79 inclus après acceptation du dossier (organisme de crédit GENECEREDIT)

**20% DES PRIX D'IMPORTATION SANS INTERMEDIAIRE**

**BERTRAND**  
65, rue Guy Miquet / 75017 Paris  
tél. : 228.14.50 et 229.25.36.  
LIVRAISON DANS TOUTE LA FRANCE OUVERT DU MARDI AU SAMEDI

**CÉLIBATAIRES FAUT-IL VOUS ADRESSER A UNE AGENCE MATRIMONIALE ?**

Lisez d'abord « La Source du bonheur », passionnante brochure illustrée gratuite. Il suffit d'envoyer vos nom, âge et adresse au Centre familial (N.E.), 43, rue Lafayette, 75009 Paris. Discret.

**Allo Libé bobo...**  
JE TE CHERCHERAI ! Jeune femme ravissante cherche pauvre type pour lui donner des claques... Editions CANDEAU

**Château de la Bégude**

Ce vin a obtenu plusieurs fois une médaille d'or au Concours des vins de France et a été recommandé déjà dans tous les guides de Paris en 1977 et 1978. Restaurant où l'on peut le déguster sur la Provence : Beaumais, Bouillabaisse, Escargots (Cap-Martin) - Fraiches (Menton) - Squinade (Nice) - La Poularde (Nice) - Châtré - Le Marquis - Les Barmes (Aix) - Pic (Valence) - Le Lac Bleu (Reims) - Le Vieux Four (La Barben).

**FICHE TECHNIQUE**  
APPELLATION : Chateau de la Bégude  
PRODUCTION MOYENNE : 100.000 à 130.000 bouteilles annuelles  
**CARACTÉRISTIQUES :** exploitation : cépage de provenance contrôlée. **CONSERVATION :** 10 à 20 ans selon les millésimes.  
**TARIF ET DOCUMENTATION :** écriture : A. Lefebvre, propriétaire, Château de la Bégude, 13750 Roussas, France. Téléphone : 16 32 28-00-01. 17,50 F la bouteille T.T.C.



Le Monde

ÉDUCATION

# DES ENFANTS DANS UN HARAS EN PÉRIGORD

## « On voudrait rester toute l'année »

Périgueux. — « Je pensais que ça serait comme dans un hippodrome, qu'il y aurait un champ de courses avec des chevaux partout... Mais c'est beaucoup mieux. Patrick, onze ans, est enthousiasmé. Comme ses neuf compagnons, tous âgés de six à douze ans, qui s'adonnent au haras de Maurières, près de Quinsac (Dordogne).

Le lieu est rustique. Avant d'atteindre la clôture au bord de la forêt de Puygillies, le chemin creux qui prolonge la route bitumée annonce qu'il ne faut pas trop attendre de gazon ratissé ou de barrières immaculées. De fait, le haras de Maurières, c'est beaucoup mieux qu'un club hippique.

Quand Jean-Patrick Dausse s'y installe au début de 1977, la maison menace ruine. Cet ancien steward d'Air Inter est fou de chevaux. Déjà, à Paris, il consacrait tous ses temps libres aux poney qu'il avait achetés petit à petit, les visitant et les soignant chaque jour, à 40 kilomètres de chez lui. Ici, il veut faire de l'élevage. Mais les poulains se vendent mal. Avec Danièle, une fille du pays qu'il a épousée, il décide donc de s'orienter vers l'instruction. D'autant que ses poney, tous de la robe britannique des New-Forest lui paraissent particulièrement appropriés, car « ils ne sont ni

### De notre envoyé spécial

rase-mottes ni « teigneux » et mal embouchés comme certains shetlands ».

Aujourd'hui, Jean-Patrick et Danièle possèdent neuf poney, dont un étalon. La maison a été restaurée, les écuries soigneusement aménagées. Ce qui veut à l'établissement le patronage officiel des Haras nationaux. Jean-Patrick tient à l'appellation de haras. Le mot révèle tout un esprit : « Les enfants sont ici pour apprendre le cheval, le respect et les obligations envers lui, et non d'abord pour apprendre à se poser et à se mettre en valeur sur le cheval ».

### En douceur

Résultat : en quelques jours, tous les jeunes pensionnaires montent, sans plus de difficultés qu'à l'école, avec plaisir, sémblant-ils, et comme en douceur. Au haras de Maurières, on ne met pas la charrie devant... le cheval.

Les enfants vivent avec les animaux. Ils observent la forêt et la nature, les fleurs et les herbes. Ils touchent à la poterie et ne boudent pas la piscine proche de Champagnac-de-Bérig. Ils montent souvent, mais sans obsession, sans obligations de principe. « Parfois, tout un jour, un enfant accompagne ses

camarades à la carrière. Il soigne les chevaux et cependant ne souhaite pas monter. Je sais que le lendemain, il sera le premier à les seller. » Pour pouvoir suivre chaque enfant, l'année est divisée en deux périodes. Une période où l'on apprend à monter, et une période où l'on apprend à soigner. Les enfants de Maurières ont donc deux périodes de formation. « Au-delà de huit à dix ans, ce n'est plus possible, et des petits groupes se forment naturellement. » De même pour l'âge : « Après douze ans, ils sont déjà gâtés et pensent trop à la compétition ».

« On voudrait rester toute l'année », assure Emmanuel, dix ans. Le haras de Maurières ne reçoit les enfants que pendant les vacances scolaires. Jean-Patrick n'a pas très envie de formuler d'autres grands projets. Pour le moment, il constate que les enfants et les poney paraissent heureux. Il songe qu'il devra partir un jour, mais le haras de Maurières, le nombre restreint de stagiaires et les prix pratiqués (500 F la semaine, pension complète, tout compris : seule une paire de bottes en caoutchouc est nécessaire) ne permettent pas une grande aisance matérielle... Mais le sais maintenant, que c'est ici que l'on se sent bien, dit-il. Parce que c'est ici qu'on a le plus aimé... CHARLES VIAL.

# Société

## POINT DE VUE

### LA RÉFORME DES CARRIÈRES UNIVERSITAIRES

## Vive le mandarinat !

par JEAN GATTEGNO (\*)

U n soin de l'appareil d'Etat, le service public de l'enseignement supérieur a un caractère spécifique, qu'il importe de préserver à l'avenir. L'université est un organisme vivant et fécond. Sa qualité repose principalement sur l'indépendance des enseignants vis-à-vis du pouvoir politique en place, quel qu'il soit, et sur la pluralité de leurs écoles de pensée. Le système en vigueur jusqu'à présent, malgré ses défauts, a permis de maintenir ce caractère en combinant l'examen préalable des aptitudes des candidats par une instance nationale, procédure nécessaire au recrutement d'enseignants fonctionnaires titulaires, et l'autonomie des universités dans le choix des enseignants, garantie éminente de leur cohérence scientifique et pédagogique ainsi que de la diversité des enseignements supérieurs.

C'est en fait, le gouvernement a choisi la date du 15 août pour publier quatre décrets dont les dispositions essentielles déséquilibrent gravement la vie universitaire et créent une organisation qu'aucun pays étranger ne peut nous envier. Le pluralisme des idées dans le milieu universitaire a désormais du plomb dans l'aile. A partir de février 1980, c'est un tout-puissant conseil supérieur, où la hiérarchie universitaire sera sur-représentée par rapport à son importance réelle dans les universités, qui recrutera tous les enseignants titulaires, en dernier ressort... Bien sûr, il prendra, pour ce faire, des avis, en premier lieu ceux des commissions constituées dans les universités. Mais ces dernières, surtout dans les petites universités, seront en partie composées d'enseignants désignés par le conseil supérieur, voire membres de celui-ci. Elles ne risquent donc guère de faire preuve de mauvaise foi. Le conseil supérieur a ainsi la haute main sur le choix de la plupart des enseignants. Il pourra éliminer sans difficulté tous ceux qui ne plaisent pas.

La conséquence immédiate sera l'instauration de véritables monopoles constitués par les écoles de pensée dominantes (il y a en dans toutes les disciplines). Ils seront d'autant plus puissants que le conseil supérieur sera en fonction pour six ans. En outre, le conseil supérieur aura la haute main sur le choix de la plupart des enseignants. Il pourra éliminer sans difficulté tous ceux qui ne plaisent pas.

et que ceux de ses membres qui seront élus le seront non point à la proportionnelle mais au scrutin uninominal, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des autres élections professionnelles.

### La fin de l'autonomie

L'indépendance universitaire est, elle aussi, diminuée. Le ministre s'octroie le droit de nommer le tiers des membres du conseil supérieur, au lieu du quart dans le système précédent. Seul le ministre est infiniment sage, que les conservateurs, les courtoisiers et autres importants auront par ce biais une occasion supplémentaire de faire partie du saint des saints. Pour que le verrouillage soit parfait, le ministre des universités s'octroie également le pouvoir de recruter lui-même qui bon lui semble sur les postes de professeurs nouvellement créés.

L'autonomie des universités, pourtant pièce maîtresse de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de novembre 1963, devient lettre morte. Elle succombe devant la prépondérance du conseil supérieur et l'intervention directe du ministre. Alors que les universités avaient, depuis bien des années, le dernier mot dans le choix de la grande majorité de leurs enseignants permanents, elles n'auront plus qu'à indiquer leurs préférences à un conseil supérieur qui peut en faire librement ce qu'il veut. En outre, le conseil supérieur aura le droit de passer de leur avis en instituant dans les disciplines de son choix un concours d'agrégation. Il aura donc le mot de la fin.

Enfin, contrairement à ce qui se passe d'ordinaire quand on substitue un régime de recrutement à un autre, aucune mesure n'est prévue pour préserver les droits des enseignants en fonction (en particulier les non-titulaires) dont l'aptitude avait été reconnue. Le conseil de la fonction publique avait pourtant, le 17 juillet, demandé que des mesures soient prises à leur intention.

(\*) Professeur de littérature anglaise à l'université Paris-VIII, secrétaire national du S.E.N.-C.F.D.T.

## SPORTS

### ESCRIME

#### LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE MELBOURNE

## La leçon de Cornelia Hanisch

Depuis la victoire de la fleuretiste ouest-allemande Adelheid Schmid en 1961, au championnat du monde de Turin, seule, parmi les escrimeuses occidentales, la Française Marie-Chantal Demaille, à Vienne en 1971, et l'Italienne Antonella Ragno, à Munich en 1972, avaient réussi à interrompre la longue série de succès remportés par les représentantes de l'Europe de l'Est : au total, dix-neuf victoires pour les Soviétiques, quatre pour les Hongroises et deux pour les Roumaines. Au regard de la domination encore exercée par l'U.R.S.S. depuis le début de la saison, personne n'imaginait que cette supériorité pourrait être battue en brèche. Dix-huit ans après le sacre d'Adelheid Schmid, déjà championne olympique à Rome en 1960, sa compatriote Cornelia Hanisch, âgée de vingt-sept ans, a donc causé une grande surprise en devenant lundi 20 août à l'université de Monash, près de Melbourne, la Soviétique Valentina Sidorova, tenant du titre, et la Hongroise Edit Szekeres, médaillée d'or en 1978 à Montréal, au terme du championnat du monde au fleuret féminin.

Déjà cinquième à Montréal et troisième à Hambourg en 1978, Cornelia Hanisch n'était pas une inconnue. On la savait capable de jouer les trouble-fête, mais sa technique demeurait trop incertaine. Avec ce tour handicap, elle a battu l'équipe de France 69 à 66 (score à la mi-temps, 32 à 29).

Certes, contre Sidorova et Szekeres, elle a été battue toutes deux par cinq touches à

### D'UN SPORT A L'AUTRE...

BASKET-BALL. — Au cours de la troisième rencontre de la phase retour de la Coupe intercontinentale de basket-ball, qui se disputait lundi 20 août, à Mexico, l'équipe du Mexique a battu l'équipe de France 69 à 66 (score à la mi-temps, 32 à 29).

CYCLISME. — Au cours de son congrès, qui avait lieu à Maastricht (Pays-Bas), lundi 20 août, la Fédération internationale amateur de cyclisme (FIAC), a admis comme membre la Chine par vingt-six voix contre vingt-cinq et trois abstentions, sans exclure Taiwan. La FIAC est la deuxième fédération sportive de Pékin après celles d'atletisme, de basket-ball, de canoë-kayak, de patinage, de volley-ball, d'escrime, d'haltérophilie, de hockey sur glace, de lutte, de gymnastique et d'athlétisme. La Chine a

également été reconnue par la Fédération de tennis de table, sport non olympique.

NATATION. — La nageuse américaine Diana Nyad, âgée de trente ans, a réussi, le 20 août, à relier les Bahamas à la Floride, exploit que personne n'avait réalisé avant elle. Sans être protégée par une cage contre requins, la nageuse a couvert les 96 kilomètres en vingt-sept heures quarante et une minutes. Diana Nyad, qui avait déjà tenté de vaincre le Gulf Stream l'an passé, avait dû abandonner une nouvelle fois, il y a deux semaines, après avoir été « piquée » par une méduse.

TENNIS. — Le champion du monde suédois, Björn Borg, a gagné, lundi 20 août, les internationaux du Canada, disputés à Toronto, en battant en finale l'Américain John McEnroe 6-3, 6-3.

### VOILE

#### L'ENQUÊTE

##### SUR LE DRAME DU FASTNET

C'est le lundi 20 août que s'est ouverte en Grande-Bretagne l'enquête officielle sur le drame du Fastnet, confiée à la Royal Yachting Association, sous la direction du capitaine de corvette en retraite Bill Anderson.

A l'avenir les concurrents engagés dans cette épreuve pourraient être tenus d'avoir déjà participé à deux courses en haute mer. Selon un porte-parole du Royal Ocean Racing Club, organisateur de l'épreuve, ce serait l'une des propositions que formuleraient en particulier les équipages des vingt-trois voiliers qui ont été perdus ou abandonnés.

Le Sunday Telegraph, qui s'intéresse beaucoup à la plaisance sportive, a publié, dimanche 19 août, un long et intéressant article de M. Bernard Hayman, bien connu outre-Manche où il préside l'une des commissions de la Royal Yachting Association et représente celle-ci auprès des pouvoirs publics. Selon lui, les déceptions causées par les canots pneumatiques. Il souligne le fait que plusieurs équipages semblent pris de panique ont abandonné des bateaux qui, par la suite, ont continué longtemps à flotter. Toutefois, M. Hayman ne paraît pas estimer qu'il soit indispensable d'exiger des concurrents du Fastnet une qualification particulière. — Y. A.

## VENDEZ

### LIVRES

### DISQUES

(33 tours parfait état)

Paiement comptant

en espèces ou C.B.

Si vous rachetez livres, papeterie

ou disques, paiement en bons avec

20 %

en +

SACELP

2, rue de l'Ecole-de-Médecine,

angle 26, BOULEVARD Saint-Michel,

M. OUDON - R.E.R. : LUXEMBOURG.

329-21-41, poste 52.

\* Autorisation écrite des parents

pour les moins de 16 ans

LES BUREAUX

que vous contactez

## FAITS DIVERS

### Dans les Alpes-Maritimes

#### LA FILLE

##### D'UN DIPLOMATE SAOUDIEN

##### DISPARUE DEPUIS LE 19 AOUT

## A ETÉ RETROUVÉE

Ghada Ghazawi, onze ans, fille d'un ambassadeur saoudien d'Arabie Saoudite, disparue depuis dimanche 19 août, a été retrouvée, à la gare de Marseille, le mardi 21 août, à la banlieue sud de Bangkok en Thaïlande, ce mardi 21 août, quand un train de marchandises a heurté violemment un convoi qui transportait trois cents voyageurs. — (U.P.I., A.P.)

### Plus de cinquante personnes

ont été tuées et au moins deux cents blessées au cours d'un accident de chemin de fer dans la banlieue sud de Bangkok en Thaïlande, ce mardi 21 août, quand un train de marchandises a heurté violemment un convoi qui transportait trois cents voyageurs. — (U.P.I., A.P.)

### Un malade du centre psycho-

thérapique de Jura (Moscille) a

été trouvé mort, dimanche

19 août, à 1 kilomètre du centre

de soins d'où il s'était enfui.

M. Jacky Antonello, vingt-deux

ans, était hospitalisé depuis un

mois dans cet établissement.

C'est le directeur du centre lui-même qui a découvert le corps du

malade, à demi-dévoilé, mais ne

portant aucune trace de coupe.

Un autopsie a été demandée; elle doit avoir lieu ce mardi 21 août.

Un mort et un disparu dans

un accident de volier près d'An-

no. — Un accident de volier

est produit, lundi matin 20 août,

au large des îles Sanguinaires

### LES FEUX DE FORÊT

## « Nous sommes tous impuissants

## face aux propriétés privées »

### déclare un maire des Bouches-du-Rhône

Les incendies qui ont ravagé 2 000 hectares, deux jours durant, au sud-est de Marseille ont tous été déclarés dans la matinée du lundi 20 août. L'apaisement du mistral a favorisé les efforts des sapeurs-pompiers. Les obstacles des deux maquis-pompiers qui ont trouvé la mort, le 18 août, en combattant l'incendie de la calanque de Morgiou, sur le littoral sud de Marseille, devaient avoir lieu mercredi 22 août, en présence du ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet.

Le comité « Cinquante Canadair pour sauver la Provence » (1) demande au président de la République de faire tenir les choix budgétaires nécessaires pour sau-

ver la Provence. Il recommande à tous ceux pour qui les feux ne sont pas une fatalité d'adresser au palais de l'Élysée lettres ou cartes accompagnées de ces seuls mots : « Pitié pour la forêt provençale, il faut la sauver ».

Interrogé par notre correspondant à Marseille, Jean Contrucci, M. Roland Poinvillain, maire (P.S.) d'Allauch (Bouches-du-Rhône), un des villages les plus sinistrés de Provence à la fin du mois de juillet, met en cause l'imprévoyance des pouvoirs publics et le retard des secours qui se seraient, d'après lui, manifestés quatre heures après le début du sinistre. Il promet — si la situation ne serait pas d'urgence — de créer, dès l'été prochain, des milices armées destinées à protéger les collines boisées ou du moins de qui l'on se repose. Il n'y a pas assez de Canadair, déclare-t-il. M. Poinvillain nous assure, en 1975, promis six appareils de plus, qui s'ils avaient été là, auraient empêché ce sinistre.

Il affirme également : « Nous sommes totalement impuissants face aux propriétés privées. Ainsi la forêt de Fontvieille, entre Marseille et Allauch, appartenait à un particulier qui n'habite pas la commune. Je lui ai adressé une lettre recommandée avec accusé de réception pour lui demander de répondre. Mon seul recours fut de lui envoyer la garde-champêtre qui lui adressa contravention. Lorsque nous nous tournâmes vers la direction départementale de l'agriculture, nous nous aperçûmes que nous n'avions pas de crédits pour un débours de 6 000 francs l'hectare. Voilà aussi pourquoi la Provence brûle ».

Le maire d'Allauch a proposé à tous les habitants de la région la création d'un comité de défense qui puisse devenir l'interlocuteur de l'Etat.

(1) Comité Cinquante Canadair pour sauver la Provence, 11, rue de la République, 13280 Les Milles.

## Pathologie médicale et

## étrange symptôme

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

### FRANÇOIS

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.

Un médecin qui soigne des patients atteints de troubles de l'audition a constaté que les symptômes de ces troubles étaient souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition. Ces troubles de l'audition sont souvent associés à des troubles de l'équilibre. Ces troubles de l'équilibre sont souvent associés à des troubles de l'audition.



# Le Monde DE LA MÉDECINE

Pathologie médicale et reconnaissance des visages

## Cet étrange symptôme nommé prosopagnosie

Pourquoi voyons-nous si facilement un visage dans les amoncellements de fruits, de légumes, de poissons des tableaux d'Arcimboldo ? Pourquoi disons-nous d'un camion qu'il a une « belle gueule » ? Pourquoi imaginons-nous des visages dans les fils changeants en regardant passer les « merveilleux nuages » ? Pourquoi sur une photo de groupe détectons-nous aussi

rapidement tel visage familier ? Pourquoi donnons-nous un âge à quelqu'un avec une aussi bonne précision ? Pourquoi cette fascination devant un auto-portrait de Rembrandt ? Il doit bien y avoir quelque chose de particulier dans notre manière de percevoir des visages, car c'en est une — requiert-elle des mécanismes céré-

braux du même ordre que ceux qui nous permettent de percevoir une table, un paysage, un oiseau qui vole ou des échantillons de laine colorée ? C'est une question que se posent aujourd'hui les scientifiques qui abordent la voie d'investigation où on ne les attendait guère.

par FRANÇOIS MICHEL (\*)

La pathologie cérébrale a alerté les chercheurs. Certains malades porteurs de lésions occipitales présentent quelquefois cet étrange symptôme appelé « prosopagnosie » : ils ont de grandes difficultés à reconnaître les physionomies. Étrange déficit qui peut amener un malade se trouvant nez à nez avec sa mère à lui dire : « Bonjour madame », jusqu'à ce que, ayant entendu le timbre et les intonations de la voix, il comprenne sa méprise. Ne pas savoir à qui on s'adresse, on l'imagine, rend la vie sociale très délicate, et de tels malades prennent la précaution d'attendre qu'il leur parle pour reconnaître l'interlocuteur. Pourtant, leur perception visuelle est tout à fait normale : s'ils ont une difficulté à reconnaître par exemple la marque et le type d'une voiture, les malades prosopagnosiques ne sont pas gênés dans la vie courante pour reconnaître les objets, les animaux, les couleurs, etc. En somme, la pathologie cérébrale a permis de découvrir quelque chose de particulier dans la perception des visages et leur reconnaissance.

La prosopagnosie, ainsi que l'a nommé Bodamer, est un symptôme très rare parce que les mécanismes cérébraux qui permettent de reconnaître les visages sont solidement établis dans les structures anatomiques fonctionnelles du cerveau.

Bien entendu, nous ne naissons pas avec un stock de visages préalablement enregistrés. Il faut apprendre à voir les visages. Mais peut-être est-il particulièrement facile d'apprendre les visages, comme si des circuits pré-établis ne demandaient qu'à se mettre en route dès la mise en contact avec ce stimulus bien particulier. Chacun sait qu'une des choses qu'un nourrisson a le plus de chances de voir, c'est très tôt et très longtemps, n'est autre que le visage de sa mère. En outre, c'est un visage qui parle, car nous ne voyons pas que nous « voyons » la voix sortir du visage.

Certains chercheurs pensent que le visage est une configuration perceptive tout à fait particulière, ayant valeur de stimulus déclenchant inné, au sens où l'entendent les éthologues, entre autres d'une même espèce. Beaucoup de travaux ont été consacrés, en outre, aux relations de visage à visage, de regard à regard entre la mère et l'enfant. Ce don de naissance et cet apprentissage sans effort nous permettent de reconnaître ce stimulus privilégié en une fraction de seconde, très loin, même sous un angle particulier, même déformé.

Si le temps nous en est laissé, nous regardons les visages selon une stratégie très particulière. Nous promouvons notre face, la partie la plus efficace de notre regard, qui recouvre à peu près la surface de l'ongle de l'index au bout de notre bras tendu, sur les différentes parties de visages sans doute, mais essentiellement dans un « V » d'un côté à l'autre. En d'autres termes, qui connaît la bouche de Léon Zitrone ?

Nous mettons en mémoire, et de manière quelquefois ineffaçable, les visages de nos proches. Même après des années, nous reconnaissons beaucoup de nos camarades sur une photo de classe, même si nous sommes incapables de mettre un nom sur chaque visage. À l'évidence, notre répertoire de visages est important.

### Le singe et le miroir

La reconnaissance des visages est un sujet d'étude privilégié en psychologie sociale, et de très nombreuses questions, qui ne sont rien moins que spéculatives, peuvent être posées. Pourquoi les Jaunes (ou les Blancs...) se ressemblent-ils ? Comment les Blancs voient-ils les Noirs et vice versa ? Quelle confiance accorder au miroir oculaire d'un criminel ? Comment détecter les tricheurs connus à l'entrée des salles de jeux ? L'ordinateur va-t-il nous aider dans ces tâches de reconnaissance ?

Le visage exprime nos émotions, souvent à notre insu. Il peut exprimer sans équivoque le plaisir, la tristesse, la surprise,

le dégoût, la peur, la colère, selon des mimiques qui sont presque universelles, qu'elles soient les vôtres ou celles d'un autre. On a montré que l'hémiface gauche exprimait mieux les émotions que la droite, puisque la reconstruction d'un visage en accolant deux côtés gauches est généralement plus expressive que la reconstruction avec deux côtés droits, pourtant reconnus comme plus proches de l'original.

Les mimiques, élément essentiel de la communication non verbale, modulent l'expression orale, tant il est vrai qu'un froncement de sourcil, une moue, un clin d'œil, renforcent, atténuent ou contredisent ce qui est dit.

Seuls les grands singes et l'homme reconnaissent leur propre image. On connaît la fameuse expérience de Gallup dans laquelle un chimpanzé, habitué à se voir dans un miroir, refusa d'enlever de son front une tache rouge qu'on y a peinte à son insu au cours d'une anesthésie : c'est donc lui-même qu'il voit dans le miroir.

Pour l'enfant, se reconnaître dans un miroir est une conquête importante, dès lors, il y a soi et les autres, clairement dissociés. Puis, ce sera la conquête du « je » et l'interrogation de l'autre : « Qui es-tu ? » son miroir : qui suis-je ? Perplexité et doute que ressent à l'occasion l'adulte face à sa propre image. Freud, dans un texte célèbre sur l'« énigme du miroir », raconte son embarras et sa

nervosité quand, se reconstruisant inopinément dans un miroir lors d'un voyage en train, il croit se reconnaître par un étranger malveillant. Étranger aussi mais moins inquiétant, ressentit par Claude Roy (1) : « Il regarda avec étonnement le passant qui s'approchait, parce que celui-ci lui ressemblait tellement à son père. Quand il en fut plus près, il s'aperçut que c'était lui, à l'improviste, en pied, dans un miroir » ; ou encore par Antoine Blondin (2) : « Soudain, je me surpris dans une glace, et ce que je vis, je ne le reconnus pas du tout ».

Le miroir pourtant ne trompe que dans des conditions de surprise ou de demi-obscurité. Mais on peut expérimentalement recréer cette inquiétante étrangeté dont parle Freud en confrontant un sujet avec sa propre image sur un écran de télévision. L'image de l'écran de télévision est sans couleur, elle n'est pas inversée, elle n'est pas nécessairement face à face et par là même, un peu déformée. Elle sera plus encore si on ajoute un délai de une ou deux secondes entre prise de vues et restitution : le sujet voit ses gestes et ses mimiques comme en écho. On observe alors que bien des sujets porteurs d'une lésion du cerveau, ou présentant des troubles psychiques, ou même des sujets normaux, sont déconcertés par la situation. Ils croient reconnaître quel-

(\*) Chercheur au C.N.R.S.

qu'un autre (souvent de leur famille) ou tardent à se reconnaître, ou même ne se reconnaissent pas.

Rares sont ceux qui sont à l'aise avec l'apparition de leur image qui surgit comme celle d'un autre, aucun va réagir selon sa propre structure d'attente cherchant une ressemblance chez l'observateur, l'observé, déformant ses traits à l'instar de la mécanique trouvant confirmation de sa déchéance, le schizophrène se détournant de cette image qui est à peine la sienne. Les thèses du Narcisse, du Double, de la conscience de soi n'appartiennent plus seulement aux peintres ou aux écrivains, ils sont aussi objets de science.

Mais, ira-t-on plus loin que l'histoire suivante : « Il était une fois un vieux et pauvre pêcheur, vivant dans une hutte isolée du bord de l'Irlande, et qui découvrit un jour sur la plage un objet brillant qu'il prit pour la première fois. Il le regarda attentivement et s'écria : « Dieu, quel objet ! » et s'en empara. C'était un objet si précieux, si précieux qu'il le garda dans son grenier, et toutes les nuits va le contempler à l'aube et le soir. C'était un objet si précieux qu'il ne le donna à personne, et c'est ainsi qu'il mourut. C'est une vieille histoire ».

(1) In : *Somme toute*. (2) In : *Monsieur Jadis*.

## Une exposition sur la protection de la santé à Venise

### Dès la moindre menace d'épidémie...

Venise prépare pour l'automne une grande exposition sur le thème « Peste et société ». Pourquoi Venise ? Parce que le fléau et la grande peur qu'il provoque n'eurent pas pour seul effet d'y décimer la population à plusieurs reprises, mais aussi de doter la sérénissime de deux de ses joyaux, l'église du Rédempteur en 1576, et la Santa Maria della Salute en 1630. C'est, en effet, pour rendre grâce au Seigneur et à la Sainte-Vierge d'avoir mis fin à deux épidémies parmi les pires, que ces monuments ont été érigés. Mais ce n'est pas seulement en remerciant le ciel que

l'autorité, à partir de 1530, de deux « super-proviseurs » et s'inscrivant souvent la crainte de la peste, ont été les deux piliers de la politique sanitaire de Venise. Les deux « super-proviseurs » étaient des médecins, et les deux piliers étaient des érudits, et pour connaître des détails de ces controverses en matière sanitaire, à ceux du Sénat et parfois même du grand conseil des « Quarantières », les deux « super-proviseurs » ont été les deux piliers de la politique sanitaire de Venise.

En juin 1549, la « grande peste », décrite par Boccaccio, fit tant de victimes que, selon une chronique, à la fin de l'épidémie, il ne restait plus que la moitié de la population. C'est pourquoi, à la fin de l'épidémie, le Sénat interdit aux survivants de porter le deuil « afin d'éviter de se placer pleins de tristesse » ; exception est autorisée « pour les femmes de plus de cinquante ans et pour celles qui paraissent manifestement à cause de leur pauvreté, n'avoir d'autres vêtements ».

Date importante pour Venise comme pour le reste de l'Europe dans l'histoire de l'administration de la santé publique : le 7 janvier 1486, le Sénat crée la charge de « magistrat à la santé », destinée à durer aussi longtemps que la République. Il s'agit, en fait, non d'une personne mais d'un collège de trois « proviseurs à la santé » placés

sous l'autorité, à partir de 1530, de deux « super-proviseurs » et s'inscrivant souvent la crainte de la peste, ont été les deux piliers de la politique sanitaire de Venise. Les deux « super-proviseurs » étaient des médecins, et les deux piliers étaient des érudits, et pour connaître des détails de ces controverses en matière sanitaire, à ceux du Sénat et parfois même du grand conseil des « Quarantières », les deux « super-proviseurs » ont été les deux piliers de la politique sanitaire de Venise.

### Le menu quotidien en 1787...

Aux dix-septième et dix-huitième siècles, Venise est renommée pour avoir créé avec un grand nombre de villes et de pays un système d'échange d'informations sanitaires. C'est ainsi, par exemple, que Venise fait connaître à Bologne, en 1673, les précautions à prendre pour décontaminer les marchandises. Dès la moindre menace d'épidémie, le magistrat à la santé établit autour des territoires de la République un réseau de cordons sanitaires important comme le montre un organigramme exposé au Frari et si serré que les contemporains le jugeaient infranchissable. Si Casanova, qui témoigne dans ses *Mémoires* qu'« à Venise la rigueur en matière sanitaire était extrême », se vante cependant d'avoir réussi à contourner ce réseau en 1744, au siècle précédent l'ambassadeur de Grande-Bretagne n'est pas la même chance : une dépêche adressée au Sénat par le « résident de Venétie en Savoie » et datée de Turin le 2 décembre 1619 relate que le diplomate britannique fut, en dépit de ses protestations indignées, arrêté et retenu pour quarante jours au poste de Fontebbia. Le résident approuve, au demeurant, sans réserve cette mesure, car, écrit-il,

Venise marque, au cours de son histoire, son intérêt pour la santé publique : elle suit toujours, du treizième siècle à la fin de la République (1797) l'organisation des services de santé en avance sur leur époque. C'est ce que tend à démontrer l'exposition documentaire intitulée « Protection de la santé à Venise » qui a lieu actuellement dans l'ancien couvent des Frari, siège des archives d'Etat de la cité lagunaire, et c'est la conviction que l'on emporte si on suit la visite commentée de Mme Maria Francesca Tiepolo, directrice des archives.

surmontées du lion de saint Marc signées de ces « illustres et excellents seigneurs », alias de la fermeture des puits publics suspects et du contrôle biennal des « réceptacles en cuivre utilisés dans les boutiques de comestibles » à la surveillance que le Conseil des dix leur délègue en 1539 des « personnes mendiennes et d'autre sorte », y compris les « courtisanes ».

Le magistrat à la santé est suprême.

Ce ne sont là que quelques-unes parmi les trois cents pages exposées dont certaines sont des illustrations, comme cette gravure de Zompino datée de 1785 qui représente un éboueur des canaux dans l'exercice de ses activités ou comme ce plan coloré où l'on voit l'emplacement de l'« office du magistrat » sur la place Saint-Marc entre la « grainerie » et les « magasins » aujourd'hui disparus. Ou encore ce vaste tableau détaillé, indiquant quel était, en 1787, le menu quotidien des « malades recueillis dans les infirmeries des incurables » dont l'ordinaire prévoyait le matin « un sou de pain dans du bouillon », à midi « 2 onces de riz ou 3 1/2 onces d'orge bien cuit, 2 onces de viande de bœuf ou 4 onces avec l'os, 2 sous de pain et un quart de vin adouci », et le soir « 1 sou de pain bouilli ou 2 1/2 onces d'orge, 1 once de viande de bœuf plus 1 sou de pain et un quart de vin comme ci-dessus ». C'était là un menu de doge à côté de ce que recevaient ceux des malades qui

## La réanimation des noyés

Les premiers gestes sont à la portée de tous

Les principes de la réanimation des noyés devraient être connus de tous, d'autant qu'ils sont simples. Appliqués avec célérité, ils peuvent sauver des vies et éviter de graves perturbations de l'équilibre cérébral, responsables de séquelles invalidantes.

En France, chaque année quatre mille personnes meurent noyées. Chaque jour, la liste des noyés s'allonge après celles, récentes, des Sablons-d'Olonne, de la Gironde et du Mont-Saint-Michel. Si la mer attire plus particulièrement l'attention, les noyades en eau douce sont aussi très nombreuses. Beaucoup surviennent dans des piscines et les victimes sont souvent de jeunes enfants. Aux États-Unis, 36 % des morts par noyade touchent des enfants de moins de quatre ans et ont lieu dans des piscines privées ; ce pourcentage s'élève à 50 % pour les enfants de moins de trois ans. La législation du district de Colombie (Amérique) impose une clôture permanente de 110 centimètres au moins autour des piscines privées dépassant une certaine capacité à permis, en cinq années, de n'observer qu'une seule noyade.

Ainsi, à côté de l'éducation des parents, élément fondamental d'une prévention préconisée par le comité d'experts de la Société française de pédiatrie sur la prévention des accidents (1), la connaissance des premiers gestes de réanimation des noyés paraît très précieuse.

En présence d'un noyé, la conduite à tenir est univoque et consiste, après un examen rapide, à assurer ou à restaurer les fonctions vitales de l'organisme, en attendant l'arrivée des secours médicaux. L'examen rapide permet d'apprécier les fonctions vitales, l'état de conscience et le retentissement sur l'organisme de cette immersion (la dilatation des pupilles se réagissant pas au passage de l'obscurité à la lumière étant d'un pronostic médiocre). Les deux grandes fonctions vitales qu'il faudra restaurer si elles sont défectueuses sont la ventilation pulmonaire et la circulation sanguine appréciée par la palpation des gros puls (fémoraux, par exemple, au niveau de l'aîne). Assurer une ventilation efficace nécessite tout d'abord la libération des voies aériennes :

ablation de tout obstacle (dentier, corps étrangers...), déflexion de la tête en arrière en plaçant les vêtements roulés sous les épaules, subluxation du maxillaire inférieur qui permet de dégager l'orifice trachéal obstrué par la chute de la langue en arrière. La mise en position décline pour vider les poumons n'est pas souhaitable, car elle risque d'introduire la liquide gastrique acide dans les poumons et d'entraîner de graves lésions de ses derniers. Une fois le noyé ainsi installé, la respiration artificielle est entreprise. Les méthodes par voie externe (Emerson, Silvester, Nielson, Schaeffer) anciennement enseignées doivent être abandonnées au profit du bouche-à-bouche ou du bouche-à-nez chez l'enfant, nettement plus efficace. Après une inspiration profonde, la « bouche » largement ouverte, appliquée sur celle du noyé, de façon aussi étanche que possible, on obstrue les narines pour empêcher les fuites d'air, on expire franchement jusqu'à ce que le thorax se soulève. L'expiration se fera de façon passive.

En l'absence de pouls fémoral, un massage cardiaque externe est couplé à la respiration artificielle. Il est assuré de préférence par un autre sauveteur. Le noyé étant allongé sur un plan dur, il faut appliquer une pression verticale, importante, sur le milieu du sternum avec le talon de la main droite, l'autre main placée perpendiculairement au-dessus de la précédente, bras tendus, en utilisant tout le poids de son corps ; le rythme doit être d'une pression par seconde. La respiration artificielle et le massage cardiaque externe ne doivent pas se contrarier et donc ne pas être pratiqués simultanément. Une insufflation est suivie de quatre ou cinq massages cardiaques et ainsi de suite. L'efficacité de cette technique peut être appréciée par la recoloration de la peau et des muqueuses et par la perception d'un pouls fémoral.

La réanimation entreprise doit être poursuivie sans relâche, jusqu'à l'arrivée de l'ambulance de réanimation, parfois pendant une demi-heure, voire une heure selon l'éloignement du lieu de sauvetage. Il convient alors de relayer souvent les sauveteurs dans la mesure où la technique est très fatigante.

Dr PHILIPPE LEDUC.

(1) Centre international de l'enfance, château de Longchamp, bois de Boulogne, 75016 Paris.

ISABELLE VICHNIAC.

## LIVRES

■ **ALCOOL ET CANCER**, du docteur Albert KUPFER, Centre international de recherche sur le cancer (Lyon) ; distribué par l'Organisation mondiale de la santé (Genève), 62 pages. Dans cette courte monographie, qui compte une trentaine de pages, le docteur Albert KUPFER, médecin épidémiologiste travaillant au Centre international de recherche sur le cancer, expose ses conclusions sur les aspects des cancers associés à la consommation de boissons alcoolisées, et expose ses conclusions de façon très claire. Il montre que, bien que les mécanismes par lesquels l'alcool agit sur les tissus humains pour produire un cancer soient encore incertains, le risque d'être atteint d'un cancer de la bouche, du larynx, du pharynx, et de l'œsophage augmente en proportion de la

quantité d'alcool consommée. Ce risque est accru quand l'usage de boissons alcoolisées est associé à l'usage du tabac. ■ **LES MANIPULATIONS VERTÉBRÉES**, du docteur François Le Corre, PUF, collection « Que sais-je ? », 128 pages. Un intéressant ouvrage qui présente non seulement avec concision la manipulation vertébrale médicale et son évolution, mais aussi les différentes autres pratiques, le rebouteux, l'ostéopathe, la chiropractie. Ce qui permet un éclairage nouveau dans la mesure où la confusion est fréquente. Dans la deuxième partie, l'auteur détaille une séance de traitement manipulateur, puis passe en revue les indications, les contre-indications et les risques de cette thérapeutique. Enfin, le problème de la juridiction actuelle qui régit cette pratique aux yeux de la médecine est évoqué.



ITALIE MONT-SERYANG











# SPECTACLES

**TROISIEME GENERATION (A.I.)** : 14-Juillet-Parasense, 10 (225-85-00). J. S. L. UTOPIA (Fr.). Vendôme, 2 (742-97-52). Le Seine, 5 (325-85-99). b. 99 VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.o.) : Cluny-Ecoles, 8 (354-20-12). U.G.C. Marbeuf, 8 (325-18-41). V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (361-30-32). ZOO ZERO (Fr.). Palais des Arts, 2 (712-62-89). Le Seine, 5 (325-85-99).

## Les grandes reprises

**AMALGAM (A.I.)** : Parasense, 10 (325-85-11). Quinquette, 5 (323-35-01). Pagine, 7 (705-12-15). **L'AMERICAIN (A.I.)** : Studio du Gai, 5 (302-89-29). **ANDRÉ NOUBLEV (Sov.)** : Cosmos, 6 (354-62-25). **L'AMOUR VILAIN (Fr.)** : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (357-90-81). **ANNIE HALL (A. v.o.)** : Cinépolis-Saint-Germain, 9 (333-10-92). **L'ARNAQUE (A. v.o.)** : Lucevère, 9 (344-37-34). **ARSPIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.)** : Studio Logos, 5 (323-35-01). **LE BAI DES VAMPIRES (A. v.o.)** : Cluny-Palace, 6 (303-07-16). **LE BAL DES MAUDITS (A. v.o.)** : Paramount Opéra, 5 (303-34-37). **BANUI (A. v.o.)** : Napoléon, 17 (330-41-61). **BARBARRUSSE (Jap. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (354-46-81). **BEN HUR (A. v.o.)** : Ambassade, 8 (358-19-48). Saint-Michel, 5 (325-17-11). V.F. : France, 9 (320-33-88). Gaumont Sud, 14 (331-51-19). Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23). Wapler, 15 (387-59-01). Gaumont Gambetta, 20 (379-02-74). Fauvette, 15 (331-56-81). **BERNARD ET BIANCA (A. v.o.)** : Cambronne, 15 (334-42-86). **LA BETTE (Fr.)** : U.G.C., 6 (325-17-48). Biarritz, 5 (325-85-23). Cinéma-Opéra, 9 (770-01-90). U.G.C. Gare de Lyon, 15 (343-01-59). Mistrat, 14 (350-35-32). Bienvenue-Montparnasse, 15 (344-23-22). **LE CHATEAU DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.)** : Berlitz, 2 (342-90-31). Quinquette, 5 (323-35-01). Colisée, 8 (325-85-23). Parasense, 10 (323-35-01). Gaumont Convention, 15 (323-42-27). Cluny-Palace, 15 (323-37-41). **COUSIN, COUSINE (Fr.)** : Grand Pavois, 15 (354-46-81). **LE CRIF (A. v.o.)** : Hauteville, 6 (325-19-28). Parasense, 10 (323-35-01). **LE DECAMERON (A. v.o.)** : Cham-pollion, 3 (303-31-29). **DELIVRANCE (A. v.o.)** : Quinquette, 5 (323-35-01). Monte-Carlo, 8 (325-02-03). V.F. : Beldor, 8 (373-56-03). Gaumont Convention, 15 (323-42-27). Parasense, 10 (323-35-01). **LA DENTELLIERE (Fr.)** : Grand Pavois, 15 (354-46-81). **DERNIER AMOUR (A. v.o.)** : A. Bazo, 15 (337-74-29). **DEROUE OZALIA (Sov. v.o.)** : Publics Saint-Germain, 9 (333-10-92). **ODYSSEE DE L'ESPACE (A. v.o.)** : Hausmann, 8 (770-01-90). **L'EXORCISTE (A. v.o.)** : Beldor, 8 (373-56-03). Cambronne, 15 (323-42-27). Cluny-Palace, 15 (323-37-41). **LES FANTOMES DE BARBE-NOIRE (A. v.o.)** : Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23). **LA FIANCEE DU PIRATE (Fr.)** : Saint-Lazare Paquetier, 9 (387-25-43). **FRANCAIS, SI VOUS SAVEZ (Fr.)** : Grand Pavois, 15 (354-46-81). **LE GRAND MEURTRE (Fr.)** : Dendert, 14 (333-07-11). **LA GRANDE RUFFE (Fr.)** : Parasense, 10 (323-35-01). **LES VALSEUSES (Fr.)** : Mistrat, 14 (350-35-32).

**LE GRANT SOMMEIL (A. v.o.)** : Action-Christine, 9 (325-85-78). Jours Impurs. **LA GUERRE DES ETOILES (A. v.o.)** : Maitrot Palace, 17 (374-10-00). Seul Nord. **HISTOIRE D'UN (Fr.)** : Parasense, 10 (323-35-01). **KLONOPHORIA (A. v.o.)** : 306-50-30. **HISTOIRE D'UN (Fr.)** : Parasense, 10 (323-35-01). **PARAMOUNT EYES, 13 (335-49-24)** : Paramount Montparnasse, 14 (323-35-01). **LES HOMMES DU PRESIDENT (A. v.o.)** : La Claf, 5 (337-01-50). **LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A. v.o.)** : Kinoparadise, 15 (320-33-88). **LA HUNTE DE LA JUNGLE (Fr.)** : Beldor, 8 (373-56-03). **U.G.C. Danton, 8 (325-18-41)** : U.G.C. Gobelin, 13 (331-05-19). **Stasque-Montparnasse, 15 (344-23-22)**. **J'IRAI CRACHER SUR VOS TOMBES (Fr.)** : Palais des Arts, 2 (712-62-89). **L'INCORRIGIBLE (Fr.)** : U.G.C. Opéra, 2 (361-30-32). **U.G.C. Danton, 8 (325-18-41)** : U.G.C. Gobelin, 13 (331-05-19). **Stasque-Montparnasse, 15 (344-23-22)**. **LA LAUREAT (A. v.o.)** : La Claf, 5 (337-01-50). **LITTLE BIG MAN (A. v.o.)** : U.G.C. Marbeuf, 8 (325-18-41). **LAWRENCE D'ARABIE (A. v.o.)** : 70 mm. Broadway, 15 (327-41-18). **LOLITA (A. v.o.)** : Olympia, 14 (322-19-23). **MACADAM COW-BOY (A. v.o.)** : NORE (A. v.o.) : Quinquette, 5 (323-35-01). **Elysees-Lancelotti, 8 (338-25-40)**. **MARY POPPINS (A. v.o.)** : Gaumont, 15 (334-20-12). **MES CHERS AMIS (A. v.o.)** : Saint-Germain-Ruechelle, 5 (333-87-38). **Stasque-Montparnasse, 15 (344-23-22)**. **Parasense, 10 (323-35-01)**. **NATION, 15 (343-04-67)**. **Saint-Lazare Paquetier, 9 (387-25-43)**. **MONTY PYTHON (A. v.o.)** : Cluny-Ecoles, 8 (325-17-48). **Publics-Saint-Germain, 9 (333-10-92)**. **LE MINISTRE DE LA CHAMBRE JAUNE (Fr.)** : Saint-André-des-Arts, 6 (325-48-18). Jours pairs. **NOUS NOUS SOMMES TANT AIMER (A. v.o.)** : Acadus Champ, 5 (303-31-29). **ORANGE MECANIQUE (A. v.o.)** : Hausmann, 8 (770-01-90). **PARFUM DE FEMME (A. v.o.)** : Elysees Point Show, 8 (325-67-29). **V.F. Impérial, 2 (742-72-51)**. **LE PARRAIN (A. v.o.)** : Colisée, 8 (359-23-48). **14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (387-59-01)**. **Beldor, 8 (373-56-03)**. **Parasense, 10 (323-35-01)**. **Cluny-Palace, 15 (323-37-41)**. **PLAYTIME (Fr.)** : Studio J.-C. Coe-leau, 5 (323-41-82). **LE PORT DE L'ANGOISSE (A. v.o.)** : Action-Christine, 9 (325-85-78). Jours pairs. **LES PRODUCTEURS (A. v.o.)** : Grand Augustin, 8 (324-22-13). **V.F. : Beldor, 8 (373-56-03)**. **Montparnasse-82, 6 (544-14-27)**. **France-Paradis, 15 (343-04-67)**. **Nation, 15 (343-04-67)**. **SENSO (A. v.o.)** : Olympia, 14 (322-19-23). **SOLARIS (Sov.)** : Cosmos, 6 (354-62-25). **SOLEIL VERT (A. v.o.)** : Maitrot Palace, 17 (374-10-00). (seul mardi). **UN CHEF DE RAYON EXPLORE (A. v.o.)** : Studio Bertrand, 7 (378-01-50). **LES YEUX DE LAURA MARS (A. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (354-46-81). **LES VALSEUSES (Fr.)** : Mistrat, 14 (350-35-32).

**Naissances**  
— Geneviève et Frédéric WAPLER, Hélène et Eléonore, ont le plaisir d'annoncer la naissance de Léopard, 15 août 1979, Versailles.

— Le docteur et Mme VIARD, le docteur et Mme DADVARE, ont la joie de faire part de la naissance de Diane, leur petite-fille et fille. Meched, 9 mai 1979. 18, rue de la République, 93000 Toulon.

— Ann-Carol WERQUIN et Alain DEMANGEON ont la joie d'annoncer la naissance de Clary, le 13 août, à Paris, 9, rue de Châteaudun.

**Mariages**  
Michèle KETTERER et Dominique RAISON, sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré dans l'intimité, le 17 août 1979, 8, rue Jean-Moréas, 75017 Paris.

**Décès**  
**GÉNÉRAL DEQUIL**  
Nous apprenons le décès survenu le 19 août, à Vers-Saint-Denis (Seine-et-Marne), du général de corps d'armée GÉNÉRAL DEQUIL, grand officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu le mercredi 22 août, à 16 heures, en l'église de Vers-Saint-Denis.

(Né le 16 avril 1911 à Stenay (Meuse), Jean Dequil sort de Saint-Cyr dans l'infanterie, il part d'abord au Maroc (1932-1933). Il participe ensuite à la campagne de France, fait prisonnier le 22 juin 1940, il restera en captivité jusqu'en avril 1945. Il a appartenu en juillet 1946 au cabinet militaire d'Edmond Michelet, ministre des forces armées. Puis il passe au service d'information du ministère de la guerre en octobre 1947 pour apporter ensuite au cabinet du général Humbert, chef d'état-major de l'armée. En 1953, il est à l'état-major des forces armées avec le général Elv et le suit en Indochine, en 1954, lorsque ce dernier devient haut-commissaire de France et commandant en chef. Le 1<sup>er</sup> novembre 1959, il est nommé commandant le 2<sup>e</sup> régiment de hussards et le secteur de Saint-Arnaud (Algérie). Il devient en novembre 1961 expert militaire auprès de l'Assemblée nationale. Le 1<sup>er</sup> mai 1962, Georges Pompidou, premier ministre, l'appelle comme chef de son cabinet militaire. Il poursuivra sa carrière auprès de Georges Pompidou, président de la République, comme chef d'état-major particulier, poste qu'il occupera avec le général de corps d'armée, du 20 juin 1964 au 30 juillet 1971, avant d'être admis dans la deuxième section.)

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les interventions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Mme Jean Benoit, ses enfants Véronique et Pierre, Mme veuve Robert Benoit, Mme veuve Joseph Benichou, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de Jean BENOIT, survenu le 9 août 1979, L'inhumation aura lieu le jeudi 23 août 1979. On se réunira, à 14 heures, à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien.

148, rue de Lourmel, 75015 Paris.

— Mme André Camus, Mme Jacqueline Lantusse et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. André CAMUS, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de recherches à l'INRA, survenu le 18 août 1979, à Dreux.

Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame de Surbourg (Charente-Maritime), le mercredi 22 août, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Jean-Marie Druart, Thierry, Hervé, Sophie et Emmanuel Druart, M. et Mme Alphonse Deretz, Mme Louis Druart, M. et Mme Jean-Claude Deretz, M. et Mme Daniel Aves, M. et Mme Jean-Louis Druart, ont la douleur de faire part du décès de Mme Jean-Marie DRUART, née Michèle Deretz, directrice de la Maison Arène-Flours, survenue accidentellement, à Arcachon, à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 23 août 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau (8<sup>e</sup> arrondissement, Paris-16<sup>e</sup>), où l'on se réunira.

8, rue Picot, 75116 Paris.

— M. Jean-Marie Druart, gérant de la Maison Arène-Flours, Mme Geneviève Arène, Le personnel de la maison Arène-Flours, ont la douleur de faire part du décès de Mme Jean-Marie DRUART, née Michèle Deretz, directrice, survenue accidentellement, à Arcachon, à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 23 août 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau (8<sup>e</sup> arrondissement, Paris-16<sup>e</sup>), où l'on se réunira.

8, rue Picot, 75116 Paris.

— Suzanne et Azzedine Guellois, ses parents, Hedi Guellois, son frère, M. et Mme Abdelaziz Guellois, M. et Mme René Dimon, ses grands-parents, Mme veuve R. Dimon, son arrière-grand-mère, Mlle Françoise Schiro qui l'a élevé, Les familles Guellois, Dimon, Finales et allées, ont la douleur d'annoncer le décès de

AN GUELOIS, journaliste-reporter, attaché à leur affection le 5 août 1979, à l'âge de vingt-trois ans. Les obsèques ont eu lieu le 7 août 1979, à Méthun, 59, cité Saint-Louis (France). Sérdyns, 88280 Olette (France).

— Feliks Konner, Joseph, Ewa, Anna, Field, Frena et Kasmierz Mosolewski, Alicja Fenziger, Lena, Jacques, Irène, Catherine Jami, ont la douleur de faire part du décès de Waldyria HEED, née Henner, survenu le 19 août 1979.

Les obsèques auront lieu le 22 août 1979, à 16 heures, au nouveau cimetière de Gif-sur-Yvette (Essonne). Des fleurs, pas de couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Poliveau, 75005 Paris.

— M. et Mme René Chevrier, Mme Henri et Gilbert Julien, M. et Mme Jean-Claude Chevrier, Mme Julia Bignon, ont la douleur de faire part du décès de M. André JULIEN, survenu le 8 août 1979.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 17 août 1979, en l'église des Portes-en-Ré.

— Le professeur et Mme Gabriel Laurence, les cadres, le personnel des échelons locaux des Services médicaux de Saint-Brieuc, Brest, Quimper, Rennes, Vannes, ont la douleur d'annoncer le décès de Docteur Pierre VINCENT, médecin-conseil régional de la Sécurité sociale.

Les obsèques auront lieu à Rennes, en l'église Saint-Augustin, ce mardi 21 août 1979, à 16 heures.

— La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, Le médecin-conseil régional adjoint, Les praticiens coordonnateurs, Les praticiens-conseils, les cadres, le personnel de la direction du service médical de la région Rennes-Bretagne, ont la douleur d'annoncer le décès de Docteur Pierre VINCENT, médecin-conseil régional de la Sécurité sociale.

Les obsèques auront lieu à Rennes, en l'église Saint-Augustin, ce mardi 21 août 1979, à 16 heures.

— Mme Narbont, ses enfants, Les familles Narbont, parentes et allées, très touchées par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M. André NARBONT, prient toutes les personnes qui leur ont écrit de les excuser de ne pouvoir répondre individuellement et les remercient bien sincèrement.

— Mme Benjamin Yanni, Et sa famille, très sensibles aux marques de sympathie dont elles ont été entourées lors du décès de M. Benjamin YANNI, adressent à tous leurs amis leurs plus sincères remerciements.

— Mme Daniel Wal, M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

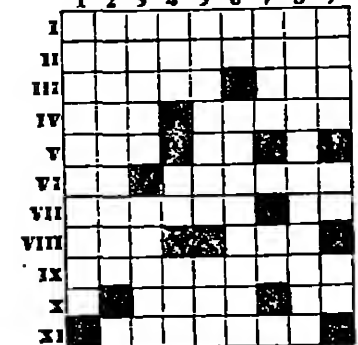
— M. et Mme Jean-Michel Wal, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et leur ont témoigné amitié et affection à l'occasion du décès de Docteur Daniel WAL.

# CARNET

## AUJOURD'HUI

### MOTS CROISÉS

**PROBLEME N° 2168**



**HORIZONTALEMENT**  
1. Nom qu'on peut donner à celui qui voit juste. — II. Celles que l'on met à la porte. — III. Qui peuvent donc nous attirer. — IV. Très raide. Un homme qui a du poids. — V. Baie au Japon. — VI. enfant. — VII. Utile pour ceux qui font des projets. Nom qu'on peut donner à des sortes de mouches. — VIII. Elève comme un monument. Article. — IX. Utile pour retourner. Pointe d'étoile. — X. Un homme qui pose. — XI. Sorte de foire. Résidence pour des princes. — XII. Ne cont que des boulettes quand elles sont petites.

**VERTICALEMENT**  
1. Caractère ce qui ne peut pas flouter. — 2. Mot qu'on peut prononcer quand c'est le maximum. — 3. Part d'une suite de cabinets. Peut représenter le patron. — 4. Commence avec un nouvel ordre. Morceau de tige. Adjectif qui peut s'appliquer à un pied. — 5. Comme un cheval au lequel il y a de grosses mouches. La où l'on se trouve. — 6. Note. Ne connaissant que la consigne quand elles sont vieilles. — 7. Bout de bois. Fleuve côtier.

8. Il est évident qu'elles sont renouées. — 9. Bien des barons y ont été accrochés. Qui avait donc circulé. Mot qui peut évoquer un port.

**Solution du problème n° 2467**

**Horizontalement**  
I. Ecailleuse. Ben. — II. Euros. — III. Union. Sèvres. — IV. Pé. Nettes. — V. Ontario. — VI. Ité. Verso. — VII. SR. Aperçu. — VIII. Ceufs. — IX. NL. Aune. — X. T. Nacres. — XI. Udine. — XII. Errois. — XIII. Sesterce. — XIV. ESE. Irrations. — XV. Serpente.

**Verticalement**  
1. Empoisonneuses. — 2. Eu. Entrelardé (cf. fleche). — 3. Cru. Tê. Crises. — 4. Tonna. — 5. Olier. PS. Enée. — 6. Otte. Es. Rip. — 7. Lento. — 8. Rées. — 9. Sasse. Urne. St. — 10. Mie. CV. Ues. — 11. Elvire. — 12. Lévirostre. — 13. ESP. — 14. Zole



# RADIO-TÉLÉVISION

## LE DÉBAT SUR LE MONOPOLE

# Pour une nouvelle politique

## II. — Des sociétés d'économie mixte de télévision

par JEAN-CLAUDE SERVAN-SCHREIBER (\*)

Dans un premier article (Le Monde, du 21 août), M. Jean-Claude Servan-Schreiber, membre du haut conseil de l'audiovisuel, désigné national à l'audiovisuel du R.P.R., a proposé les éléments d'une nouvelle organisation du monopole d'Etat sur la radio.

La réorganisation de la télévision pose des problèmes plus complexes que pour la radio. En effet, la télévision est aujourd'hui l'élément moteur du secteur de l'audiovisuel. Les neuf mille heures de programmes qui sont diffusées chaque année sur le petit écran sont regardées par des dizaines de millions de personnes tout au long de la journée et entraînent un volume de dépenses et de recettes publicitaires très supérieur à celui qu'engendre la radio.

Par ailleurs, le monopole est resté, dans ce domaine, pratiquement intact. Les deux stations périphériques, Télé-Montecarlo qui est une filiale d'Europe n° 1, et Télé-Luxembourg, qui dépend

de R.T.L., ne couvrent qu'une part très limitée de la population en raison de la faible portée des faisceaux hertziens.

Il n'est pas moins indispensable de revoir les structures existantes afin d'adapter le pluralisme de ce secteur et de rompre l'isolement de la télévision par rapport aux autres médias.

Toutefois, en raison des bouleversements qu'entraînerait cette réforme, il est bien évident que celle-ci devrait être préparée par une vaste discussion. Celle-ci devrait comporter un débat approfondi au Parlement, et la consultation des milieux intéressés de la presse et de la publicité pourrait être précédée d'un rapport préparé par un groupe d'experts.

Cela étant dit, l'organisation de la télévision pourrait adopter la forme suivante.

a) Une société nationale de télévision. En toute hypothèse, une chaîne devrait rester entièrement publique. Il pourrait s'agir de l'actuel réseau de T.F. 1 qui se-

rait, comme c'est le cas aujourd'hui, une société nationale dont le capital appartiendrait à l'Etat. On pourrait renforcer ce caractère public en supprimant la publicité de marques qui assure actuellement plus de la moitié des ressources de T.F. 1. La société serait entièrement financée par la redevance, grâce à une dotation annuelle qui lui serait affectée par une décision de l'autorité de l'audiovisuel prise après avis des ministères intéressés et du Parlement.

En ce qui concerne les programmes, ceux-ci devraient être conformes aux orientations définies par un cahier des charges qui pourrait mettre notamment l'accent sur les émissions de loisir. En effet, la chaîne ne devrait pas être enfermée par des obligations trop précises, dans un « ghetto » culturel qui lui ferait perdre son audience.

La composition du conseil d'ad-

ministration pourrait être analogue à celle qui est prévue par la loi du 7 août 1974 pour les sociétés de programmes, c'est-à-dire six à huit membres représentant l'Etat, le monde culturel, le Parlement et le personnel. Le président pourrait être nommé pour trois ou quatre ans, par décret en conseil des ministères.

b) Des sociétés d'économie mixte. Le deuxième réseau qui est actuellement exploité par Antenne 2 et le troisième rendu possible par la loi de 1974, pourraient être confiés à des sociétés d'économie mixte. Le capital de celles-ci resterait pour un tiers à l'Etat. Les deux autres tiers seraient répartis dans le public. Toutefois, il faudrait éviter qu'un groupe financier acquière une partie de ces parts et dispose de ce fait d'un pouvoir de contrôle sur un organisme gérant une partie du patrimoine public. La loi d'abord, les statuts des sociétés ensuite, devraient prévoir un dispositif rendant impossible toute tentative de mainmise des intérêts privés en précisant, par exemple, que les actions devraient être détenues, en nombre limité, que par des personnes physiques.

Les sociétés tiendraient la totalité de leurs ressources de la publicité et de recettes commerciales. Elles seraient soumises à un cahier des charges dont l'application serait contrôlée par l'autorité de l'audiovisuel. Ce cahier contiendrait des clauses relatives à la publicité et au contenu des programmes.

Pour la publicité, on pourrait reprendre la réglementation qu'a élaborée depuis dix ans la Régie française de publicité, et qui a pour objet d'éviter que les annonceurs aient une influence sur le contenu des émissions, que celles-ci soient interrompues par des messages publicitaires, que ces messages aient à l'encontre d'un certain nombre de règles déontologiques. Des dispositions devraient aussi être prises pour que les petites annonces soient socialement utiles afin d'éviter qu'elles ne soient monopolisées par des multinationales, comme cela est parfois le cas aujourd'hui.

Pour les programmes, il serait prévu un certain nombre d'obligations portant notamment sur le nombre maximum de films, la part de créations d'origine française, la diffusion d'émissions éducatives, culturelles, destinées aux enfants, à la jeunesse. Ces clauses devraient être suffisamment précises pour faciliter le contrôle, sans pour autant paralyser la direction des chaînes.

Les conseils d'administration seraient composés de représentants de l'Etat, des actionnaires, du monde culturel et du personnel. Les présidents seraient nommés par le gouvernement sur proposition du conseil.

c) Une société des régions. A côté des trois chaînes qui diffuseraient depuis le satellite, il paraît nécessaire d'assurer la vocation régionale de la quatrième société qui prendrait la succession de FR 2, et hériterait de ses centres de production de province, ainsi que de l'ensemble du réseau de diffusion hertzien au sol.

### Une dizaine de sociétés régionales de télévision

Il faudrait sans doute aller plus loin dans la voie de la décentralisation et dans l'utilisation optimale des moyens des stations régionales. Cela impliquerait une refonte des structures de la société pour favoriser la naissance de centres de responsabilité et de création dans toute la France. FR 3 pourrait donc devenir une société holding, détenant la moitié du capital d'une dizaine de sociétés régionales de télévision (R.T.V.). Ces R.T.V. se constitueraient dans les principales villes de France, avec des participations des établissements publics régionaux et des quotidiens du secteur considérant qui posséderaient le reste du capital. Elles assureraient la responsabilité d'une programmation locale, en déchargeant la direction nationale assurée par la société mère. Il y aurait ainsi un partage pouvant être très souple, mais devant permettre d'accroître considérablement le volume horaire diffusé par ces stations. On sait que cette chaîne ne fonctionne actuellement que quatre heures par jour.

Le financement de cet organisme serait assuré pour une part grâce à un prélèvement sur la redevance versée par des recettes de publicité locale résultant d'un couplage avec les quotidiens régionaux.

Il est évident que la réorganisation de la vaste centralisation ne pourrait être mise en œuvre et réussie qu'après une large discussion avec les parties intéressées et les quotidiens de province. Sans l'accord et la collaboration de ceux-ci, il est vain d'espérer réaliser une telle expérience. Pourtant, celle-ci mérite d'être tentée en dépit des obstacles, car elle devrait faciliter le renouvellement des programmes.

(\*) Membre du haut conseil de l'audiovisuel désigné national du R.P.R. pour l'audio-visuel.

qui pourrait se révéler très efficace et aiderait le service public de l'audiovisuel à répondre à l'attente que place en lui l'ensemble des Français.

2) Une réforme devrait intervenir très rapidement dans le mode de perception de la redevance. Il est actuellement inconnu que la réforme de 1974 ait eu dans ce domaine pour résultat de passer d'un coût de perception de 12 % du montant total des recettes à 17 %, par le seul fait que ce soit maintenant l'administration des finances qui procède à cette perception. De plus, il sera indispensable de supprimer la T.V.A. sur la redevance. Cette taxe sur une taxe est insupportable et contraire aux droits administratifs et financiers français. De plus, étant donné l'accroissement inévitable de la redevance dans les années qui viennent, il serait bon de suivre l'exemple de nombreux pays étrangers qui ont procédé à la mensualisation ou tout au moins, à sa semi-annualisation. Cette mesure devrait permettre aux plus démunis de pouvoir payer sans trop de douleur les augmentations prévisibles de cette redevance.

3) Il ne nous semble pas que le passage de T.D.F. sous la tutelle du ministère des P. et T. soit une bonne chose. Nous estimons au contraire, fidèles à la vieille politique républicaine de notre pays, qu'il est préférable de ne pas mettre entre les mains d'un homme l'ensemble des moyens de communication. Avons-nous un ministre unique de la police? Non. Alors pourquoi, pour des raisons technocratiques, la tutelle de l'établissement de diffusion?

En guise de conclusion, le lecteur se rend bien compte de l'ampleur des problèmes nouveaux posés par l'audiovisuel.

Le public français ne comprend pas que à droite ou à gauche on cherche à lui masquer le vrai problème en le dissimulant sous un faux débat sur un état de choses inadmissible.

Bien entendu, cet ensemble de sociétés devrait aussi respecter la disposition d'un cahier des charges de la quatrième société qui prendrait la succession de FR 2, et hériterait de ses centres de production de province, ainsi que de l'ensemble du réseau de diffusion hertzien au sol.

Ainsi, les deux branches de l'audiovisuel, la radiodiffusion et la télévision, bénéficieraient de structures nouvelles élaborées dans un esprit de pluralisme au sommet du système, l'autorité de l'audiovisuel jouant un rôle de contrôle et de régulation en assurant de la répartition de la diffusion nationale assurée par la société mère. Il y aurait ainsi un partage pouvant être très souple, mais devant permettre d'accroître considérablement le volume horaire diffusé par ces stations. On sait que cette chaîne ne fonctionne actuellement que quatre heures par jour.

Le financement de cet organisme serait assuré pour une part grâce à un prélèvement sur la redevance versée par des recettes de publicité locale résultant d'un couplage avec les quotidiens régionaux.

Il est évident que la réorganisation de la vaste centralisation ne pourrait être mise en œuvre et réussie qu'après une large discussion avec les parties intéressées et les quotidiens de province. Sans l'accord et la collaboration de ceux-ci, il est vain d'espérer réaliser une telle expérience. Pourtant, celle-ci mérite d'être tentée en dépit des obstacles, car elle devrait faciliter le renouvellement des programmes.

(\*) Membre du haut conseil de l'audiovisuel désigné national du R.P.R. pour l'audio-visuel.

Quant à la S.F.P., elle devrait être réorganisée et pourrait devenir un établissement de production travaillant pour l'ensemble de l'audiovisuel (télévision, cinéma, cassettes, etc.).

Cette réforme d'ensemble pourrait être complétée par diverses autres mesures :

1) Des actions d'initiation devraient être menées en faveur d'une politique créatrice de programmes. On pourrait constituer un fonds analogue au fonds d'intervention culturelle, qui serait géré par le ministère de la culture et qui servirait à financer des émissions originales produites et diffusées par les diverses sociétés. Ce fonds servirait à financer l'intervention légère, mais

Quant à la S.F.P., elle devrait être réorganisée et pourrait devenir un établissement de production travaillant pour l'ensemble de l'audiovisuel (télévision, cinéma, cassettes, etc.).

Cette réforme d'ensemble pourrait être complétée par diverses autres mesures :

1) Des actions d'initiation devraient être menées en faveur d'une politique créatrice de programmes. On pourrait constituer un fonds analogue au fonds d'intervention culturelle, qui serait géré par le ministère de la culture et qui servirait à financer des émissions originales produites et diffusées par les diverses sociétés. Ce fonds servirait à financer l'intervention légère, mais

Quant à la S.F.P., elle devrait être réorganisée et pourrait devenir un établissement de production travaillant pour l'ensemble de l'audiovisuel (télévision, cinéma, cassettes, etc.).

Cette réforme d'ensemble pourrait être complétée par diverses autres mesures :

1) Des actions d'initiation devraient être menées en faveur d'une politique créatrice de programmes. On pourrait constituer un fonds analogue au fonds d'intervention culturelle, qui serait géré par le ministère de la culture et qui servirait à financer des émissions originales produites et diffusées par les diverses sociétés. Ce fonds servirait à financer l'intervention légère, mais

### MARDI 21 AOUT

#### CHAÎNE I : TF 1

18 h. La croisière de l'Évry : la baie des vierges ; 18 h. 55. Feuilleton : Anne tout un jour ; 19 h. 10. Journal ; 19 h. 45. Caméra au poing ; 20 h. Journal.

20 h. 35. Soirées d'ailleurs... (Le Québec). Vendredi 18 h. 45. de P. Gauthier. Réal. J. Faucher.

Ce vendredi-là, Clément Viret, cadre supérieur dans une agence de publicité, apprend qu'il est malade.

22 h. Variétés : Tam Ti Delam avec les Grands Ballets canadiens. Réal. P. Morin. Une chorégraphie de Brian Mac Donald sur une musique de Gilles Vigneault.

22 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 30. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Les trois caméras ; 20 h. Journal.

20 h. 35. Les dossiers de l'écran. FILM : PARIS BRÛLE-T-IL ? de R. Clément (1965). avec J.-P. Belmondo, C. Boyer, L. Larron, J.-P. Cassel, B. Cremon, A. Delon, K. Douglas, G. Ford, G. Froba, D. Gelin, M. Piccoli, (N.)

Deuxième partie : Août 1944. — L'explosion d'un groupe d'étudiants pris par la com- mune de la Gestapo dans le colonel Rol et déclenchent l'insurrection parisienne tandis que Leterrier et le P. D. S. rompent sur la capitale.

Jusqu'en août, René Clément maintient, avec indifférence, la partie historique des événements de la libération de Paris. Un grand film de prestige avec une trentaine de vedettes.

Vers 22 h. Débat : La libération de Paris. Avec MM. J. Chabert-Dumas, D. von Arnim, aide de camp du général von Choltitz, H. Kar- cher, combattant de la 2<sup>e</sup> D.B., le colonel Rol-Sangre, chef des F.F.I. de l'île-de-Fran-

22 h. 40. Magazine médical : Médecine et sexologie.

Différents aspects des troubles de la sexualité, relatés à l'enseignement et la psychologie de l'adulte. Avec MM. le professeur Pautin, gynécologue, Abrabam, psychanalyste, les professeurs Barbra, chirurgien, et Guit- sendors, gynécologue.

23 h. 45. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf ? ; 12 h. 45. Journal ; 13 h. 25. Dessin animé : Les mystères de l'ouest ; 14 h. 40. Vic le Viking ; 15 h. 10. Action et sa bande.

18 h. La croisière de l'Évry : la route des alpes ; 18 h. 55. Feuilleton : Anne tout un jour ; 19 h. 10. Journal ; 19 h. 45. Caméra au poing ; 20 h. Journal.

20 h. 30. L'histoire en jugement : Franklin Delano Roosevelt d'A. Brissaud. Réal. P. Siegrist.

Avec MM. Edward Beland, Robert Buffière, journaliste, Cyrus Sulberger, historien, et- rier, Philippe de Saint-Robert, écrivain, et François-Xavier de Viane.

22 h. 40. Magazine médical : Médecine et sexologie.

### MERCREDI 22 AOUT

#### CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Feuilleton : Dors Comédie ; 13 h. Journal ; 13 h. 30. Série : Les mystères de l'ouest ; 14 h. 40. Vic le Viking ; 15 h. 10. Action et sa bande.

18 h. La croisière de l'Évry : la route des alpes ; 18 h. 55. Feuilleton : Anne tout un jour ; 19 h. 10. Journal ; 19 h. 45. Caméra au poing ; 20 h. Journal.

20 h. 30. L'histoire en jugement : Franklin Delano Roosevelt d'A. Brissaud. Réal. P. Siegrist.

Avec MM. Edward Beland, Robert Buffière, journaliste, Cyrus Sulberger, historien, et- rier, Philippe de Saint-Robert, écrivain, et François-Xavier de Viane.

22 h. 40. Magazine médical : Médecine et sexologie.

Différents aspects des troubles de la sexualité, relatés à l'enseignement et la psychologie de l'adulte. Avec MM. le professeur Pautin, gynécologue, Abrabam, psychanalyste, les professeurs Barbra, chirurgien, et Guit- sendors, gynécologue.

23 h. 45. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf ? ; 12 h. 45. Journal ; 13 h. 25. Dessin animé : Les mystères de l'ouest ; 14 h. 40. Vic le Viking ; 15 h. 10. Action et sa bande.

18 h. La croisière de l'Évry : la route des alpes ; 18 h. 55. Feuilleton : Anne tout un jour ; 19 h. 10. Journal ; 19 h. 45. Caméra au poing ; 20 h. Journal.

20 h. 30. L'histoire en jugement : Franklin Delano Roosevelt d'A. Brissaud. Réal. P. Siegrist.

Avec MM. Edward Beland, Robert Buffière, journaliste, Cyrus Sulberger, historien, et- rier, Philippe de Saint-Robert, écrivain, et François-Xavier de Viane.

#### CHAÎNE III : FR 3

19 h. 10. Journal ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 40. Pour les jeunes ; 20 h. Feuilleton : Les chevaliers du ciel.

20 h. 30. FILM : LES GRANDS MOYENS, de H. Cornfield (1972). avec H. Dieudonné, R. Car- tier, F. Sardon, C. Ruyet, A. de Beaumont, Y. Maurech.

A Nice, trois sœurs octogénaires entrepren- nent de supprimer leur frère qui est une des membres de leur famille et que le neveu de l'une d'elles, commissaire de police, n'est pas capable d'éliminer.

D'après un roman de Charles Ederberg, une comédie traitée sur le mode de l'humour noir à l'anglaise par un réalisateur enri- ciste, traduisant en France, Hélène Dun- donné en tête d'une excellente interpré- tation.

21 h. 50. Journal.

#### FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Mot à mot : Chénier de 19 h. 30. Les chemins de la connaissance : l'archéologie du rêve (rediff.) ; 20 h. 30. Vues et points de vue sur l'extrême Asie ; 21 h. 10. The Elitist Center, for video music and dance ; 22 h. 30. Histoire des trois premiers siècles de l'Église, en compagnie d'Eusèbe de Césarée ; 23 h. 20. Opéra opérette : quand les chanteurs d'opéra ren- dent hommage à l'opérette.

#### FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Klose ; 19 h. 5. Jazz ; 20 h. Informations Festival ; 20 h. 30. Festival estival de Paris, en direct de la Sainte-Chapelle ; 21 h. 10. Les Elitist Center, for video music and dance ; 22 h. 30. Histoire des trois premiers siècles de l'Église, en compagnie d'Eusèbe de Césarée ; 23 h. 20. Opéra opérette : quand les chanteurs d'opéra ren- dent hommage à l'opérette.

En 1944, un officier de marine américaine installé à Londres, cherche à éviter les dangers de la résistance et se voit même un héros malgré lui.

Cette violente satire de l'opéra met en scène une histoire d'amour et de trahison.

22 h. 30. Journal.

#### FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales ; 8 h. 2. Matinales vivantes ; 9 h. 7. Université de l'Université ; 10 h. 2. De l'autre côté de la frontière ; 11 h. 30. Poésie, théâtre et musique russe ; de Fouchette à Stok (et à 18 h. 40) ; 12 h. 5. Chœurs et chœurs d'opéra en France ; la messe de la Renaissance à Rouen ; 13 h. 45. Panorama ; 14 h. 30. Feuilleton : « Les Brontë », histoire d'une famille d'écrivains ; 15 h. 10. Étrangers avec... René Sanguet ; 16 h. 30. Égypte en remontant le cours du Nil ; 17 h. 10. Les Pacificos long et en large : des îles Hawaii au détroit de Bering ; 18 h. 30. Miamon Chine : l'histoire (les révolutionnaires à Shanghai, 1920-1927) ; 19 h. 30. Les chemins de la connaissance : les champs du rêve (l'ange et la apollon) (rediff.) ; 20 h. 30. Festival d'Avignon : « Mario et le magicien » ; 21 h. 30. Les trois premiers siècles de l'Église, en compagnie d'Eusèbe de Césarée ; 22 h. 30. Opéra opérette : quand les chanteurs d'opéra ren- dent hommage à l'opérette.

22 h. 30. Journal.

#### FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Matinales ; 8 h. 2. Matinales vivantes ; 9 h. 7. Université de l'Université ; 10 h. 2. De l'autre côté de la frontière ; 11 h. 30. Poésie, théâtre et musique russe ; de Fouchette à Stok (et à 18 h. 40) ; 12 h. 5. Chœurs et chœurs d'opéra en France ; la messe de la Renaissance à Rouen ; 13 h. 45. Panorama ; 14 h. 30. Feuilleton : « Les Brontë », histoire d'une famille d'écrivains ; 15 h. 10. Étrangers avec... René Sanguet ; 16 h. 30. Égypte en remontant le cours du Nil ; 17 h. 10. Les Pacificos long et en large : des îles Hawaii au détroit de Bering ; 18 h. 30. Miamon Chine : l'histoire (les révolutionnaires à Shanghai, 1920-1927) ; 19 h. 30. Les chemins de la connaissance : les champs du rêve (l'ange et la apollon) (rediff.) ; 20 h. 30. Festival d'Avignon : « Mario et le magicien » ; 21 h. 30. Les trois premiers siècles de l'Église, en compagnie d'Eusèbe de Césarée ; 22 h. 30. Opéra opérette : quand les chanteurs d'opéra ren- dent hommage à l'opérette.

22 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf ? ; 12 h. 45. Journal ; 13 h. 25. Dessin animé : Les mystères de l'ouest ; 14 h. 40. Vic le Viking ; 15 h. 10. Action et sa bande.

18 h. La croisière de l'Évry : la route des alpes ; 18 h. 55. Feuilleton : Anne tout un jour ; 19 h. 10. Journal ; 19 h. 45. Caméra au poing ; 20 h. Journal.

20 h. 30. L'histoire en jugement : Franklin Delano Roosevelt d'A. Brissaud. Réal. P. Siegrist.

Avec MM. Edward Beland, Robert Buffière, journaliste, Cyrus Sulberger, historien, et- rier, Philippe de Saint-Robert, écrivain, et François-Xavier de Viane.

### Le Monde

Service des Abonnements  
1527 R.I.S. CROIX 69  
C.C.P. 4267-3

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
125 F 220 F 325 F 440 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
200 F 400 F 700 F 920 F

ÉTRANGERS  
(par mandat)  
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
125 F 220 F 325 F 440 F  
II. - SUISSE - TUNISIE  
220 F 420 F 620 F 820 F

Par voie aérienne  
Trafic en demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (dépôt) versent leur mandat de paiement à leur demande.

Chaque fois qu'une adresse dé- rante ou provisoire (doux semestres ou plus) est annoncée, les abonnés doivent adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Vendrez la dernière bande d'envoi à votre correspondant.

Vendrez la dernière bande d'envoi à votre correspondant.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication.  
Jacques Favre.

Imprimerie  
de « le Monde »  
5, r. des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous arti- cles, sauf accord avec l'administration.

LE MONDE  
est chaque jour la source de  
nos idées et de nos actions.  
Vos idées et vos actions  
sont le monde.

LES BUREAUX  
de l'audiovisuel

emploi international

JUNIOR CONSULTANTS  
OU MANAGEMENT TRAINING

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.

UN INVENTEUR MÉCANICIEN  
UN INGENIEUR CHIEF DE FABRICATION  
DEUX INGÉNIEURS DE LABORATOIRE

emploi régional

SUPERVISEUR DE CONTRÔLE DE QUALITÉ

DIRECTEUR DU MARKETING  
DIRECTEUR D'USINE POTENTIEL



**POLE**  
**politique**  
de télévision

OFFRES D'EMPLOI	51,00	58,98
DEMANDES D'EMPLOI	32,00	44,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La m/n cl.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois internationaux    emplois internationaux    emplois internationaux

Si, dans le contexte de l'entreprise où vous travaillez, vos possibilités sont trop réduites et ralenties par des circonstances qui n'ont rien à voir avec vos connaissances et vos performances, vous devriez immédiatement saisir l'occasion que nous vous offrons et nous écrire.

Nous sommes une des plus grandes firmes américaines de conseil en management de réputation mondiale. Nous cherchons actuellement plusieurs candidats âgés de vingt-cinq à trente ans comme

### JUNIOR CONSULTANTS OU MANAGEMENT TRAINEES

Dans le cadre de nos activités, la progression de votre carrière dépendra de vos connaissances et de vos aptitudes. Vous ne connaîtrez pas un travail de routine car nos activités incluent la production, la distribution, la vente, le marketing et la formation du personnel.

Nos clients sont d'importantes sociétés dans tous les secteurs de l'économie et sont répartis dans toute la France, ce qui vous appellera à voyager chaque semaine.

Dans notre société, de jeunes licenciés en économie, gestion d'affaires, sociologie, psychologie, etc., ont les meilleures chances. Mais, même si vous n'êtes pas diplômé, vous n'êtes pas exclu d'avance si vous pouvez prouver une solide expérience dans les relations humaines.

Une connaissance approfondie de l'anglais est nécessaire, la connaissance de l'allemand ou du néerlandais serait un avantage. Pour les éléments les plus valables, une rémunération élevée est prévue après la période de formation. Envoyez-nous immédiatement en indiquant de préférence votre numéro de téléphone où nous pouvons vous joindre pendant les heures de bureau car les premiers entretiens auront lieu dans les semaines à venir.

Ecrire sous le numéro de référence LM 79 M 21/8

**INSIGHT PUBLICATIONS S.A.**  
Boulevard de la Cambre 42 - Boite 13 - 1050 BRUXELLES (Belgique).

**Battelle**  
Centres de Recherche de Genève

### INGÉNIEUR DE RECHERCHE

Ayant les qualifications suivantes :

- Diplôme d'ingénieur ;
- Bonne compétence pour la recherche et le développement des matériaux et des procédés métallurgiques ;
- Anglais courant ;
- Expérience de la recherche industrielle, si possible ;
- Esprit d'initiative et intérêt pour la conduite de projets de façon indépendante ;
- Intérêt pour les contacts avec l'industrie.

Ce poste présente les caractéristiques suivantes :

- Travail varié, avec contacts étroits avec l'industrie ;
- Collègues de différentes spécialisations et nationalités ;
- Possibilités d'acquiescer une expérience étendue dans les domaines technique et économique ;
- Horaires en fonction : dès que possible.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leurs offres, accompagnées d'un bref CV, d'une photographie et de leurs prétentions de salaire, au chef du personnel, Battelle, 7, route de Drize, CH-1227 Carouge-Genève.

Offre d'emplois à des enseignants  
Ecole Normale Supérieure  
Université EL FATEH (TRIPOLI).

L'Ecole Normale Supérieure de l'Université EL FATEH à Tripoli ALJAMAHIRIYA Arabie Lybienne Populaire Socialiste recherche

### DES PROFESSEURS

pour faire partie de son corps d'enseignement de hautes études supérieures. Les candidats doivent être des professeurs ou des professeurs assistants titulaires d'un doctorat d'Etat, ayant une longue expérience et ayant rédigé des ouvrages scientifiques et travaillant dans l'enseignement ou dans l'établissement des programmes d'études au niveau de la maîtrise ou du doctorat.

Les candidats retenus seront rémunérés selon l'Indice de rémunération des enseignants étrangers à l'université d'EL FATEH. Ils bénéficieront en plus de rémunération en tant que directeur de thèses et pour toutes publications dans les revues universitaires.

Les demandes devront être envoyées à l'adresse suivante :  
Secrétaire du Comité Populaire de l'Ecole Normale Supérieure  
Université EL FATEH  
B.P. 13.499 - TRIPOLI.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
recherche pour missions de démarrage de  
**SUCRERIES A L'ÉTRANGER**

**1) UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN**  
Formation A.M. ou Marine, confirmé anglais, responsabilité supervision montage.

**2) UN INGEN. CHEF DE FABRICATION**  
Responsabilité exploitation.

**3) DEUX INGÉNIEURS DE LABORATOIRE**  
Responsabilité contrôle des opérations de production.

Exigences des postes :

- Capacité d'organisation, connaissance des hommes, ingénieurs diplômés, expérience en sucres aux postes correspondants.

**SALAIRES ÉLEVÉS ET POSTES MOTIVANTS**

Env. C.V. et lettre manuscrite à/n° T 014033 M.  
REGIE-PRESSE, 55 bis, r. Beaumartin, 75002 Paris.

La Faculté de Droit à l'Université Kar-Younès recherche

des professeurs pour les deux niveaux d'études universitaires et pour les hautes études supérieures dans les disciplines suivantes :

**1) NIVEAU UNIVERSITAIRE :**

- Droit civil
- Droit de procédure civile
- Droit commercial
- Droit international

**2) HAUTES ÉTUDES SUPÉRIEURES :**

- Professeur en droit commun (procédure)
- ENSAIE-ECAM...
- Professeur en droit criminel et en criminalistique
- Professeur en droit privé
- Professeur en droit international
- Professeur en droit administratif
- Professeur spécialisé en recherche scientifique et en sociologie
- Professeur spécialisé en droit comparé de systèmes juridiques des pays socialistes
- Professeurs spécialisés en matière de problèmes juridiques des pays du tiers-monde

Les demandes devront être envoyées à la direction du corps d'enseignement, direction générale, Université de Kar-Younès, Bengali.

Recherches pour Outre-Mer, export, en automobiles brevettées. Ecr. HAVAS 0011 NICE Codes références 075, avec curr. vit.

**IRAM (Institut de radio-astronomie millimétrique)**  
For high precision surface surveying of a radio telescope to be erected in Spain. Iram requires an experienced ENGINEER (grad.) whose main experience is in electronics. His/her task will be the development of laser ranging instrumentation, including data handling. After development work at the Max Planck Institute in Bonn, the position will continue within the electronics staff of the observatory in Spain.

The applicant must be willing to work for a prolonged period in Spain.

Applications with usual documents should be sent to:  
Max Planck Institut für Radioastronomie  
Auf dem Hügel 67  
53111 BONN, FRG.

**ETABLISSEMENT SECONDAIRE**  
Sous contrat recherche urgent  
**ETUDIANT**  
LANGUE ANGLAISE  
Expérience en anglais  
Groupes jeunes pour poste lecteur français en Angleterre (année scolaire 1980-81).  
Ecrire HAVAS Contact, 15, bd Haussmann, 75008 Paris sous n° 46367.

Un organisme français de coopération recherche pour une Ecole d'ingénieurs du Bâtiment :

### INGENIEURS OU TITULAIRES D'UNE MAITRISE ES SCIENCES

Possédant une expérience professionnelle en entreprise ou dans l'enseignement pour assurer les enseignements de :

- physique,
- construction générale.

Ces postes sont à pourvoir à ALGER pour le 15 SEPTEMBRE 1979.

Le contrat établi par le Ministère des Affaires Étrangères est de 2 ans renouvelable.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, doivent être adressées de toute urgence, à :

**quaternaire éducation**  
34, rue de Liège - 75008 PARIS  
qui est chargé de la sélection des candidats



## emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux

Un fabricant américain de lentilles intra-oculaires, accessoires optiques implantés dans l'œil humain pendant l'opération de la cataracte, cherche un Supérieur de Contrôle de Qualité et un Directeur de Marketing pour une filiale dans la région de Nice. Une installation y est actuellement en cours pour la production finale, le lavage final, la stérilisation, l'emballage, l'étiquetage et la distribution des produits. Ceux-ci seront commercialisés directement auprès des chirurgiens et des hôpitaux dans toute l'Europe.

### SUPERVISEUR DE CONTROLE DE QUALITÉ

Les exigences absolues pour ce poste sont les suivantes :

- 1) Un diplôme universitaire de Sciences de la Santé ;
- 2) Connaissance des procédés de stérilisation et des qualifications des produits stériles ;
- 3) Connaissance de l'étiquetage des médicaments et accessoires médicaux ;
- 4) Maîtrise de la langue anglaise ;
- 5) Quatre ans au moins d'expérience du contrôle de qualité dans une société pharmaceutique ou fabricant des accessoires médicaux. La préférence sera donnée à une personne capable de rédiger des documents techniques en anglais aussi bien qu'en français au sujet des procédés de contrôle de qualité et qui serait quelque peu familiarisée avec les termes d'ophtalmologie et d'anatomie.

### DIRECTEUR DU MARKETING

Les obligations absolues pour ce poste sont les suivantes :

- 1) Expérience de la vente et du marketing dans le domaine des soins de santé ;
- 2) Quatre années au moins d'expérience réelle des ventes ;
- 3) Deux ans au moins d'expérience de la direction des ventes, y compris la supervision des vendeurs et, de préférence, l'expansion et la promotion des programmes de ventes ;
- 4) Maîtrise du français et de l'anglais.

La connaissance de la chirurgie ophtalmique et de l'optique, ainsi que la familiarité avec les ophtalmologues français seraient des atouts, ainsi que la pratique d'autres langues européennes.

Le salaire de ces deux postes est négociable, selon les titres et l'expérience. Les entretiens auront lieu les 28 et 29 septembre à Cannes et le 30 septembre à Paris.

Adresser le curriculum vitae au Département du Personnel, aux soins de :  
CILCO Int. P.O. Box 1899 - Huntington, West Virginia - 25717 ETATS-UNIS.

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**  
Groupement Industriel des Armements Terrestres  
recherche pour son établissement de Bourges-18

### INGÉNIEURS Etudes et Développement et INGÉNIEURS de Production

- Diplômés d'une grande école : ENSTA-ENSAE
- ENSAIE-ECAM...
- Débutants ou avec quelques années d'expérience
- Branche souhaitée : mécanique
- Domaines d'activité : études de systèmes d'armes, d'armes ou de munitions, production, méthodes

Adresser avant le 5 Sept. 1979, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Monsieur le Directeur du FEFAB 6 route de Guerry BP 705 et 713 18015 BOURGES Cedex

**CIDRERIE ET VERGERS DU DUCHÉ DE LONGUEVILLE (ANNEVILLE-SUR-SCIE)**

76300 LONGUEVILLE-S/SCIE (12 km de DIEPPE)

Recherche :

**1 ADJOINT DE DIRECTION COMMERCIALE**  
**1 INSPECTEUR COMMERCIAL**

Postes pouvant convenir à toutes personnes dynamiques, physiquement aptes aux activités de déplacements en France métropolitaine.

Ecrire avec C.V. à CIDRERIE ET VERGERS DU DUCHÉ DE LONGUEVILLE, 76300 ANNEVILLE-SUR-SCIE

**AGENCE D'URBANISME DE METZ**  
recrute

### INGÉNIEUR TRANSPORTS

pour études de restructuration et promotion des transports collectifs

Expérience dans ce domaine d'activité, en tant que responsable d'études, appréciée.

Les candidatures d'ingénieurs débutants de grandes écoles seront également appréciées.

Ecrire : AOURAM 2, place d'Armes 57000 METZ  
Tél. : (07) 75-31-19.

**SEMS**  
Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes

### Filiale THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

### Ingénieurs Informaticiens

Pour important développement sur mini-ordinateurs Haut de gamme

Formation : Grandes Ecoles ou Universitaire

Expérience : débutant ou 3 à 5 ans expérience en informatique (mini-informatique souhaitée)

Fonction : deux types de postes sont offerts :

- 1°) qualification mesure de performances et maintenance de composants du logiciel de base (systèmes d'exploitation superviseurs d'entrée sortie, Gestionnaire de terminaux et compilateurs,
- 2°) Etudes et réalisation de nouveaux composants du logiciel de base (systèmes d'exploitation base de données, Transactionnel et gestion de terminaux)

Lieu de travail : GRENOBLE avec période préliminaire formation et préparation 12 mois en région parisienne.

C.V., photo + lettre manuscrite à faire parvenir sous la réf. ITCS au Service du Personnel SEMS - 36/38 rue de la Princesse 78430 LOUVECIENNES.

### directeur d'usine potentiel

Nous sommes un fabricant français de produits d'isolation. Nos résultats sont positifs. Notre avance technologique assurée en France et à l'étranger.

Nous cherchons à préparer un futur Directeur d'usine en lui confiant les Services Techniques de notre usine du Sud-Est (750 personnes). Il secondera le Directeur d'usine en prenant la responsabilité de l'ensemble de la production, des méthodes, entretien et travaux neufs.

Ingénieur diplômé Grande École, vous avez environ 5 ans de vie industrielle de production. Vous souhaitez élargir votre action et accéder à la direction d'unités opérationnelles. C'est ce que nous vous proposons d'abord en France, peut-être plus tard à l'étranger.

Nous attendons, rapidement, votre dossier de candidature sous référence L2279, domicilié chez :

**EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS**

### LOGISTA

Filiale du groupe SESA spécialisée dans le conseil et l'assistance informatique en clientèle recherche

### ingénieurs informaticiens

- Formation Grande École ;
- 1 à 5 ans d'expérience professionnelle ;
- Postes à pourvoir en Bretagne.

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
Alain GHERSON - LOGISTA  
30, quai National, 92806 Puteaux

0751 071649



## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE  
DES AGENCES DE VOYAGES

**Deutsche**  
BANKEN AG  
Kreditanstalt für Handel und Gewerbe  
AG  
Königsplatz 1  
1000 Berlin



# Le Monde

# régions

## Rhône-Alpes

DES AVIONS POUR LA PROVINCE

### Jeu de piste à Annecy

De notre correspondant

Annecy. — Les représentants de la chambre de commerce d'Annecy et la direction régionale de l'aviation civile sont convaincus que des liaisons aériennes rapides, régulières et fréquentes avec Paris sont indispensables au développement économique d'une agglomération de 120 000 habitants. Ils regrettent qu'Annecy ne soit reliée que deux fois par jour avec la capitale par de modestes avions Beechcraft-99 non pressurisés et équipés de quinze sièges seulement.

La compagnie régionale Air Alpes qui exploite depuis 1978 la ligne Annecy-Paris est disposée à mettre en service des appareils plus confortables et de plus grande capacité : Fokker-27 de quarante-neuf places ou Fokker-23 de soixante-cinq places. L'usage de l'un ou de l'autre de ces avions obligerait à allonger la piste de l'aéroport d'Annecy-Meythet de 1 300 mètres à 1 800 mètres.

Cette extension, qui nécessite des emprises de 12 hectares, est vivement combattue par les communes riveraines, qui rappellent qu'en 1973 et 1974, les représentants du syndicat intercommunal de l'agglomération annecienne avaient refusé à l'unanimité l'allongement de la piste actuelle. Quant au schéma de secteur de la rive droite du Fier établi en 1975, il prévoyait de faire disparaître l'aéroport d'Annecy en 1985, permettant de la sorte aux communes de s'étendre sur les terres ainsi libérées.

La construction d'un aéroport départemental au col d'Évires, situé à 30 kilomètres environ d'Annecy, était alors envisagée. Le projet a buté sur les obstacles écologiques, mais surtout financiers. Le conseil général de la Haute-Savoie ayant refusé de financer cette opération estimée en 1976 à 40 millions de francs. De nombreux élus locaux pensaient qu'un tel investissement aurait constitué un réel « gaspillage ».

Annecy et les principales villes du département qui vont prochainement bénéficier du réseau des autoroutes alpines et de l'autoroute blanche sont ainsi délaissées. Les minutes de l'aéroport suisse de Genève-Cointrin ou de l'aéroport de Chambéry et à une heure de celui de Lyon-Satolas.

A partir de l'automne 1981, le train à grande vitesse (T.G.V.)

mettra Annecy à trois heures et demie de Paris.

Dans un récent rapport, la direction régionale de l'aviation civile estime toutefois que l'allongement et le renforcement de la piste d'Annecy-Meythet sont « justifiés et urgents ». Elle rappelle qu'en 1976 75 % des passagers aériens de la Haute-Savoie, soit environ soixante mille personnes, prenaient l'avion pour se rendre à Paris. « Cette situation entraîne une déperdition considérable de devises de l'ordre de 10 à 15 millions de francs ».

M. Jean Moget (P.C.), maire de Meythet, fait observer que « des sommes beaucoup plus importantes se dirigent vers la Suisse (...) mais par d'autres canaux » et que de tels arguments ne peuvent justifier le projet d'extension de l'aéroport d'Annecy. A son avis, « on a probablement le projet de l'aéroport de Meythet, situé à 5 kilomètres du centre de la ville d'Annecy, avant de l'être entièrement consacré à l'aviation ».

— CLAUDE FRANÇON.

## Provence-Alpes-Côte-d'Azur

### Le parc national du Mercantour est créé

Sur soixante-douze mille hectares des départements des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence, la chasse, le camping, la cueillette, la circulation automobile et la construction sont désormais interdits. Des milliers de chalets et de boutiques vivront en paix. Après trente-trois ans de laborieuse gestation, le parc du Mercantour est enfin né. Le décret de création est paru au Journal officiel du 21 août.

De Paris unanimes, le massif du Mercantour s'étend le long de la frontière italienne, est, par la variété de sa faune et de sa flore, par la majesté de ses paysages et la richesse archéologique (des dizaines de milliers de gravures rupestres parsèment la vallée des Merveilles), l'une des zones d'Europe qui faisaient l'objet d'un projet de création d'un parc national. Le décret de création est paru au Journal officiel du 21 août.

Puis l'exploitation de l'« or blanc » par de grandes stations de ski des années cinquante a fait du parc un lieu de protection. Cinq projets de parc ont été proposés aux collectivités locales. Tous refusés. Pour en finir, on dessinait les frontières de la zone protégée de manière à ce que, comme le dit M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement, « le parc ne soit pas une île dans la mer ».

La zone centrale du parc est coupée en trois. On y a inclus en effet deux secteurs (5 700 hectares) qui ne rejoindront le périmètre du parc que si dans les dix ans qui viennent aucune station n'y est construite. Même dans la zone la plus protégée, agriculteurs, bergers et forestiers pourront continuer leurs activités. Quant à la zone périphérique (152 000 hectares sur vingt-sept communes), elle devrait être une région privilégiée d'aménagement de la montagne.

## BIBLIOGRAPHIE

### « UN BLEU DE BRETAGNE »

de Maurice Le Lannou

Avec *Un bleu de Bretagne*, Maurice Le Lannou, qui en d'autres occasions et à travers de multiples livres, a décrit en détail l'évolution de la Bretagne, les humeurs et les passions des Bretons et la géographie contrastée du massif armoricain, nous parle de lui. Il le fait à travers ses souvenirs de jeunesse, de la figure de son père, instituteur, occupé une place essentielle. Il le fait aussi en parcourant son pays natal, le Trégor, de Tréguier, de Lannion et de Plouégat, un petit bourg perché « sur un littoral tourbeux », où il est né en 1906.

Maurice Le Lannou n'est pas seulement historien et géographe. C'est un ethnologue de talent. Il aime à décrire les paysages, mais s'attarde plaisamment à s'interroger sur le rôle et l'importance de la Bretagne dans l'histoire de la France. Ce qui frappe aussi, ce sont les anecdotes, les anecdotes de la vie bretonne, les anecdotes de la vie bretonne, les anecdotes de la vie bretonne.

Maurice Le Lannou excelle dans les descriptions des scènes de la vie populaire. Il faut lire le passage où il raconte l'organisation du marché au beurre de Saint-Brieuc, « cette cité gentille », dont Louis Guilloux, qui y est né, dit justement qu'elle est « une humanité délectable et qu'elle n'est pas accueillante du tout ».

Les authentiques marchés ont disparu, les laiteries et les porcheries industrielles ont fleuri un peu partout, les routes se sont substituées aux chemins creux : on vend les galettes de sarrasin sous cellophane ; les crêpes sont réservées aux mareyeurs, qui manipulent des caisses en dérivé de pétrole et qui se soucient de l'informaticien. Le Plouha de Maurice Le Lannou n'est le royaume du lotissement, « *Chaque été, je vois s'élever un morceau de son image* ». Tout de choses anciennes meurent ou sont faites par-dessus bord ! Pour que la vie soit grande et belle, dit-il, il faut y mettre le passé et l'avenir. Le Plouha n'a guère réussi ce dosage. Je l'aime, mais c'est un mort ».

Combien de Bretons, qui cultivent le nostalgie comme une seconde nature, sont prêts à en dire autant de presque toute la Bretagne !

FRANÇOIS GROSCHARD.  
★ Un bleu de Bretagne, Maurice Le Lannou, 176 pages, Rochette.

## RÉPLIQUES A ROBERT ESCARPIT

### Tous Américains ou Anglais ?

Le Monde du 10 mai a publié trois articles d'auteurs se réclamant du « régionalisme », respectivement pour la Savoie, la Corse et la Gascogne. Pour cette dernière région, M. Escarpit nous explique qu'elle a subi des « provocations » et des « outrages » tels qu'elle n'a « jamais été entièrement délivrée de la condition coloniale ».

Bien entendu, je n'aurai pas le mauvais goût de comparer le sort de ces régions à celui de certains pays qui se trouvent authentiquement dans une situation coloniale, qu'il s'agisse du Cambodge, de la Tchétchénie ou de l'Amérique centrale : les mauvais esprits risqueraient de penser que ce qui est excessif ne compte pas.

Je voudrais plutôt apporter mon appui à ces hommes qui ont perçu que, dans l'un des vingt pays du monde considérés comme démocratiques (leur cent cinquante), il existe encore une telle oppression, et dénoncer, comme M. Escarpit, le « poids économique, politique, culturel » qui pèse sur une région : le pays d'Oll.

Poids économique : voilà, en effet, la zone la mieux placée du point de vue des communications, comportant les meilleures terres agricoles, la plus industrialisée, qui est mise en coupe réglée par des provinces moins favorisées par la nature, qui non seulement accaparent une partie des revenus du pays d'Oll en profitant des impôts qui y sont perçus, mais le dépouillent des industries de pointe, comme l'aviation confisquée par Toulouse.

Poids politique : depuis l'avènement d'une lignée de rois gascons, voilà près de quatre cents ans, c'est une tradition que la France soit gouvernée par des hommes du Midi, qui s'installent en colonisateurs dans les ministères parisiens, font voter des lois favorables à leurs régions, et quadrillent la terre d'Oll de fonctionnaires méridionaux comme de véritables « occupants ».

Poids culturel : alors que, dans les provinces, chacun parle, quand il en a envie, ce qu'on appelle le patois, du temps où l'on osait appeler les choses par leur nom, seul le peuple d'Oll a été privé de sa langue qui est celle de Villon et de Rabelais, au profit d'un français moderne que les autres régions ont contribué à former, mais en gardant leur « patois ». C'est là un « outrage permanent ». Ainsi les hommes d'Oll peu-

vent-ils se plaindre avec des arguments du même ordre que ceux de tous les régionalistes.

M. Escarpit a donc raison : la grande tâche pour libérer les hommes de notre siècle, c'est de détruire Paris et, du coup, je pense, l'Etat français qui soutient à l'existence dans l'Europe soumise aux impérialismes. Alors, non seulement comme il le dit, « nous serons tous basques, nous serons tous corse, nous serons tous bretons », mais, en prime, il nous arrivera quelque chose de plus grandiose encore : nous serons tous américains !

J. GASTYR.  
(Brunoy)

M. Escarpit et sa famille ont la chance ou les moyens de ne pas avoir été obligés, comme la plupart des aïeux des Parisiens, à « monter » à Paris pour y gagner leur vie ou faire des études que leur province ne pouvait leur assurer. La III<sup>e</sup> République avait renforcé un système de sélection qui, par la voie de concours de tous niveaux, amenait les plus travailleurs des enfants provinciaux aux administrations et écoles parisiennes ; ces derniers les redistribuait éventuellement aux quatre coins du pays dans des postes de fonction publique ou d'industrie.

Ce passage parisien avait le mérite d'arracher aux luttes d'influence et aux rivalités souvent médiocres des villes moyennes, voire grandes, les meilleurs et d'en faire finalement bénéficier le pays tout entier. Ce système centralisé a donné sa colonne vertébrale à la France depuis plus d'un siècle. M. Escarpit est bien placé pour savoir que, sous le couvert du retour à la régionalisation, depuis plus de dix ans, divers organismes provinciaux bénéficient d'un préjudice systématique (favorable et partant, de moyens et d'influences sans commune mesure avec leurs équivalents parisiens).

Quant aux propos irresponsables peignant l'Aquitaine sous le joug de l'occupant M. Escarpit, on donne à ceux qui écrivent régulièrement dans les quotidiens de ce dit occupant ? Souhaiter-t-il que l'Aquitaine se donne à l'Angleterre pour échapper à « aux nègres et aux jaunes » de Paris ? O. Alléon, quelle revanche !

Dr Ph. AUZEY.  
(Paris)  
« originaire du Midi »

# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	Le 19	Le 18
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,89
IMMOBILIER	12,00	14,31
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENVIÉES	Le 19	Le 18
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

### SITUATION BIEN RÉMUNÉRÉE

Recherchons COLLABORATEURS COMMERCIAUX expérimentés (hommes et femmes) pour la vente d'une NOUVEAUTE allemande dans le domaine des ARTICLES DE BUREAU. Ces articles sont d'une entreprise à succès, ont également été utilisés comme CADEAU PUBLICITAIRE. Des ventes tests ont été effectuées avec beaucoup de succès.

Veuillez adresser vos candidatures sous n° 592 à REGIE-PRESS GmbH, Babenaustrasse 4, D-6000 Frankfurt, S.F.A., qui transmettra.

## secrétaires

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS CENTRE PARIS recherche pour son président SECRÉTAIRE DE DIRECTION, 50 000 dollars minimum. Excellentes références, horaires de travail, salaire 30 heures. Écrire : S.E.P., 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

## capitaux ou propositions

CAPITAL DISPONIBLE Pour des projets internationaux viables, 50 000 dollars minimum. Également d'excellentes occasions d'investissement aux États-Unis et à l'étranger.

Venture Capital Consultants 1500 Ventura Blvd., Suite 201 A Sherman Oaks, California 91403. Tél. 451-5553. VENCAP USA.

Dans le cadre d'une valorisation de ses sous-produits agricoles, l'INDUSTRIE PALMIERES dispose à partir du mois de novembre 1979 d'importantes quantités de charbon de bois de coco, livrables sur les côtes de ses plantations industrielles. Les intéressés intéressés sont priés d'adresser à l'adresse suivante : DIRECTION GÉNÉRALE S.P.V. 239 ABIDJAN (Côte d'Ivoire).

(République de Côte d'Ivoire) Tél. : 2100 TECHNOL.

## ENTREPRISE TRAVAIL TEMPORAIRE

Toutes possibilités de travail, participation, financement, etc. Votre réponse sera traitée confidentiellement par téléphone et/ou par courrier. Écrire : FIDUCIAIRE INTER, 23, rue de la République, 75001 PARIS — Tél. : 274-3034.

## occasions

GRAND CHOIX de montres en or et en argent, à 100 000 F. Exemple de prix : 10 000 F. la montre. 345-7272.

Vente de statuettes d'art. 3 STATUETTES NOIRES CHINOISES SCULPTÉES. H. 25 cm et 10 cm. PARFUM en JADE. Prix total : 4 000 F. Écrire sous n° 6077 HAVAS Contact, 154, avenue d'Italie, PARIS (13).

## demandes d'emploi

J. H. rech. place stable aide comptable ou employé de bureau à partir de 150 000 F. Ecr. M. ROLLAND, 2, rue de la Gare, 94140 ALFORTVILLE.

CADRE SUP., exp. confirmée, 55 ans, marié, 2 enfants, situation équivalente, envisage collaboration avec entreprise sérieuse. REGIE-PRESS, 85 bis, rue Reumour, 75001 PARIS, qui tr.

Rech. poste CADRE organisation et administration, exp. 15 ans, marié, 2 enfants, situation équivalente, envisage collaboration avec entreprise sérieuse. Ecr. N° 598 à Le Monde + Pub. 5, rue des Halles, 75001 PARIS CEDEX 09.

COMPTABLE B.P. Hma bilan déclarations, rech. emploi à temps partiel. — Tél. 06-51-32.

## formation professionnelle

ANGLAIS INTENSIF par professeurs anglophones. Cours de jour et de soir. Inscription immédiate. ORSEP FORMATION 97, r. Saint-Lazare, 75001 Paris. Tél. 01-47-42-22.

## CARRIÈRES EN INFORMATIQUE

Conseil et Orientation au 355-95-96. CEFIA 66, rue Amiel (114).

## cours et leçons

Professeur lycée donnerait LEÇONS MATHS terminale C à 64. — 427-45-41.

## travail à domicile

DICTYLO : je tape vos thèses, manuscrits, etc. Travail très soigné, orthographe assurée. 337-40-47.

## animaux

Reouverture 20 août Arrivage chiens police dressés minis - 154, avenue d'Italie - 588-76-91.

## information divers

### POUR TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDES CONTACT (22 pages) Extraits de semaine :

- Les 3 types de C.V. : rédact., mod. et 16. 8 à 12 pages.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans, exemples, 25 000 F. par mois.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les 100 réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 4, sq. Montigny, 75 Le Chesnay.

## automobiles

### vente

Particulier vend MATRA BAGHERA 1971, 1600 cc, 120 000 F. Tél. 01-47-42-22.

R 5 Alinea noire Inter. rouge tissu, 14 000 km, radio-cassette, 25 000 F. Tél. 01-47-42-22.

Inter. rouge tissu, 14 000 km, radio-cassette, 25 000 F. Tél. 01-47-42-22.

Hrv. bur. 69-40-09 ou 69-40-09, après 19 h. : 980-40-73.

## divers

LANCIA ALTOBANCHI Modèles 1800 disponibles 100 000 F. Tél. 01-47-42-22.

TALBOT-SUNBEAM MODELES DISPONIBLES - GL 1 CV - 2 CV - 3 CV - 4 CV - 5 CV - 6 CV - 7 CV - 8 CV - 9 CV - 10 CV - 11 CV - 12 CV - 13 CV - 14 CV - 15 CV - 16 CV - 17 CV - 18 CV - 19 CV - 20 CV - 21 CV - 22 CV - 23 CV - 24 CV - 25 CV - 26 CV - 27 CV - 28 CV - 29 CV - 30 CV - 31 CV - 32 CV - 33 CV - 34 CV - 35 CV - 36 CV - 37 CV - 38 CV - 39 CV - 40 CV - 41 CV - 42 CV - 43 CV - 44 CV - 45 CV - 46 CV - 47 CV - 48 CV - 49 CV - 50 CV - 51 CV - 52 CV - 53 CV - 54 CV - 55 CV - 56 CV - 57 CV - 58 CV - 59 CV - 60 CV - 61 CV - 62 CV - 63 CV - 64 CV - 65 CV - 66 CV - 67 CV - 68 CV - 69 CV - 70 CV - 71 CV - 72 CV - 73 CV - 74 CV - 75 CV - 76 CV - 77 CV - 78 CV - 79 CV - 80 CV - 81 CV - 82 CV - 83 CV - 84 CV - 85 CV - 86 CV - 87 CV - 88 CV - 89 CV - 90 CV - 91 CV - 92 CV - 93 CV - 94 CV - 95 CV - 96 CV - 97 CV - 98 CV - 99 CV - 100 CV - 101 CV - 102 CV - 103 CV - 104 CV - 105 CV - 106 CV - 107 CV - 108 CV - 109 CV - 110 CV - 111 CV - 112 CV - 113 CV - 114 CV - 115 CV - 116 CV - 117 CV - 118 CV - 119 CV - 120 CV - 121 CV - 122 CV - 123 CV - 124 CV - 125 CV - 126 CV - 127 CV - 128 CV - 129 CV - 130 CV - 131 CV - 132 CV - 133 CV - 134 CV - 135 CV - 136 CV - 137 CV - 138 CV - 139 CV - 140 CV - 141 CV - 142 CV - 143 CV - 144 CV - 145 CV - 146 CV - 147 CV - 148 CV - 149 CV - 150 CV - 151 CV - 152 CV - 153 CV - 154 CV - 155 CV - 156 CV - 157 CV - 158 CV - 159 CV - 160 CV - 161 CV - 162 CV - 163 CV - 164 CV - 165 CV - 166 CV - 167 CV - 168 CV - 169 CV - 170 CV - 171 CV - 172 CV - 173 CV - 174 CV - 175 CV - 176 CV - 177 CV - 178 CV - 179 CV - 180 CV - 181 CV - 182 CV - 183 CV - 184 CV - 185 CV - 186 CV - 187 CV - 188 CV - 189 CV - 190 CV - 191 CV - 192 CV - 193 CV - 194 CV - 195 CV - 196 CV - 197 CV - 198 CV - 199 CV - 200 CV - 201 CV - 202 CV - 203 CV - 204 CV - 205 CV - 206 CV - 207 CV - 208 CV - 209 CV - 210 CV - 211 CV - 212 CV - 213 CV - 214 CV - 215 CV - 216 CV - 217 CV - 218 CV - 219 CV - 220 CV - 221 CV - 222 CV - 223 CV - 224 CV - 225 CV - 226 CV - 227 CV - 228 CV - 229 CV - 230 CV - 231 CV - 232 CV - 233 CV - 234 CV - 235 CV - 236 CV - 237 CV - 238 CV - 239 CV - 240 CV - 241 CV - 242 CV - 243 CV - 244 CV - 245 CV - 246 CV - 247 CV - 248 CV - 249 CV - 250 CV - 251 CV - 252 CV - 253 CV - 254 CV - 255 CV - 256 CV - 257 CV - 258 CV - 259 CV - 260 CV - 261 CV - 262 CV - 263 CV - 264 CV - 265 CV - 266 CV - 267 CV - 268 CV - 269 CV - 270 CV - 271 CV - 272 CV - 273 CV - 274 CV - 275 CV - 276 CV - 277 CV - 278 CV - 279 CV - 280 CV - 281 CV - 282 CV - 283 CV - 284 CV - 285 CV - 286 CV - 287 CV - 288 CV - 289 CV - 290 CV - 291 CV - 292 CV - 293 CV - 294 CV - 295 CV - 296 CV - 297 CV - 298 CV - 299 CV - 300 CV - 301 CV - 302 CV - 303 CV - 304 CV - 305 CV - 306 CV - 307 CV - 308 CV - 309 CV - 310 CV - 311 CV - 312 CV - 313 CV - 314 CV - 315 CV - 316 CV - 317 CV - 318 CV - 319 CV - 320 CV - 321 CV - 322 CV - 323 CV - 324 CV - 325 CV - 326 CV - 327 CV - 328 CV - 329 CV - 330 CV - 331 CV - 332 CV - 333 CV - 334 CV - 335 CV - 336 CV - 337 CV - 338 CV - 339 CV - 340 CV - 341 CV - 342 CV - 343 CV - 344 CV - 345 CV - 346 CV - 347 CV - 348 CV - 349 CV - 350 CV - 351 CV - 352 CV - 353 CV - 354 CV - 355 CV - 356 CV - 357 CV - 358 CV - 359 CV - 360 CV - 361 CV - 362 CV - 363 CV - 364 CV - 365 CV - 366 CV - 367 CV - 368 CV - 369 CV - 370 CV - 371 CV - 372 CV - 373 CV - 374 CV - 375 CV - 376 CV - 377 CV - 378 CV - 379 CV - 380 CV - 381 CV - 382 CV - 383 CV - 384 CV - 385 CV - 386 CV - 387 CV - 388 CV - 389 CV - 390 CV - 391 CV - 392 CV - 393 CV - 394 CV - 395 CV - 396 CV - 397 CV - 398 CV - 399 CV - 400 CV - 401 CV - 402 CV - 403 CV - 404 CV - 405 CV - 406 CV - 407 CV - 408 CV - 409 CV - 410 CV - 411 CV - 412 CV - 413 CV - 414 CV - 415 CV - 416 CV - 417 CV - 418 CV - 419 CV - 420 CV - 421 CV - 422 CV - 423 CV - 424 CV - 425 CV - 426 CV - 427 CV - 428 CV - 429 CV - 430 CV - 431 CV - 432 CV - 433 CV - 434 CV - 435 CV - 436 CV - 437 CV - 438 CV - 439 CV - 440 CV - 441 CV - 442 CV - 443 CV - 444 CV - 445 CV - 446 CV - 447 CV - 448 CV - 449 CV - 450 CV - 451 CV - 452 CV - 453 CV - 454 CV - 455 CV - 456 CV - 457 CV - 458 CV - 459 CV - 460 CV - 461 CV - 462 CV - 463 CV - 464 CV - 465 CV - 466 CV - 467 CV - 468 CV - 469 CV - 470 CV - 471 CV - 472 CV - 473 CV - 474 CV - 475 CV - 476 CV - 477 CV - 478 CV - 479 CV - 480 CV - 481 CV - 482 CV - 483 CV - 484 CV - 485 CV - 486 CV - 487 CV - 488 CV - 489 CV - 490 CV - 491 CV - 492 CV - 493 CV - 494 CV - 495 CV - 496 CV - 497 CV - 498 CV - 499 CV - 500 CV - 501 CV - 502 CV - 503 CV - 504 CV - 505 CV - 506 CV - 507 CV - 508 CV - 509 CV - 510 CV - 511 CV - 512 CV - 513 CV - 514 CV - 515 CV - 516 CV - 517 CV - 518 CV - 519 CV - 520 CV - 521 CV - 522 CV - 523 CV - 524 CV - 525 CV - 526 CV - 527 CV - 528 CV - 529 CV - 530 CV - 531 CV - 532 CV - 533 CV - 534 CV - 535 CV - 536 CV - 537 CV - 538 CV - 539 CV - 540 CV - 541 CV - 542 CV - 543 CV - 544 CV - 545 CV - 546 CV - 547 CV - 548 CV - 549 CV - 550 CV - 551 CV - 552 CV - 553 CV - 554 CV - 555 CV - 556 CV - 557 CV - 558 CV - 559 CV - 560 CV - 561 CV - 562 CV - 563 CV - 564 CV - 565 CV - 566 CV - 567 CV - 568 CV - 569 CV - 570 CV - 571 CV - 572 CV - 573 CV - 574 CV - 575 CV - 576 CV - 577 CV - 578 CV - 579 CV - 580 CV - 581 CV - 582 CV - 583 CV - 584 CV - 585 CV - 586 CV - 587 CV - 588 CV - 589 CV - 590 CV - 591 CV - 592 CV - 593 CV - 594 CV - 595 CV - 596 CV - 597 CV - 598 CV - 599 CV - 600 CV - 601 CV - 602 CV - 603 CV - 604 CV - 605 CV - 606 CV - 607 CV - 608 CV - 609 CV - 610 CV - 611 CV - 612 CV - 613 CV - 614 CV - 615 CV - 616 CV - 617 CV - 618 CV - 619 CV - 620 CV - 621 CV - 622 CV - 623 CV - 624 CV - 625 CV - 626 CV - 627 CV - 628 CV - 629 CV - 630 CV - 631 CV - 632 CV - 633 CV - 634 CV - 635 CV - 636 CV - 637 CV - 638 CV - 639 CV - 640 CV - 641 CV - 642 CV - 643 CV - 644 CV - 645 CV - 646 CV - 647 CV - 648 CV - 649 CV - 650 CV - 651 CV - 652 CV - 653 CV - 654 CV - 655 CV - 656 CV - 657 CV - 658 CV - 659 CV - 660 CV - 66











